



USU

3176

NGO Support Project

PVO/NGO Support Project

**Rapport d'Activités et
Financier Annuel
An VII du PAONG**

1er Juillet 1997 - 30 Juin 1998

Projet N° 685-0284

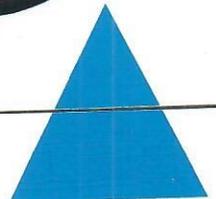
Convention N° 685-C-00-91-00042

Préparé par :

**Awa Paye Gueye
Chef d'Equipe**

New Transcentury Foundation

Août 1998



SOMMAIRE

	<u>Page</u>
I/ INTRODUCTION AND EXECUTIVE SUMMARY	2
II/ PRESENTATION DES RESULTATS PAR RAPPORT AU PLAN D'ACTION 1997/98 DU PROJET D'APPUI AUX ONG	5
II.1. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN TECHNIQUE DE LA GESTION DE SUBVENTION	6
II.2. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN INSTITUTIONNEL	12
II.3. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN FINANCIER	23
II.4. ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES	29
III/ RESULTATS DES SOUS-PROJETS	34
III.1. TABLEAU DE PRESENTATION DES RESULTATS SPECIFIQUES DES SOUS-PROJETS PAR TYPE D'ACTIVITES	35
III.2. ANALYSE DE L'IMPACT DES SOUS-PROJETS SUBVENTIONNES	46
III.3. VISITES SPECIALES	60
III.4. ANALYSE DES PERFORMANCES DE DIF EN TERME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ONG SUBVENTIONNEES	64
III.5. PRESENTATION DES RESULTATS DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET FINANCE	69
III.6. CONTRIBUTIONS DU PAONG AUX OBJECTIFS STRATEGIQUES DE L'USAID	77
IV SUCCESS STORIES	78
ANNEXE 1 Résultats Enquêtes CAP Santé 1998	
ANNEXE 2 Analyse des Activités de Formation et Récapitulation des Indicateurs Validés	
ANNEXE 3 Suivi budgétaire de Juillet 1997 à Juin 1998	
ANNEXE 4 Suivi budgétaire de Juillet 1991 à Juin 1998	
ANNEXE 5 Comparaison des Dépenses entre les Trimestres de l'An 7 : 1997-98	
ANNEXE 6 Dépenses Locales et NTF	
ANNEXE 7 Analyse du Niveau d'Effort - Juillet 1991 - Juin 1998	
ANNEXE 8 Classification des ONG - Juin 1998	

I /

INTRODUCTION

ET SYNTHÈSE

RAPPORT D'ACTIVITES ET FINANCIER ANNUEL

1er Juillet 1997 - 30 Juin 1998

An VII du Projet d'Appui aux ONG (PAONG)

Le Projet d'Appui aux ONG est financé par l'USAID pour un montant de \$15 millions qui a été porté à \$21 millions suite à l'accroissement des besoins en financement exprimés par la communauté des ONG.

Une reformulation du Projet est intervenue en 1994 du fait des lenteurs observées dans le processus de sélection des subventions et de l'inadéquation entre les objectifs stratégiques de l'USAID et les secteurs couverts par le Projet. Les objectifs ont été ainsi redéfinis :

- Soutenir des activités de développement viables et durables initiées par les associations et groupements villageois et axées sur les domaines d'intervention clés du Projet et produisant un impact réel et positif sur la vie des populations.
- Renforcer la capacité technique et managériale des groupements et associations à élaborer, planifier et mettre en oeuvre des projets viables et durables avec l'appui des ONG.
- Renforcer les capacités technique, organisationnelle et institutionnelle des ONG, des associations d'ONG et des organisations de développement, afin de leur permettre de soutenir les groupements communautaires au niveau local dans leurs initiatives de développement durable.

Au cours de cette année et conformément au Plan d'Actions, le PAONG a fait preuve d'une plus grande disponibilité vis à vis de ses clients pour réussir le challenge de développement des capacités des populations à travers des actions de contrôle et d'assistance.

A ce titre, les organisations en fin de subventions ont fait l'objet d'un encadrement rigoureux et rapproché, tant au niveau de la revue des mécanismes de gestion qu'au niveau des modalités pratiques de transfert des fonds et des responsabilités aux populations.

Egalement, le PAONG s'est attelé à l'amélioration du système de collecte des données en collaboration avec ces organisations subventionnées. Il a pu s'assurer de la fiabilité des informations fournies et destinées à alimenter la base de données et mesurer les variables ciblées dans le cadre de la contribution du PAONG aux objectifs stratégiques définis par l'USAID.

Par ailleurs il a été noté de manière générale une progression conjointe du PAONG et de ses différents clients (ONG populations ciblées) dans la conduite des activités. Ce constat est illustré par un certain nombre de faits dont :

- Les multiples efforts fournis par le PAONG pour assurer le niveau de surveillance et d'assistance adapté qui ont permis d'avoir une bonne maîtrise du degré d'évolution des différents projets en exécution. Il a globalement été constaté une amélioration du niveau de réceptivité et de compréhension de la part de nos clients et reflété par les résultats atteints enregistrés en fin d'exercice. De fait, les informations qui nous parviennent du terrain et celles recueillies au travers des différents supports nous édifient sur les progrès réalisés et les divers aspects de contre performance.
- Les contacts fréquents avec les clients à travers les différentes formes de visites et le parrainage ont contribué à rassurer ces derniers et à les mettre en confiance ; notre démarche à la fois participative et contractuelle a eu pour effet majeur la facilitation de nos relations avec nos clients et l'appréciation à sa juste valeur du type d'intervention et de partenariat développé par le PAONG. A ce titre, il semble important de souligner les avancées significatives enregistrées dans la gestion transparente du fonds de roulement et la rigueur de sa reconstitution totale dans la plupart des sous-projets, dans une perspective de transfert et de consolidation des acquis.
- La tendance à la généralisation des efforts fournis dans le sens de l'identification des faiblesses et des blocages qui surgissent dans l'exécution d'un programme et la recherche par nos clients de solutions appropriées afin de les enrayer se systématisent et devient un réflexe de gestion courante. Cette dynamique est parfaitement illustrée par l'expression auprès du PAONG de besoins d'assistance technique réels. Une telle attitude, née d'un processus d'échanges et de communication soutenu s'explique par une recherche constante par nos clients des performances requises pour être en phase avec les engagements vis-à-vis du PAONG.

II /

**PRESENTATION DES
RESULTATS PAR RAPPORT
AU PLAN D'ACTION 1997/98
DU PAONG**

II.1. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN TECHNIQUE DE LA GESTION DES SUBVENTIONS

R1. - LES OBJECTIFS DES SOUS-PROJETS ATTEINTS A 60-75%		
Activités	Indicateurs de progrès Juillet 97 - Juin 98 (PVO/NGO)	Situation au 30 Juin 1998
Visites de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • 4 visites de 120 jours effectuées pour 2 ONG. 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 visites effectuées auprès de AHDIS • 1 prévue pour FORM'ACTION 1 et non réalisée pour cause de restriction par l'USAID
	<ul style="list-style-type: none"> • 72 visites trimestrielles effectuées et les rapports de mission de suivi transmis dans les délais. 	<ul style="list-style-type: none"> • 57 visites effectuées. • 5 visites non effectuées pour cause de coïncidence avec leur évaluation à mi-parcours (AJED, CRS 2, FAFD, AFRICARE et NCNW 2). • 5 Visites planifiées et non effectuées pour cause de restriction par l'USAID ; • 1 Visite annulée pour clôture anticipée (ABACED) ; • 4 visites non effectuées pour 3 ONG dont le démarrage a été retardé.
Visites spéciales Assistance technique aux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • 8 visites d'assistance technique 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 ONG ont demandé une assistance technique qui ont été effectuées (ARLS, FAFD, ASBEF, ARLS, FAFD, FORM'ACTION II).
	<ul style="list-style-type: none"> • 12 visites spéciales effectuées • 10 plans d'actions élaborés et mis en oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • 13 Visites spéciales (SAHEL 3000, ASREAD, NCNW 2, ARLS, AHDIS, ADPES, FORM'ACTION II, ATI, ABACED, NCNW2 ASREAD, NCNW1 et FORM'ACTION II) et 13 plans d'actions
Traitement des demandes d'avance	<ul style="list-style-type: none"> • 100% des demandes reçues et traitées dans les délais 	<ul style="list-style-type: none"> • 90 demandes d'avances reçues et traitées (100%) • 7 demandes d'avances exceptionnelles reçues et traitées. • 9 demandes complémentaires reçues et traitées dans les délais, soit 117%.

Activités	Indicateurs de progrès Juillet 97 - Juin 98 (PAONG)	Situation au 30 Juin 1998
Exploitation des rapports d'activités des ONGs	<ul style="list-style-type: none"> • 100% des rapports d'activités reçus et exploités dans les délais. 	<ul style="list-style-type: none"> • 56 rapports d'activités trimestriels reçus et exploités • 19 rapports annuels d'activités (ACA, FAFD, ADPES, ADECOR, ASRADEC, ACAPES, AHDIS, SANFAM, FORM'ACTION, ASBEF, SAHEL 3000, AJED,ARLS, ACDEV, CONACAP, NCNW, ASPAB, CRS et RODALE) reçus et exploités. • 8 rapports d'exécution finale reçus et exploités: (SAHEL 3000, ACA, FORM'ACTION1, ADECOR, ASREAD, ATI, APROSOR et AJAC/COLUFIFA). • Soit 100% de réalisations.
Evaluations à mi-parcours et suivi mise en oeuvre des recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • 13 évaluations à mi parcours effectuées et feed-back fait aux ONG. 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 évaluations à mi-parcours effectuées et rapports exploités • 1 évaluation mi-parcours non effectuée (ASRADEC) pour cause de restriction par l'USAID. • 1 cadre logique revu et réajusté
	<ul style="list-style-type: none"> • 100 % des recommandations issues des évaluations sont mises en oeuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • 12 rapports d'évaluation exploités et transmis aux ONG avec les recommandations • 50% des recommandations déjà mises en oeuvre
Evaluations finales	<ul style="list-style-type: none"> • 7 évaluations finales effectuées. • Les ONG finissant ont atteint 75 % des objectifs fixés. 	<ul style="list-style-type: none"> • 4 évaluations finales réalisées (ACA, SAHEL 3000, ASREAD et ATI) • En moyenne 60 % des objectifs atteints • 2 évaluations finales non réalisées (FORM'ACTION 1 et CWS/ ADECOR) pour cause de restriction par l'USAID • 1 évaluation finale de l'ONG ABACED n'a pas été réalisé pour cause de clôture prématurée.
R2. - TROIS (3) ACCORDS DE SUBVENTION SIGNES		
Activités	Indicateurs de progrès Juillet 97 - Juin 98 (PAONG)	Situation au 30 Juin 1998
Revue et sélection des sous-projets reçus	<ul style="list-style-type: none"> • 100% des requêtes sont analysées. 	<ul style="list-style-type: none"> • 6 documents de projets ont été reçus, exploités et évalués. Soit 100% • Trois (3) sous-projets ont été retenus pour étude de terrain lors des réunions de COMIA organisées à cet effet.

Activités	Indicateurs de progrès Juillet 97 - Juin 98 (PAONG)	Situation au 30 Juin 1998
Etude de terrain et redimensionnement	<ul style="list-style-type: none"> • 3 études d'impact / redimensionnement sont réalisées pour les sous projets retenus. 	<ul style="list-style-type: none"> • Trois (3) études d'impact/ redimensionnement ont été réalisés pour les sous-projets de APROSOR II, OFADEC et GADEC.
Soumission au CNP pour approbation et Signature des accords de subvention	<ul style="list-style-type: none"> • 3 sous projets approuvés et signés au 31 /12/ 97 	<ul style="list-style-type: none"> • 3 sous-projets approuvés par le CNP: (APROSOR II, OFADEC et GADEC) ont été signés à la date du 30 Avril 1998.

COMMENTAIRES

A/ Octroi de subvention

☞ La revue interne

Le Comité Interne d'Approbation a tenu des réunions aux fins d'examiner les six (6) requêtes qui étaient soumises au PAONG. Sur les 6 requêtes soumises, trois étaient recevables et répondaient aux critères définis.

☞ Les études de terrain/Redimensionnement

Trois études ont été réalisées pour les sous projets soumis par les ONG OFADEC, GADEC et APROSOR. Deux sous-projets ont des composantes gestion de ressources naturelles et crédit/épargne et l'autre est un projet de santé.

Après les études MARP, DIP et CF réalisées auprès de ces ONG, elles ont été jugées capables d'assurer la gestion des projets et de la subvention.

La phase de redimensionnement a permis de revoir les dossiers dans le fond et dans la forme, compte tenu des contraintes de temps et d'enveloppe financière. Elles ont aussi permis de répondre aux préoccupations du CNP quant au réalisme et à la pertinence des activités et de collecter des informations complémentaires.

Le CNP s'est réuni à trois reprises pour approuver les trois sous projets retenus par le COMIA. La deuxième rencontre a permis d'approuver les sous projets des ONG APROSOR et OFADEC. Le sous-projet soumis par l'ONG GADEC a été approuvé à la réunion du 14 Avril 1998 et de ce fait, la durée du projet a été ramenée à onze mois.

Il faut noter que les nouvelles subventions ne devaient cibler que 1 ou 2 villages et s'exécuter sur une période maximale d'un an. Elles devaient être signées le 31 Décembre 1997 au plus tard. Les difficultés à réunir le CNP ont conduit à un non respect de cette échéance.

B/ - Informations sur les activités et les résultats

☞ Visites de démarrage

Deux visites de démarrage ont été réalisées sur les trois initialement prévues. Le retard du démarrage des activités dû à l'approbation tardive du projet de l'ONG GADEC n'a pas permis d'organiser la mission de suivi de démarrage.

La stratégie du PAONG a été d'associer à ce suivi une assistance technique pour anticiper sur les problèmes liés au démarrage et à la mise en place des systèmes de gestion et de suivi des activités.

☞ Visites de suivi

Les quatre suivis de 120 jours ont été réalisés à 75 %. Ils ont été tous menés auprès de l'ONG AHDIS. L'autre suivi prévu pour l'ONG FORM'ACTION n'a pas pu se faire pour des raisons de sécurité dans la zone du projet.

Quant aux suivis trimestriels, ils ont été réalisés à 79 % (57 visites).

Il faut noter que les visites prévues et non effectuées (15) le furent du fait de acteurs tels que :

- ☞ La clôture prématurée du sous projet de l'ONG ABACED (1 visite) ;
- ☞ La coïncidence des suivis avec les évaluations à mi-parcours (5 visites);
- ☞ La restriction par l'USAID concernant la zone Sud (5 visites) ;
- ☞ Le retard de signature des 3 accords de subvention (4 visites).

☞ Visites spéciales

Parmi les visites spéciales (13 réalisées cette année), une a particulièrement retenue l'attention des bénéficiaires et des ONG. Il s'agit de la visite de son Excellence Bill Clinton, Président des Etat-Unis d'Amérique, au Projet de Développement Intégré de Daldiam, exécuté par l'ONG NCNW depuis 1993 et clôturé en Mai 1996.

Il faut aussi noter que les visites spéciales des autres ONG ont permis de re-dynamiser les activités et de motiver davantage les ONG et organisations à la base qui ont pu redoubler d'efforts pour améliorer les résultats.

☞ Assistance technique aux ONG et bénéficiaires

Six (6) missions d'assistance technique ont été organisées au profit de 4 ONG qui sont : ASBEF (1), FAFD (2), ARLS (2), FORM'ACTION II (1).

Ces missions, réalisées avec l'appui de consultants extérieurs et les ressources internes du PAONG ont permis de prendre en compte les préoccupations du PAONG et de tenir en considération les capacités des ONG et des bénéficiaires, ainsi que les réalités du terrain.

Les missions ont essentiellement porté sur :

- ↪ La mise en place d'outils de collecte d'informations ;
- ↪ L'élaboration de tableau de bord pour le suivi des activités ;
- ↪ La conception des comptes d'exploitation des activités menées ;
- ↪ La détermination des échantillons pour le suivi d'impact ;
- ↪ La mise en place d'un système organisationnel susceptible de pérenniser le suivi du projet ;
- ↪ La discussion sur les procédures de gestion des fonds de la subvention pour une meilleure compréhension ;
- ↪ La révision des mécanismes de gestion des activités génératrices de revenus ;
- ↪ La réactualisation du cadre logique.

☞ Evaluation à mi-parcours

Douze (12) sous projets ont été évalués. Ces évaluations ont permis de mesurer le niveau global d'atteinte des résultats des sous projets et de prendre rapidement des mesures correctives quant à la deuxième phase d'exécution des activités. Dans l'ensemble, nous avons noté une forte progression par rapport aux prévisions des ONG.

Le sous projet de l'ONG ASRADEC n'a pas fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours, pour cause d'insécurité dans la zone.

☞ Evaluation finale

Quatre évaluations finales ont été effectuées sur les sept prévues. Trois évaluations n'ont pas été effectuées, pour cause de restriction de l'USAID (FORM'ACTION 1 et CWS/ADECOR) ou clôture prématurée (ABACED).

II.2. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN INSTITUTIONNEL

Le plan d'actions mis en oeuvre par le Département Développement Institutionnel/formation (DIF) durant l'année 97/98 visait principalement deux résultats intermédiaires, à savoir :

- Le renforcement des capacités des ONG bénéficiaires de subvention en matière de suivi-évaluation et des activités d'AGRN et de santé liées aux Objectifs Stratégiques de l'USAID.
- Le renforcement des capacités de transfert de compétences et de responsabilités aux associations à la base.

Pour atteindre ces résultats sur 12 ateliers prévus dans le contrat, 25 sessions ont été réalisées dans les domaines des ressources naturelles (9 sessions) de santé (8 ateliers) et du crédit et FDR (1 atelier).

Dans le programme de formation LIP (Literacy Improvement Program), des ateliers ont été également organisés pour la Formation des Formateurs (3 ateliers sur les modules 2, 3 et 4) et la Formation des Facilitateurs (3 ateliers sur les mêmes modules). Ces ateliers de formation ont été complétés par des journées de restitution sur les résultats des suivis des centres de formation des bénéficiaires.

Pour ce qui est de la communauté des ONG, la stratégie de renforcement du CONGAD démarrée en 96-97 dans le cadre des subventions aux réseaux s'est poursuivie en 97-98 par la mise en oeuvre d'un symposium sur l'identité des ONG. les 3 micro subventions de 5 millions aux réseaux ont été octroyées :

- ✓ Réseau ANAFA
- ✓ PEVF
- ✓ RESAME.

II.2.1. PERFORMANCE REALISEE PAR RAPPORT AUX PREVISIONS 1997/98

ACTIVITES PREVUES PAR LE P.A. 97 - 98	ACTIVITES REALISEES	RESULTATS	INDICATEURS
• Former les ONG en élaboration de projet	• 1 atelier de concept° de projets organisé	• Capacités des organisat° des producteurs en élaboration de projets renforcées.	• 16 participants travaillant avec les producteurs formés. • 14 organisations formées
• Former les ONG en gest° de projets	• 1 atelier en gest° de projet organisé	• Capacités des organisations de producteurs en gest° de projets renforcées.	• 17 participants travaillant avec les producteurs formés.

ACTIVITES PREVUES PAR LE P.A. 97 - 98	ACTIVITES REALISEES	RESULTATS	INDICATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en fund raising 	<ul style="list-style-type: none"> 1 atelier en fund raising organisé 	<ul style="list-style-type: none"> Capacités des organisat° de producteurs en recherche de financement de projets renforcées. 	<ul style="list-style-type: none"> 18 agents du PGCNRN travaillant avec les producteurs formés.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en gest° financière 	<ul style="list-style-type: none"> 1 séminaire en gest° financière (sub/crédit) organisé 	<ul style="list-style-type: none"> Compétences des gestionnaires d'ONG accrues dans la gest° de la subvent°, le crédit et le fonds de roulement(FDR). 	<ul style="list-style-type: none"> 23 participants impliqués dans la gest° financière des ONG / PAONG formés.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en planification stratégique 	<ul style="list-style-type: none"> 1 séminaire en planificat° stratégique organisé 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des compétences des ONG pour l'élaboration de plans de développement à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> 11 participants responsables de la gestion institutionnelle d'ONG formés. 11 organisations formées.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en Format° des Formateurs (TOSTAN) 	<ul style="list-style-type: none"> 3 ateliers de Format° des Formateurs en alphabétisat° organisés 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité au niveau des ONG de ressources humaines ayant les capacités de formation et de suivi des facilitateurs et des centres. 	<ul style="list-style-type: none"> 14 formateurs formés sur les modules 2, 3 et 4. 9 sessions de formation organisées.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en Format° des facilitateurs (TOSTAN) 	<ul style="list-style-type: none"> 3 ateliers de Format° des Facilitateurs en alphabétisat° organisés 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de ressources humaines ayant les capacités de formation des bénéficiaires au niveau des centres. 	<ul style="list-style-type: none"> 121 facilitateurs formés sur les modules 2, 3 et 4. 9 sessions de formation organisées.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG dans la réalisat° des enquêtes CAP Santé 98 	<ul style="list-style-type: none"> 1 atelier de format° des superviseurs et enquêteurs dans les techniques de collecte de données CAP Santé 98. 	<ul style="list-style-type: none"> Meilleure connaissance de leur environnement par les ONG. Renforcement des capacités d'intervention des ONG et meilleure gestion des services offerts. 	<ul style="list-style-type: none"> 25 participants enquêteurs / superviseurs formés sur les techniques de collecte. 1 session organisée
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en gestion des projets de santé 	<ul style="list-style-type: none"> 1 séminaire de formation en gestion de projet de santé organisé. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités de gestion, planification, suivi et contrôle des projets de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des ONG en planificat°, suivi et contrôle des activités.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG dans l'utilisation d'un logiciel de gestion des activités de santé 	<ul style="list-style-type: none"> 1 atelier de formation en informatique sur le logiciel de gestion des activités. 	<ul style="list-style-type: none"> Disponibilité de 3 progiciels de gestion des activités de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> 11 participants formés sur l'utilisation du logiciel de gestion des activités de santé.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en Format° des Formateurs en I.E.C/MST-VIH-SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> 3 ateliers de Format° des Formateurs en I.E.C/MST-VIH-SIDA organisés. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des compétences des superviseurs des activités I.E.C/MST-SIDA. Micro enseignement sur la formation des relais locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> 16 responsables de la gestion des activités I.E.C formés.

ACTIVITES PREVUES PAR LE P.A. 97 - 98	ACTIVITES REALISEES	RESULTATS	INDICATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en Format° des Formateurs en I.E.C./SMI-PF 	<ul style="list-style-type: none"> 2 ateliers de Format° des Formateurs en I.E.C./SMI-PF organisés. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des compétences des superviseurs des activités I.E.C./SMI-PF. Micro enseignement sur la formation des relais locaux. 	<ul style="list-style-type: none"> 15 responsables de la gestion des activités I.E.C formés.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en suivi-évaluat° des projets de ARN 	<ul style="list-style-type: none"> 1 séminaire de format° sur le "suivi et l'évaluat° des projets ARN" organisé. 	<ul style="list-style-type: none"> Harmonisation des supports de gestion et des indicateurs de suivi des activités GRN / OS2. 	<ul style="list-style-type: none"> 45 participants formés. 26 organisations formées.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG en techniques de collecte des données pour les CAP / GRN 	<ul style="list-style-type: none"> 2 ateliers de recyclage des superviseurs et enquêteurs en techniques de collecte de données pour les CAP / GRN organisés. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparation du personnel d'enquêtes CAP à la réalisation des opérations de collecte des données de base. 	<ul style="list-style-type: none"> 14 superviseurs et 23 enquêteurs formés. 2 sessions organisées.
<ul style="list-style-type: none"> Former les ONG sur le reformulat° des cadres logiques et la validation des cadres de contribution des sous-projets aux OS/USAID. 	<ul style="list-style-type: none"> 3 ateliers de formation sur la reformulat° des cadres logiques et la validation des cadres de contribution des sous-projets aux OS / USAID. 	<ul style="list-style-type: none"> Harmonisation des cadres logiques des sous-projets avec le cadre de résultats et identification des contributions aux OS de l'USAID. 	<ul style="list-style-type: none"> 19 membres d'ONG formés.

II.2.2. LE PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Les assistances techniques constituent le deuxième type d'activités de la stratégie de renforcement des capacités des ONG subventionnées par le PAONG.

Durant l'année 97/98, le programme d'assistance technique exécuté par le DIF comprend deux volets principaux :

1. Le premier concerne les diagnostics institutionnels participatifs (DIP) réalisés auprès de 9 ONG arrivées à mi-parcours de leur subvention et auprès de 2 ONG arrivées à la fin de leur subvention. Pour les DIP à mi-parcours, ils ont touché les ONG suivantes : ADECOR, RODALE, ACAPES/D, AHDIS, ASPAB, CONACAP, ADPES, AJED et ASRADEC.

Au plan des résultats, ces DIP ont permis aux ONG de se remettre en cause sur le plan institutionnel? à partir d'une meilleure perception des faiblesses et des contraintes qui bloquent leur développement institutionnel.

Les résultats des DIP et ceux des suivis antérieurs ont permis aux ONG d'élaborer des plans de résolution des problèmes identifiés. Quant aux DIP intervenus en fin de subvention pour AJAC et APROSOR, ils ont permis de mesurer le niveau de développement institutionnel atteint par les deux ONG au moment de leur clôture :

APROSOR : malgré la faiblesse des ressources humaines, l'ONG a terminé sa subvention avec un bon niveau de développement institutionnel, élevé en success Story.

AJAC : l'ONG est arrivé en fin de projet avec un niveau institutionnel satisfaisant, à consolider néanmoins en améliorant l'organisation et la gestion de la filière sésame.

2. Le second volet du programme concerne les activités de formation et d'assistance technique conçues comme réponses aux problèmes (faiblesses ou contraintes) identifiées par les suivis et/ou les DIP à mi-parcours.

Le tableau suivant présente par ONG, les thèmes et les résultats des activités d'assistance technique.

ONG	THEME ASSISTANCE TECHNIQUE	RESULTATS
FAFD	<ul style="list-style-type: none"> • Définition d'une approche dans la gestion des activités du projet. • Elaboration d'un plan d'action pour les 10 mois à venir. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un système comptable, d'un plan d'action, d'un tableau de bord, d'un plan de redynamisation des activités de l'Union de Orkadiéré élaboré, amélioration supports de gestion.
ASBEF	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la gestion du crédit • Elaboration plan de suivi-évaluat^o des activités des sous-projets • Organisation/coordination des activités • Suivi ASC / matrones 	<ul style="list-style-type: none"> • Supports de gestion du fonds de crédit améliorés, confection des comptes d'exploitation du fonds de crédit (FDC), un plan de suivi-évaluat^o des activités élaboré. • Amélioration supports de gestion des activités de santé.
CONACAP	<ul style="list-style-type: none"> • Formation du nouveau gestionnaire sur les procédures de gestion de la subvention (3 phases) 	<ul style="list-style-type: none"> • Le nouveau gestionnaire formé sur les procédures de gestion de la subvention.

ONG	THEME ASSISTANCE TECHNIQUE	RESULTATS
ASRADEC	<ul style="list-style-type: none"> • Formation de l'équipe du projet en informatique 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du traitement des dossiers et meilleure tenue de la gestion financière de la subvention.
ADY/ADECOR	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en informatique et développement d'un logiciel de gestion des activités de crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'ONG est équipée en outils de gestion des activités du micro-crédit (logiciel) et acquisition par l'équipe des compétences de gestion du micro-crédit géré avant de façon manuelle.
ANAFA	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la gestion du FDR/activités génératrices de revenus (AGR), des ressources humaines et plan de transfert. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de supports de gestion FDR/AGR.
AHDIS	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en production audiovisuel des agents de l'ONG. • Mise en place et formation sur le logiciel GESDOC par Orbit Informatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Deux membres de l'équipe formés en technique de production audiovisuelle. • Un logiciel de gestion documentaire mis en place au niveau de l'ONG.
ASPAB	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un manuel de procédures de gestion administrative comptable et financière. 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition par l'ONG d'un manuel de procédures de gestion administrative, comptable et financière.
CONACAP	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un manuel de procédures de gestion administrative comptable et financière des CAPEC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisition par l'ONG d'un manuel de procédures.
AFRICARE	<ul style="list-style-type: none"> • Appui logistique pour la tenue de journées sur la pérennisation des activités des cases de santé. • Communication présentée par le DIF 	<ul style="list-style-type: none"> • Problèmes liés à l'exécution des cases de santé identifiés. • Elaboration d'un plan d'action pour le renforcement de la gestion des cases de santé.

II.2.3 LES RESEAUX

A/ Réseau Femme et Développement de l'ONG ANAFA

Le Réseau Femme et Développement a connu dès le démarrage de ses activités une bonne évolution institutionnelle marquée par :

- ☺ La mise à profit des recommandations formulées après les études de terrain (diagnostic institutionnel, certification financière et étude d'impact) que le PAONG avait réalisées dans le cadre d'une requête de financement déposée par l'ONG ANAFA.
- ☺ L'exécution immédiate des formations prévues par le réseau formation (démultiplication à la base).
- ☺ L'exploitation des rapports de suivi et la mise en application des recommandations par les consultants.

Une mission d'assistance technique a contribué à résoudre les faiblesses et insuffisances décelées notamment dans :

- L'analyse des supports et mécanismes de gestion du FDR et des AGR.
- Elaboration protocole d'accord ANAFA/Goupements de promotion féminine.
- Gestion des ressources humaines.
- Mise en place d'un plan de transfert.
- Le positionnement du réseau dans son environnement.

Au niveau des produits

Le réseau a réalisé toutes les formations prévues :

FORMATIONS	NBRE PERSONNES FORMEES
Gestion du crédit	25
Genre et développement	20
Gestion comptable	5
Formation des Formateurs	4
TOTAL	54

Par ailleurs, trois membres du bureau ont participé à deux formations du PAONG (Gestion : 1 ; Gestion financière : 2).

- ☺ Mise en place des mécanismes et des supports de gestion des activités du FDR et des AGR au niveau des groupements.
- ☺ La gestion du FDR, présente une bonne situation avec deux cycles de prêts déjà effectués avec des taux de remboursements de 100%.
- ☺ Dans la gestion des AGR, l'utilisation des supports de gestion a permis de mieux gérer les activités d'achat et de revente. La performance ciblée par le réseau passe par une bonne maîtrise du compte d'exploitation prévisionnel. Les groupements connaissent cependant des difficultés liées à la disponibilité des produits ciblés sur le marché et aux variations assez importantes de leurs prix.
- ☺ L'animation des groupements s'effectue suivant un programme trimestriel qui décentralise les activités dans les régions. (causeries sur des thèmes liés aux activités du réseau par des personnes ressources spécialistes des questions traitées).

B/ Réseau PEVF

Le Réseau pour la Promotion de l'Education à la Vie Familiale (PEVF) regroupe quatre structures partenaires : l'ONG ACDEV, le Centre de Sauvegarde de Pikine, le Centre de Sauvegarde de Guédiawaye et le Centre d'Enseignement Technique Féminin de Pikine.

Les activités du réseau ont démarré avec l'appui de l'ONG ACDEV déjà bénéficiaire d'une subvention du PAONG. Les formations prévues ont été exécutées :

- Formation des Formateurs en I.E.C/Education à la vie familiale (EVF) : 20 personnes ; Formation des relais en I.E.C/EVF : 80 relais (40 hommes et 40 femmes).
- Quatre bureaux-conseils ont été créés et équipés au niveau de chaque structure. Les activités de ces bureaux-conseils vont être centrées sur la cible jeunes-adolescents avec le programme EVF.

C/ Réseau RESAME

Les activités du Réseau de la Santé de la Mère et de l'Enfant ont été marquées par un certain nombre de constats qui ont influencés négativement l'exécution des activités :

- ⊗ Un processus de déstructuration du réseau avec les ONG membres en train d'exécuter des programmes dans lesquels elles mettent plus de temps que dans la mise en oeuvre des activités du réseau.
- ⊗ Des contraintes et difficultés de communication et de coordination entre l'Université, les ONG et les structures de recherches dont le partenariat devait constituer le pivot du RESAME.
- ⊗ La nature des activités basées sur un processus de recherche le "Jeu W3" dont l'appropriation par les bénéficiaires passe par le transfert des activités du cadre de recherche à un cadre de développement à la base.
- ⊗ Le style de management appliqué par les responsables du réseau n'a pas été très performant.

Une mission d'évaluation des résultats obtenus, mais également des difficultés, contraintes et facteurs limitants a permis au PAONG et au Réseau de procéder à une relance des activités après la tenue d'une Assemblée Générale des membres.

Résultats observés :

- ☞ Confection et vulgarisation du Jeu auprès des matrones des cases de santé des projets/ONG membres.
- ☞ Formation des matrones, ASC et relais en IEC/SMI/PF - MST/SIDA.
- ☞ Mise en place des supports d'éducation des femmes en SMI-PF ; activités assurées par les matrones.
- ☞ Organisation de visites et consultations prénatales dans les villages sièges des cases de santé par le District Médical / Institut de Pédiatrie Sociale de Khombole.

D/ Le CONGAD

Depuis Mars 1997, le CONGAD qui est un consortium de 94 organisations africaines et étrangères comprenant divers réseaux internes spécialisés des cellules régionales décentralisées et des structures de recherches et de formation a bénéficié d'une subvention d'un montant global de 27 millions destinée à :

- L'achat d'un véhicule Pajero / Mitshubishi 4X4 ;
- L'acquisition d'une photocopieuse ;
- L'acquisition d'un micro-ordinateur DESKTOP ;
- La supervision du réseau DIP.

ANNEES	PREVISIONS		REALISEES	
	Nbre de Jours	Recettes	Nbre de Jours	Recettes
1997	150	3,900,000	115	4,700,000
1998	150	390,000	1er trimestre 98 37 jours	1,480,000
			2ème trimestre 98 12 jours	480,000
TOTAL				6,660,000

UTILISATION DES RECETTES

- ✧ Maintenance du véhicule
- ✧ Indemnités du chauffeur
- ✧ Participe aux frais de fonctionnement du CONGAD.

REALISATIONS

- ✧ Tous les investissements prévus sont effectués et les économies réalisées ont contribué à l'achat d'un deuxième ordinateur pour le parc informatique du CONGAD.
- ✧ La mise en location du véhicule a généré sur 115 jours des recettes de 4.700.000F CFA (prévisions dépassées).
- ✧ Pour le réseau DIP, son installation connaît encore des difficultés ; cependant une Assemblée Générale des membres s'est tenue le 07 Mars 1998 au CONGAD et a adopté les statuts et règlement intérieur de la future organisation.
- ✧ Le CONGAD réalise son programme de supervision de ses cellules régionales avec le véhicule du soutien.

E/ Symposium PAONG-CONGAD

Le symposium sur "L'identité des ONG" a été organisé conjointement par le CONGAD et le PAONG. Le principal résultat acquis a été l'élaboration d'un code d'éthique et de conduite des ONG.

La vocation de ce code est de contribuer à élever la conscience des membres d'ONG au respect des principes éthiques et déontologiques impérieux.

La participation du PAONG a été déterminante au plan financier et technique, notamment avec une communication sur l'expérience du PAONG en matière de développement institutionnel.

F/ Le Comité Consultatif

Durant l'année 97-98, le DIF a réalisé une évaluation des travaux du Comité Consultatif. Réalisée avec les membres du groupe, cette évaluation qui porte sur les activités de 1996 - 97 avait pour objectif de :

- Capitaliser l'expérience issue des travaux du Comité Consultatif à partir d'un bilan établi par les membres.
- Dégager les impacts des activités sur les programmes mis en oeuvre par le PAONG et plus particulièrement par le Département Développement Institutionnel et Formation (DIF).
- Examiner les contributions du Comité Consultatif dans la réflexion engagée sur le PAONG qui arrive à terme en Juin 99.

Des résultats de cette évaluation, il ressort que les thèmes et les débats qui ont occupé les membres du Comité Consultatif ont beaucoup influencé le PAONG, notamment le DIF dans :

- ☺ La conception de son programme de formation et l'élaboration de sa stratégie de développement institutionnel des ONG (Cf. thème identité des ONG, formation et appui institutionnel).
- ☺ Le PAONG a beaucoup bénéficié des travaux du Comité Consultatif : de l'expérience individuelle des membres, des analyses et conclusions sur les thèmes d'élaboration des recommandations pertinentes, lesquelles ont été appliquées et valorisées dans des idées et dans des documents internes ou externes. Les recommandations ont été prises en compte dans l'identification et l'analyse des besoins en assistance technique des ONG (gestion des ressources humaines, système de communication interne/externe, suivi/évaluation, supports et mécanismes de gestion, autonomie financière des organisations etc...).
- ☺ Enfin l'impact du Comité Consultatif dans le partenariat PAONG / CONGAD a été vivement salué dans l'organisation d'un symposium dont l'idée a germé et mûri au niveau du Comité (thème sur "L'identité des ONG").
- ☺ Du côté des membres, les thèmes débattus ont été exploités et intégrés dans les préoccupations de leur organisation respective. Des stratégies d'intervention en matière de formation et d'appui institutionnel ont été au niveau de certaines organisations fortement influencées par les débats du Comité Consultatif (re : ACA dans sa période de restructuration interne).

La contribution attendue du Comité Consultatif dans la réflexion sur l'expérience du PAONG ont été soulevées :

- ↳ Comment capitaliser l'expérience du PAONG et les résultats acquis et assurer leur mise en oeuvre au plan stratégique pour influencer l'environnement des ONG et des structures de développement à la base ?
- ↳ Comment amener la communauté des ONG à s'approprier cette expérience et à l'institutionnaliser ?
- ↳ Comment organiser et appuyer le transfert des mécanismes du PAONG des ONG vers les organisations des producteurs à la base ?
- ↳ Quel code d'éthique et de déontologie promouvoir pour les ONG ?
- ↳ Comment développer l'autofinancement chez les ONG ?
- ↳ Quelles utilités et quelles missions pour les ONG ?

Ces préoccupations du Comité Consultatif dans le cadre de la relance de ses activités et de ses contributions dans la réflexion sur la fin du PAONG ont amené les responsables du PAONG à coopter les membres du Comité Consultatif dans le Comité Scientifique du symposium sur "Le développement des capacités et les leçons tirées" que le PAONG organise en Septembre 1998.

II.3. NIVEAU D'EXECUTION AU PLAN FINANCIER

II.3.1. BILAN ANNUEL DES ACTIVITES

Au cours du 7ème exercice couvrant la période juillet 97 - juin 1998, le Département Administration et Finance a mené en tant que centre d'expertise en direction des sous projets et réseaux, plusieurs activités techniques qui entrent soit dans le cadre de l'appui aux départements techniques soit qui participent au renforcement des systèmes de gestion des bénéficiaires.

Les tableaux ci-dessous résument pour l'année et par activité, les réalisations du département en direction des sous-projets d'abord (tableau n°1) et en faveur des réseaux (tableau n°2).

Tableau n° 1 : Activités courantes pour les grants

ONG	SUIVI FINANCIER	RAPPORT FINANCIER	DEMANDE AVANCE	NEGOCIAT° BUDGET	ASSIST TECHN	FORMATION GESTION FINANC.
ACA	2	7	2			
ACAPES/D	3	11	4	1		
ACDEV	3	11	4	1		1
ADPES	3	11	4	2		
AFRICARE	2	11	5	1	3	1
AHDIS	3	11	4	1		
AJED	4	10	4	1		1
APROSOR 2			2		1	1
ARLS	2	12	5		4	1
ASBEF	2	11	4		4	1
ASPAB	3	11	4	1		1
ASRADEC	1	10	3			1
ASREAD	2	9	3	1		
ATI	2	7	3			
CONACAP	3	12	4	1	1	1
CRS2	2	12	5	1		
CWS/ADECOR	1	7	2	1		
FAFD	2	11	4	1	3	1
FORMACT°1	1	7	2	1		
FORMACT°2	2	11	5	1		
GADEC			1			
NCNW2	2	11	4			
OFADEC		2	2	1		1
RODALE	3	11	4	1	3	1
SAHEL 3000	2	7	3			
SANFAM	2	11	3			1
TOTAL	52	234	90	17	19	13

N.B : Le faible nombre des activités enregistrées pour certaines ONG s'explique soit par la fin de la subvention en cours d'exercice (ACA, ASREAD, ATI, ADECOR, FORM'ACTION 1, SAHEL 3000), soit par le démarrage de la subvention en cours d'exercice (OFADEC, GADEC, APROSOR-2).

Tableau n° 2 : Activités courantes pour les réseaux

ONG	SUIVI FINANCIER	RAPPORT FINANCIER	DEMANDE AVANCE	NEGOCIAT° BUDGET	ASSIST TECHN	FORMATION GESTION FINANCIER.
ANAFSA	2	11	3		1	1
CONGAD	1					1
FONGS						
PEVF	1	11	3		1	
RESAME						
TOTAL	4	22	6	0	2	2

On note avec intérêt qu'au plan financier et administratif, les réseaux et ONG ont été suivis et assistés avec les mêmes exigences et les mêmes approches. Il faut rappeler que les logiques et motivations des subventions ne sont les mêmes selon le cas. Pour les ONG, l'objectif majeur visé est avant tout le déroulement performant du programme financé, avec la production de résultats au profit des populations à la base les plus démunies et les plus vulnérables. Alors que le financement des réseaux obéit avant tout à une logique de renforcement des capacités des membres. En appliquant aux réseaux les exigences de suivi et d'assistance retenues pour les subventions de programmes, le PAONG vise à obtenir, à l'échéance de juin 1999, des résultats tangibles dans le domaine du renforcement des capacités des structures en charge du développement à la base, à travers une administration saine et transparente. En effet le PAONG a pour objectif spécifique de contribuer au développement et à l'ancrage de la bonne gouvernance notamment au niveau des systèmes de gestion administrative et financière.

Ces résultats appellent les commentaires suivants :

- **56 suivis financiers** ont été effectués auprès des organisations bénéficiaires (ONG et réseaux) du financement dont quatre (4) au niveau des réseaux. Malgré la baisse du nombre de programmes en activité (extinction normale de plusieurs subventions arrivées à terme), on remarque que le nombre de suivis financiers effectués auprès des ONG durant cette année est légèrement en hausse par rapport à l'exercice précédent : le nombre moyen de suivis annuel par ONG est passé de 1,7 (51/30) à 2,3 (52/23). Cette évolution s'explique par l'option faite par le PAONG d'effectuer des suivis en fonction des nécessités du terrain. Ainsi une ONG faible sera visitée plus que ne l'exige les dispositions contractuelles dans le souci d'aider à la prise diligente des mesures de correctives requises pour l'atteinte des résultats. Au cours de cet exercice, plusieurs missions spécifiques de suivi de la gestion du Fonds de Roulement (vecteur de la pérennisation des activités à la base) ont été effectuées.

- ⇒ **256 rapports financiers mensuels** ont été reçus et analysés au niveau de la DAF dont vingt deux (22) provenant des réseaux. Le ratio moyen "nombre de rapports fournis/nombre d'ONG " est à un niveau élevé (9,75) et a progressé par rapport au dernier exercice (9,3). Ce score confirme la tendance au plus grand respect par les ONG de la production des rapports financiers mensuels. Par ailleurs, ces rapports élaborés par les ONG sont de plus en plus de meilleure qualité, sans doute à cause d'une plus grande maîtrise du système par nos partenaires.
- ⇒ **96 demandes d'avance** dont **six (6)** au niveau des réseaux, ont été reçues et analysées du point de vue financier, par les ressources internes de la DAF. Ces demandes ont permis, au cours de l'année 7, de mettre à la disposition des ONG une enveloppe de \$1.730.662 US. Le département a systématisé dans les correspondances adressées aux contractants le fait de donner toutes les raisons motivées en cas de non mises en place d'un fonds demandé. Cette option participe du souci du PAONG de renforcer le partenariat en améliorant sensiblement la communication avec les ONG et les réseaux.
- ⇒ **18 négociations budgétaires ont été conduites** : Il s'agit:
- **de 03 nouvelles subventions** : ce sont les 03 micro-subventions octroyées à GADEC, OFADEC et APROSOR pour un montant total de \$209.954. L'octroi de ces subventions a été précédée de la certification financière sauf pour APROSOR qui avait déjà pratiqué notre système de gestion au cours de la première subvention.
 - **de 15 renégociations des budgets de programmes** en cours d'exécution. Ces rencontres permettent d'accorder parties de réviser les moyens techniques et financiers nécessaires à l'atteinte des résultats assignés à chaque sous-projet ou réseau. Les budgets ainsi réactualisés sont signés par les deux parties et constituent de ce fait la référence pour la validation des dépenses de l'exercice. Cette flexibilité dans le réexamen périodique des moyens à allouer aux programmes a sans doute beaucoup contribué à l'atteinte des résultats escomptés.
- ⇒ **21 assistances techniques** dont deux (2) au niveau des réseaux, ont été fournies par les ressources internes de la DAF aux comptables des ONG bénéficiaires de la subvention. La baisse de ce chiffre par rapport aux réalisations de l'année dernière est à lier à la meilleure maîtrise du système de gestion par les comptables des sous-projets. Cette maîtrise est elle-même le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs tels que la plus grande rigueur opérée par les ONG dans le recrutement des comptables, un meilleur suivi des recommandations issues des suivis financiers et l'amélioration de la communication orale et écrite entre le PAONG et les ONG.

⇒ **14 comptables et 8 responsables de programmes des ONG** ont en outre bénéficié d'une formation au cours de l'atelier en gestion financière de la subvention et du fonds de roulement, tenu à Dakar du 22 au 27 Juin 1998. Cet atelier avait regroupé essentiellement les comptables nouvellement recrutés et les responsables ayant des difficultés de compréhension de l'utilisation des documents contractuels et autres supports non contractuels mais nécessaires pour la gestion du fonds de roulement et des activités génératrices de revenus (moulin, batteuse, crédit, cases de santé etc...).

En plus de sa vocation de renforcement des capacités des ONG concernées à mieux gérer le FDR, cet atelier visait aussi à harmoniser les outils de gestion mis en place par les ONG auprès des bénéficiaires en vue de faciliter la production et l'analyse d'informations utiles pour les mesures d'impacts.

Cet atelier qui s'inscrit dans l'objectif de pérennisation des activités à la base se voulait pratique parce qu'il a été précédé d'une collecte d'informations auprès des ONG, en vue d'une part de recueillir leurs difficultés sur le terrain et d'autre part de préciser leur centres d'intérêts respectifs.

II.3.2. AUDITS EFFECTUES DURANT L'ANNEE VII DU PROJET

ONG	PREVISIONS	REALISATIONS	ECARTS	OBSERVATIONS
ABACED	1	1	0	Clôtures prématurées. Les rapports finaux sont déjà reçus. Le matériel géré par l'ONG est déjà reçu de PADEC; pour RADI et ABACED, le processus de récupération du matériel est en cours.
PADEC	1	1	0	
RADI	1	1	0	
7A	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final déjà reçu et transmis à l'ONG
AJAAC	1	1	0	
APROSOR	1	1	0	
ACA	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final déjà reçu
ACAPES/D	1	1	0	Audit Normal AN 2. Rapport final déjà reçu
ADPES	1	1	0	Audit Normal AN 2. le rapport provisoire est déjà reçu.
AFRICARE	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final reçu
ARLS	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final reçu
ASPAB	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final reçu et envoyé à l'ONG
ASBEF	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final déjà reçu et envoyé à l'ONG.
ASREAD	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final déjà reçu.
ATI	1	1	0	Audit close out normal
CRS 2	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final déjà reçu.
CWS/ADECOR	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final déjà reçu.
FAFD	1	1	0	Audit Normal AN 1. Rapport final reçu
FONGS	1	1	0	Audit close out prématuré. Rapport final reçu
FORM ACTION 1	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final reçu
FORMACTION 2	1	0	1	Audit normal AN 1. Démarré à partir du 22/06/98.
NCNW 2	1	1	0	Audit normal AN 1. Rapport final reçu
SAHEL 3000	1	1	0	Audit close out normal. Rapport final reçu
SANFAM	1	0	1	Auditeurs non disponibles
TOTAL	24	22	2	

- ⊕ Sur 24 audits, 22 ont été réalisés soit un taux d'exécution de 92%. Les 02 autres ont été légèrement décalés pour cause d'indisponibilité des auditeurs. Le portefeuille des auditeurs qui collaborent avec le PAONG s'est rétréci au cours de l'exercice. En effet nous avons décidé de ne maintenir que les cabinets dont les prestations donnaient entière satisfaction. La spécificité du milieu des ONG et les exigences de nos termes de référence (fonds de roulement, les secteurs d'interventions, évaluation des suivis du PAONG etc) ont constitué des obstacles pour certains cabinets qui sont plus habitués à travailler avec des structures plus formalisées et stéréotypées (industries, sociétés de capitaux etc ...).

- ⊕ La moitié (12/22) des audits concerne des clôtures de subventions. Les fermetures au terme normal des contrats sont de 09 tandis que les arrêts avant l'échéance contractuelle sont de 03.
- ⊕ L'enveloppe dépensée au titre des audits s'est fortement accrue cette année par rapport aux réalisations de l'exercice précédent (\$113.155) ; elle s'élève à \$174.616 soit un taux d'exécution budgétaire de 79%. Ce taux s'est sensiblement amélioré par rapport aux années précédentes du fait d'un meilleur respect de la planification des activités techniques.
- ⊕ Tous les audits finalisés font l'objet d'un plan de mise en oeuvre des recommandations. Ce plan qui engage l'ONG à satisfaire au plus vite ces recommandations fait désormais partie des instruments de mesure de la consolidation des systèmes de gestion. Les visites de suivis financiers sont systématiquement mises à profit pour apprécier le degré de mise en oeuvre des recommandations. En cas de lenteur dans ce processus, l'ONG est interpellée par écrit. Grâce à ce dispositif qui inclut également des missions spéciales de suivi des recommandations des audits, le renforcement des capacités de gestion des ONG et des bénéficiaires est devenu plus actif et perceptible.

II.3.3. CLASSIFICATION DES ONG

Le classement trimestriel des ONG en fonction de la performance des systèmes est indiqué dans les tableaux ci-joints :

En comparaison des résultats obtenus à la même période de l'année dernière, on note que:

- Le poids relatif des ONG performantes "Vert" s'est sensiblement accrue en passant de 21% à 32% ; en valeur absolue, on enregistre 7 ONG au "Vert" contre 5 l'année dernière.
- Le nombre d'ONG "Rouge" est passé de 8% à 4% ; de 2, les ONG en difficulté sont passées à 1 (ASRADEC) qui s'explique d'ailleurs par l'impossibilité d'accès eu égard aux problèmes de sécurité de la zone

Ces évolutions confirment le renforcement de capacités de gestion des ONG.

II.4. ACTIVITES NON PREVUES ET REALISEES

II.4.1. BASE DE DONNEES

Les données relatives à la situation de référence des sous-projets des ONG RODALE, ASPAB, AJED, CRS 2, FORM'ACTION, SAHEL 3000, SANFAM, ARLS, ACAPES/D, FAFD, ADPES et ASBEF ont été collectées.

La saisie des données avait démarré avec les opérateurs de saisie recrutés à cet effet. Par la suite, la décision a été prise de faire poursuivre cette saisie par les gestionnaires de subventions qui maîtrisent mieux les dossiers et ceci, après leur formation.

Trois (3) ateliers ont été tenus pour faciliter la reformulation des cadres logiques des sous-projets avant leur évaluation. Ceci a débouché sur la réactualisation de certains cadres logiques en terme d'indicateurs et/ou en fonction du changement, voire de l'extension ou de la réduction des activités et parfois des groupements ciblés.

La mise en oeuvre de la base de données évolue de façon positive.

II.4.2. CLOTURE PREMATUREE DE SOUS-PROJETS SUBVENTIONNES

Quatre (4) sous-projets sont concernés ; il s'agit de ABACED, RADI, PADEC et ASRADEC.

⊗ A/ RADI

L'ONG RADI a bénéficié d'une subvention pour la mise en oeuvre du "*Projet d'Appui aux Actions d'Auto-Développement des Populations du Département de Tivaouane*". Pour un montant de 395.694.162F CFA, soit \$791.388.

Le Projet d'Appui aux ONG a décidé d'achever les ouvrages hydrauliques au profit des populations bénéficiaires. Le processus de sélection d'une ONG qui sera chargée de la supervision de ces travaux est entamé.

Ainsi un rappel d'offres a été lancé dans les journaux pour informer l'ensemble des ONG sur l'existence de ce marché. Dix ONG ont retiré le cahier de charges, et 3 ont retiré les dossiers. Le dépouillement a eu lieu, le jour indiqué en présence d'un huissier. Le dépouillement a porté sur les 2 dossiers, le 3ème récipiendaire ayant déposé au-delà du délai fixé.

Après ce dépouillement, le processus se poursuit avec l'ONG qui été retenue pour la fourniture d'information complémentaire.

⊖ B/ PADEC

“Le Projet de Développement des Cultures Maraîchères et Fruitières dans le Nord” a démarré ses activités en Août 1994. La subvention accordée était de 149.388.480F CFA, soit \$291.341.

L'audit de close-out réalisé en Septembre 1997, a fait une situation détaillée du niveau d'exécution du projet. Des rencontres entre le PAONG et l'ONG ont permis de cerner les engagements pris par l'ONG et de les honorer.

Après restitution des équipements acquis dans le cadre de la subvention (camion, motos, camionnette), les derniers chèques dus à l'ONG ont été remis et le processus de justification est en cours.

⊖ C/ ABACED

“Le Programme de Promotion du Village de Ndianda”, exécuté par l'ONG ABACED a démarré ses activités en Février 1995. Suite à un détournement des fonds de la subvention de leur objectif initial, il a été décidé le 13 Août 1997 de mettre fin à l'accord qui liait l'ONG au PAONG.

L'audit de close-out a été réalisé en Septembre 1997. A la suite de cet audit, une correspondance a été envoyée à l'ONG pour la restitution des biens acquis et les remboursements des fonds invalidés. Malgré les lettres de rappel faites par l'USU et son conseiller juridique, les responsables de l'ONG n'ont pas encore réagi officiellement.

⊖ D/ ASRADEC

Le *“Projet Intégré Zone Sud”* (PIZOS) a été marqué par de sérieuses perturbations liées à la situation d'insécurité qui prévaut dans la zone. Les travaux hydrauliques ont été momentanément arrêtés parce que l'un des entrepreneurs a décidé d'abandonner les chantiers du fait d'attaques d'éléments armés dans les villages ciblés par le projet.

Malgré les évolutions enregistrés dans le fonçage des puits, le climat d'insécurité persistant ne permet pas un démarrage effectif des activités et le PAONG ne peut assurer le suivi du sous-projet.

C'est ainsi que la décision d'arrêter la subvention a été notifiée à l'ONG. Néanmoins, le PAONG après concertation avec l'USAID, pour les raisons annoncées, a prévu de laisser aux bénéficiaires et à l'ONG tous les biens acquis dans le cadre de la subvention.

II.4.3. RENCONTRES AVEC LES ONG SUR LE FONDS DE ROULEMENT (FDR)

Comme prévu, le PAONG a engagé, au cours de cette année, une réflexion axée sur le renforcement des capacités entrepreneuriales des groupements et la poursuite des activités financées sur le FDR. Pour ce faire, neuf ONG (ADECOR, ATI, ACA, ADPES, SAHEL 3000, ACAPES, ASREAD, FORM'ACTION et AHDIS) dont les programmes seront clôturés avant le 31 Octobre 1998 au plus tard, ont été ciblées pour une revue systématique de la gestion du fonds de roulement mis en place.

L'exercice a amené au PAONG à :

- ⇒ Identifier des faiblesses importantes sur l'appui des bénéficiaires et le suivi du FDR qui leur est distribué notamment pour ce qui concerne l'ouverture de comptes cogérés avec l'ONG, la tenue des supports de gestion et le respect des délais de remboursement.
- ⇒ Reconsidérer la capacité d'absorption des organisations bénéficiaires.
- ⇒ Prendre des décisions urgentes ou de convenir avec les ONG des mesures correctives à mettre en oeuvre.
- ⇒ Effectuer des missions spéciales d'appui technique à certaines ONG pour faire une situation exhaustive du fonds (mode de gestion, utilisation et reconstitution avant la fin du projet).
- ⇒ Tirer les leçons qui s'imposent.

L'évaluation de ces actions a permis d'avoir une situation claire du fonds de roulement au niveau de ces ONG et bénéficiaires. Les supports de gestion développés et mis en place par les ONG ont permis de collecter à temps les informations sur le crédit et d'assurer un suivi plus rapproché.

Cette approche a permis au PAONG et aux ONG de dégager des stratégies pour la reconstitution du FDR et de faciliter la prise de décision lors du close-out.

II.4.4. PARRAINAGE

Le parrainage initié par le PAONG au courant de l'année 1995-1996 devait impulser une motivation spéciale auprès des ONG et des bénéficiaires afin de faciliter la réalisation des résultats prévus dans les sous-projets. Ainsi chaque sous-projet subventionné a été parrainé au moins par un membre du staff du PAONG ou de l'USAID.

Il est à noter que la responsabilisation des marraines/parrains dans les tâches d'exécution et de suivi des sous-projets ne leur a pas permis de se donner pleinement pour remplir leur rôle. Cependant, certaines marraines/parrains ont réussi à jouer leur rôle d'appui auprès de l'ONG et ont de ce fait contribué à améliorer les résultats. Parmi eux, on peut citer les marraines/parrains de AHDIS, ARLS, CONACAP et APROSOR.

- ☺ **AHDIS** : la marraine continue à développer une stratégie d'appui pour la mise en oeuvre des plans d'action et le respect des échéances pour le dépôt des documents contractuels (rapports d'activités, demande d'avance).
- ☺ **ARLS** : la marraine a poussé des deux côtés (ONG et PAONG) pour accélérer la négociation. Des informations ont été collectées et transmises à l'ONG pour l'appuyer dans sa formalisation, ce qui constituait un élément important dans la finalisation de la négociation budgétaire.
- ☺ **CONACAP** : la collaboration entre la marraine et l'équipe responsable de l'exécution du projet a permis d'améliorer le climat de travail. Le feed-back est fait après les visites de suivi et les réceptions des rapports d'activités.
- ☺ **APROSOR** : la manière dont la marraine avait assisté l'ONG et les bénéficiaires a créé un engouement qui a donné des résultats satisfaisants dans le premier projet. Les conseils donnés à l'ONG lui ont permis de s'ouvrir à d'autres bailleurs tel que "AMI" (Portugal), et aussi de bénéficier d'une 2ème subvention du PAONG pour la mise en oeuvre d'un projet de santé.

II.4.5. AUDIT DE PERFORMANCE DE L'USAID

Un audit de performance a été réalisé par l'USAID. 10 ONG et 15 villages ont été sélectionnés par l'équipe du RIG pour faire l'objet de visites de terrain. Il s'agit de ACDEV, ACAPES, ATI, ACA, ASBEF, AHDIS, FAFD, RODALE, CRS et CONACAP.

Les visites de terrain ont été faites avec la participation des gestionnaires de subvention et de la Direction du PAONG, qui ont servi de guides et de facilitateurs. Les missions ont essentiellement porté sur :

- Le niveau de réalisation des activités contenues dans le cadre logique des sous-projets.
- La vérification du système mis en place pour la remontée de l'information et la réconciliation entre les données primées par le PAONG dans le R4 et celles disponibles au niveau des ONG.

Au niveau du PAONG, une vérification des sources d'alimentation des informations fournies à l'USAID a été faite.

II.4.6. ETUDE ENVIRONNEMENTALE (IEE) DU PROJET D'APPUI AUX ONG

Un cours régional de formation sur l'évaluation de l'impact environnemental a été organisé par l'USAID du 6 au 11 Janvier 1997 au Centre Forêt de Thiès en étroite collaboration avec le Projet d'Appui aux ONG. A cette occasion, il avait été retenu :

- ⇒ D'organiser un cours de formation sur l'utilisation des pesticides. Ce cours s'est déroulé du 07 au 11 Avril 1997 au Centre Forêt à Thiès avec la participation de treize (13) Organisations Non Gouvernementales (ONG) ;
- ⇒ De réaliser l'étude environnementale du Projet d'Appui aux ONG pour tenir compte du changement de format de l'étude environnementale des projets financés par l'USAID. Cette étude a été faite en Août 1997. Une lettre co-signée par le Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, l'USAID et le Projet d'Appui aux ONG sera envoyée aux ONG concernées. A cette lettre, il sera annexé les listes des pesticides classés par l'USEPA pour "Utilisation Restreinte", "Radiés ou Suspendus".

III /

RESULTATS DES SOUS-PROJETS

III.1. TABLEAU DE PRESENTATION DES RESULTATS SPECIFIQUES DES SOUS-PROJETS PAR TYPE D'ACTIVITES

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Céréaliculture	Nbre de villages bénéficiaires	44	<ul style="list-style-type: none"> • 46 groupements ont pu bénéficier d'équipements agricoles à amortir dans les années à venir. • Une production agricole de 3.193t de céréales a contribué à réduire le déficit vivrier dans les zones concernées. • Contribution à l'amélioration des conditions de vie des populations • Les populations accèdent à des techniques de production simples et durables
	Nbre de groupements bénéficiaires	46	
	Superficies emblavées (ha)	1 015	
	Qtés semences produites (kg)	23 750	
	Qtés semences utilisées (kg)	6 000	
	Qtés d'engrais (kg)	41 000	
	Qtés céréales produites (kg)	3 193 000	
	Coût des intrants	6 526 757	
	Coût des équipements agricoles mis en place (F CFA)	34 601 238	
	Participations des bénéficiaires (F CFA)	7 580 416	
Revenus générés par la vente de céréales (F CFA)	7 558 750		
Sésame	Nbre de groupements producteurs	50	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification de la production agricole. • Ressources financières additionnelles dans l'économie rurale. • Introduction rapide d'une nouvelle spéculation.
	Nbre de bénéficiaires		
	Nbre de marchés autogérés	4	
	Montant fonds de roulement mis en place (F CFA)	8 400 000	
	Superficies emblavées (ha)	3 525	
	Qtés de semences utilisées (t)	24.15	
	Qtés d'engrais (t)	18.5	
	Nbre d'unités d'équipements agricoles mises en place	50	
	Qtés Sésame produites (t)	2 000	
	Qtés d'huile traitées/vendues (l)	116 460	
	Qtés de sésame achetées et triturées (t)	365	
	Coût des équipements agricoles mis en place (F CFA)	29 653 000	
	Revenus générés par la vente du sésame	40 379 500	
	Revenus générés par la vente d'huile (F CFA)	60 120 000	

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Maraîchage	Nbre de villages bénéficiaires	70	<ul style="list-style-type: none"> • 4.687 femmes initiées aux techniques, mènent des activités lucratives tout au long de l'année • Elles contribuent à valoriser les terres et bénéficient directement des retombées financières.
	Nbre de groupements bénéficiaires	70	
	Nbre de bénéficiaires	4 687	
	Superficies emblavées (ha)	321	
	Longueur des clôtures installées (ml)	35.33	
	Nbre de réseaux d'irrigation installés	40	
	Nbre de puits fores/ réfectionnés	70	
	Nbre de bassins construits	213	
	Nbre de magasins de stockage	19	
	Qtés de légumes produites (kg)	524	
	Qtés de légumes commercialisées (kg)	437	
	Coût des intrants, F CFA	26 505 292	
	Coût du petit matériel, F CFA	27 782 388	
	Montant du fonds de roulement mis en place, F CFA	56 681 367	
Revenus générés par la vente des légumes (F CFA)	31 763 576		
Embouche bovine/ovine et élevage de case	Nbre de bénéficiaires	479	<ul style="list-style-type: none"> • L'activité a pu générer des intérêts de 1944326 Frs pour les animaux déjà commercialisés • Accroissement de la capacité d'autofinancement des groupements pour poursuivre les activités
		0	
	Montant du fonds initial mis en place, F CFA	38 634 728	
	Montant des fonds distribuées , F CFA	34 745 551	
	Nbre de têtes achetées/vendues	1 140	
Intérêts générés	1 944 326		
Agroforesterie	Nbre de villages bénéficiaires	110	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes agraires revitalisés et durabilité accrue des niveaux des productions. • Dans 110 villages la maîtrise des techniques agroforestières a permis : <ul style="list-style-type: none"> • de produire des plants en pépinières ; • de repeupler et de protéger les champs pour améliorer leur productivité physique ; • de restaurer le cadd (menacé de disparition) pour la fertilisation des sols; • de réduire la corvée et le volume de bois utilisé par les femmes ; • de réduire le niveau de salinité des rizières ; • d'enrichir les terres à l'aide de fumure organique.
		0	
	Nbre de groupements bénéficiaires	101	
	Nbre de pépinières forestières mises en place	69	
	Nbre d'espèces ciblées	15	
	Nbre de plants produits	171 756	
	Superficies reboisées	68.25	
	Nbre de plants reboisés	104 428	
	Longueur des haies vives/brise-vents (ml)	36 251	
	Nbre de plants des haies vives/brise-vents	43 160	
	Nbre de fosses compostières	276	
	Qtés de compost produites (m3)	768	
	Nbre de cadd régénérés	6 095	
	Nbre de foyers améliorés	916	
	Nbre de diguettes anti-érosives	65	
Nbre de diguettes sur courbes de niveau	1 531		
Nbre de diguettes de parcellement (ha)	807		

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Transfert technologies appropriées	Nbre d'artisans de fourneaux améliorés formés	33	<ul style="list-style-type: none"> Des technologies modernes accroissent la production maraîchère et contribuent à lutter contre le déboisement. Les 5 techniques vulgarisées sont adoptées. 30.566 fourneaux dans les foyers contribuent à l'économie d'énergie 55 artisans et leurs apprentis poursuivent la fabrication et la commercialisation des pompes et fourneaux dans cinq régions du Sénégal. Les 1.275 maraîchers produisent des bulbilles d'oignons qu'ils commercialisent ; ils utilisent les voiles agryl et contribuent à sa vulgarisation
	Nbre de fourneaux améliorés vendus	30 566	
	Nbre d'artisans de pompes "Diambar" formés	22	
	Nbre de pompes vendus	1 467	
	Nbre d'artisans points filtrants formés	5	
	Nbre de points filtrants vendus	433	
	Nbre de producteurs bulbilles oignon	1 275	
	Qtés de bulbilles d'oignon produites (kg)	6 000	
	Longueur de voile Agryl vendu (m)	4 500	
	Marge sur bulbilles	8 966 000	
Transformation des céréales Moulins/ Batteuses	Nbre de moulins installés	18	<ul style="list-style-type: none"> Les 23 batteuses et moulins polarisent 101 villages et ont permis de traiter 2.281t de produits. Allègement de la corvée du pilage pour les femmes de ces villages. 28 emplois sont créés pour les meuniers qui ont également en charge l'entretien de ces équipements.
	Nbre de batteuses installées	5	
	Nbre de villages polarisés par les batteuses	101	
	Quantité de produits traités (kg ou t)	2 281 147	
	Recettes générées	17 799 610	
	Nbre de meuniers/conducteurs formés	28	
Conservation des céréales silos)	Nbre de banques construites	20	<ul style="list-style-type: none"> 333t de céréales non consommées et mieux valorisées. Contribution à la sécurité alimentaire avec 20 banques installées.
	Fonds de roulement mis en place (CFA)	16 500 000	
	Quantités de céréales stockées/commercialisées (kg)	333	
	Recettes générées par la commercialisation (F CFA)	18 016 925	

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Crédit-petit commerce	Nbre de groupements bénéficiaires	230	<ul style="list-style-type: none"> • 443.599.760F CFA distribués pour un montant initial de 185.084.778F CFA. Soit un taux de rotation de 2,4% pour environ 780 personnes. • La capacité d'autofinancement des groupements connaît un accroissement. • Développement des capacités d'épargne et de gestion des bénéficiaires.
	Nbre de groupements bénéficiaires de compte d'épargne	85	
	Nbre de bénéficiaires / femmes	13 464	
	Nbre de bénéficiaires titulaires de comptes d'épargne individuels	780	
	Montant initial du fonds de roulement mis en place (F CFA)	185 084 778	
	Montants des fonds distribués (FCFA)	44 399 760	
	Montant de l'apport personnel collecté (F CFA)	38 320 500	
	Montant des intérêts générés (F CFA)	40 824 296	
	Montant des épargnes constitués (F CFA)	59 033 444	
Taux de remboursement	93		
Crédit-Micro entreprise	Nbre boutiques villageoises	15	<ul style="list-style-type: none"> • 56 structures de financement facilitent aux populations l'accès aux crédit à des conditions douces; • Développement des PME/PMI par injection de 325.556.565F CFA à 178 micro-entreprises. • Consolidation / création de 728 emplois. • Les produits de première nécessité sont disponibles auprès des populations grâce aux 15 boutiques villageoises implantées.
	Fonds de démarrage des boutiques villageoises (F CFA)	36 012 150	
	Nbre de mutuelles d'épargne et crédit /banques/caisses	56	
	Nbre de sociétaires/ femmes	7 862	
	Nbre de micro-entreprises individuelles	178	
	Montant initial mis en place (F CFA)	467 935 597	
	Montant des apports (F CFA)	24 371 537	
	Montant des fonds distribués (F CFA)	325 556 565	
	Nbre d'emplois créés / consolidés	728	
Montant des intérêts générés (F CFA)	45 799 416		
Formation technique	Nbre de formateurs formés en AGR/GRN	83	<ul style="list-style-type: none"> • 94% des personnes formées l'ont été en pratiques de techniques agroforestières. • Les formations techniques valorisent les facteurs de production dans leurs utilisation. • A augmenté la capacité technique de 9485 producteurs. • Démultiplication rapide des connaissances au sein des groupements.
	Nbre de pers. formées en technique de maraîchage	2 483	
	Nbre de pers. formées en technique de pépinière	2 187	
	Nbre de pers. formées en technique de compostage	1 128	
	Nbre de pers. formées en technique de plantation /reboisement	1 213	
	Nbre de pers. formées en technique d'embouche	478	
	Nbre de pers. formées en technique d'arboriculture	129	
	Nbre de pers. formées en technique de protection et restauration des sols	988	
	Nbre de pers. formées en technique de régénération assistée	331	
	Nbre de pers. formées en technique de production des semences	15	

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Formation technique	Nbre de pers. formées en technique de stockage de céréales	55	
	Nbre de pers. formées en technique de construction de foyers améliorés	385	
	Nbre de voyages d'études/échanges effectués	8	
	Nbre de pers. ayant participé à des voyages d'études	89	
	Nbre de pers. formées en technique de pesticides	39	
	Nbre de pers. formées en technique de latrinitation	4	
	Nbre de pers. formées en technique de recherche développement	117	
	Nbre de pers. formées en technique de production de sésame	16	
	Nbre de pers. formées en technique de production de céréales	16	
	Nbre de pers. formées en technique d'éducation env.	12	
Formation en gestion	Nbre de session de formation en gestion	81	<p>77% des formations satisfaites en gestion concernent 3 fonctions essentielles de l'organisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comptabilité et finance • Ressources humaines • Gestion des organisations. Ces formations sont à l'origine de l'amélioration constante de la tenue des supports de gestion. • Maîtrise des concepts de la gestion . • Utilisation judicieuse des ressources générées
	Nbre de supports mis en place	233	
	Nbre de pers. formées en gestion comptable/financière	1 789	
	Nbre de pers. formées en gestion administrative	295	
	Nbre de pers. formées en gestion des ressources humaines	1 021	
	Nbre de pers. formées en gestion des organisations	1 261	
	Nbre de pers. formées en gestion du crédit/mutuelle	371	
	Nbre de pers. formées en marketing	119	
	Nbre de pers. formées en gestion de projets	44	
	Nbre de pers. formées en formation des formateurs	11	
Alphabétisation	Nbre de centre d'alphabétisation	215	<ul style="list-style-type: none"> • 5.642 personnes savent lire, écrire et calculer. • 199 facilitateurs et renforcement durable de la capacité de 13 formateurs disponibles auprès des ONG pour assurer l'alphabétisation des populations; • Tenue des supports de gestion en langue nationale
	Nbre de formateurs formés	13	
	Nbre d'auditeurs inscrits	6 986	
	Nbre de facilitateurs formés	199	
	Nbre d'abandons	1 344	

ACTIVITES	INDICATEURS	REALISATIONS	RESULTATS / EFFETS
Hydraulique villageoise	Nbre de châteaux d'eau	3	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 8.418 personnes de 44 villages disposent d'eau potable. • Réduction du temps de puisage pour les femmes de ces villages. • Développement d'activités comme le maraîchage individuel procure des revenus additionnels aux populations.
	Nbre de réseaux d'adduction d'eau	7	
	Longueur des réseaux d'adduction d'eau	16 398	
	Nbre de villages bénéficiaires directs	44	
	Nbre de bornes fontaines installés	6	
	Nbre de puits forés / réfectionnés	32	
	Nbre de puits équipés	14	
	Population desservie	8 418	
Arboriculture fruitière	Superficie plantée (ha)	51.5	<ul style="list-style-type: none"> • Les premières fructifications sont enregistrées sur des manguiers à Ndianda. • Pour les 10 villages, les revenus attendus de la vente des récoltes sont substantiels
	Nbre de plants mise en place	14 795	
	Nbre d'espèces	11	
	Montant du fonds de roulement mis en place	4 630 250	
Santé	Nbre de cases mises en place	45	<ul style="list-style-type: none"> • Accès accru aux services de santé pour les populations de 85 villages. • Amélioration situation sanitaire dans des zones reculées. • Accroissement de la qualité des soins de santé grâce à la formation de 107 aux techniques de santé communautaire. • Adhésion progressive des populations aux messages de MST et SIDA grâce aux prestations rapprochées des 276 relais. • 45 cases contribuent à renforcer le dispositif sanitaire local. • Accroissement du nombre de personnes référées vers les centres de santé. • Large diffusion du SRO au niveau des villages. • Rapprochement du personnel médical des services de santé de l'Etat des populations à la base.
	Nbre de villages polarisés	85	
	Nbre comités de santé mis en place	45	
	Nbre d'ASC formés (matrones + secouristes)	107	
	Nbre d'ASC /Relais formés en IEC	276	
	Nbre de pers. formées en DBC		
	Nbre pers. ciblés par les cases de santé	19 394	
	Nbre de cases de santé ayant un équipement approprié	45	
	Nbre de cases de santé qui fournissent des services	45	
	Nbre de cases de santé ayant des produits suffisants	45	
	en gestion des cas de diarrhée	17	
	Nbre d'ASC/relais formés en gestion de cas de diarrhée	92	
	Nbre de cases de santé disposant d'un stock suffisant de SRO		
	Nbre de méthodes contraceptives diffusées		
	Nbre de méthodes de protection contre les MST/SIDA diffusées		
	Nbre de cas de diarrhée présentés et traités	201	
	Nbre de cases de santé supervisées	44	
	Nbre de consultations prénatales faites par des sages-femmes	604	
	Nbre d'accouchements assistés	140	
	Nbre de prestataires de services conseillant les clients de MST	11	
Nbre de pers. formées en technique contraceptive	3		
Nbre de latrines construites	40		

COMMENTAIRES SUR LES ACTIVITES DES SOUS-PROJETS

A/ Céréaliculture

Au total six organisations (ABACED, FORM'ACTION 1 & 2, RODALE, ASRADEC et PADEC) ont développé cette activité, qu'il s'agisse de la culture du riz, du maïs ou du sorgho, les différentes étapes de la production ont été abordées lors des formations. Le riz a donné les plus importantes productions respectivement dans le delta du fleuve Sénégal et dans la vallée du Badobar au Sud.

B/ Filière Sésame

L'ONG AJAC/COLUFIFA a eu des activités dans ce domaine et plus précisément dans le Département de Sédhiou ; sa subvention a été clôturée en 1997. Cependant, les résultats nous parviennent encore de l'organisation suite au protocole d'accord signé entre les deux parties. Comme toute introduction d'une variété agricole, les impacts ne sont réellement perceptibles qu'à long terme. Ainsi, des premiers constats faits sur l'intégration du sésame, il est ressorti que l'adoption de cette culture s'est vite faite dans la zone d'intervention du projet. Par la suite, il a été constaté que pour une grande partie, la Région de Kolda a été déjà pénétrée par le sésame. D'autres groupes de producteurs tels que le Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR) et organisations se sont lancés sur le négoce et l'exportation du sésame qui est actuellement présenté comme une culture d'avenir pour une bonne partie des paysans Sénégalais.

C/ Le maraîchage

Le maraîchage a été réalisé par treize Organisations (NCNW 1 & 2, VOLONTAIRE SENEGAL, 7"A", PADEC, ABACED, ADECOR, ASREAD, FORM'ACTION 1 & 2, SAHEL 3000, RODALE et ASPAB) sur demande des bénéficiaires. Il est constaté que le maraîchage reste très prisé par les femmes de manière générale. Les résultats obtenus sont relativement faibles quand on tient compte de l'engouement des bénéficiaires pour l'activité et les moyens mis à disposition. Il est remarqué par ailleurs que la charge de travail requise pour bénéficier des retombées du maraîchage est sous estimée au départ par les femmes et que celles-ci disposent de très peu de temps pour s'acquitter de leurs tâches domestiques et assurer le temps de présence requis pour développer et rentabiliser le maraîchage. Le PAONG, pour ses dernières subventions n'a pas encouragé cette activité.

D/ Embouche bovine/ovine

La spécificité de cette activité pour les neuf organisations (NCNW 1 & 2, CARITAS, 7"A", APROSOR 1, ABACED, ASREAD, RODALE et ASPAB) y ayant travaillé, consiste à la prolongation et au dépassement fréquents par les populations de la durée normale d'embouche. Par conséquent, les remboursements sont retardés et le nombre de rotations et de personnes qui pourraient bénéficier de l'activité devient très limité par rapport aux prévisions. Dès lors, l'effet recherché par l'embouche et consistant à appuyer des activités non génératrices de revenus n'est pas obtenu. Le PAONG dans le cadre des dernières subventions accordées, n'a plus consenti de financements pour l'embouche.

E/ Agro-foresterie

Comme les activités de production agricole, elles sont souvent assorties d'un important volet formation sur les différentes techniques et leur utilité. Les principales limites à ces activités ont été le manque d'eau (pluies), l'hostilité de l'environnement, la divagation des animaux domestiques, la mobilisation sociale et le temps nécessaire à l'atteinte et à la perception des résultats qui en sont attendus. C'est pourquoi suivant les localités, les douze ONG (AJED, VOLONTAIRES SENEGAL, PADEC, CRS, ASPAB, OFADEC, ADECOR, ASREAD, FORM'ACTION 2, SAHEL 3000, AHDIS, RODALE) concernées ont, en partenariat avec les services traditionnels de l'Etat, accordé une attention toute particulière aux populations bénéficiaires pour parvenir à des succès.

F/ Transfert des technologies appropriées

ATI est la seule organisation à travailler sur le transfert de technologies. Elle a collaboré dans ce cadre avec d'autres organisations financées par le PAONG. Son programme est arrivé à terme en Février 1998 et les technologies vulgarisées auprès d'un petit nombre de fabricants de pompes, de fourneaux sont aujourd'hui bien maîtrisées. Le nombre d'utilisateurs des technologies connaît une croissance appréciable. Les pompes en particulier sont diffusés par quelques fabricants sur l'étendue du territoire mais également jusqu'au delà de nos frontières.

G/ Transformation des céréales

Elle a trait à la mise en place de moulins et de batteuses qui contribuent valablement à l'allégement des travaux de la femme. C'est une activité génératrice de revenus généralement rentable suivant le nombre et le peuplement des villages polarisés. Les femmes qui la gèrent maîtrisent sans grandes difficultés les systèmes de gestion mis en place. De manière générale, les ressources générées par ces investissements ont largement contribué à l'initiation d'autres activités par les populations et au renforcement d'organisations à la base dans le cadre des douze sous-projets (NCNW 1 & 2, CRS 1, CARITAS, CISV, APROSOR 1 & 2, AJED, FORM'ACTION 1 & 2, ARLS, FAFD) qui mènent cette activité.

Il peut cependant arriver comme ça a été le cas en 1997 et particulièrement dans le bassin arachidier, qu'à la suite d'une mauvaise campagne agricole, ces unités de transformation soient très peu sollicitées. Celles installées dans la zone de Kolda, ne connaissent pas généralement ce genre de difficultés.

H/ Conservation des céréales

Cette activité cible des zones à production céréalière importante. Nous la retrouvons dans trois sous-projets (FORM'ACTION, CRS 1 et CARITAS) où les banques sont généralement construites par les bénéficiaires avec l'appui du PAONG qui accorde aussi les premiers financements nécessaires à l'acquisition et au stockage des différentes céréales. Le système de régulation visé par leur installation est bien compris et apprécié par les populations ; seulement le caractère fluctuant des prix avec le temps fait que la détermination d'un prix optimal à l'achat et à la cession des produits, constitue par moment des sources de conflits au niveau des bénéficiaires.

I/ Crédit petit commerce

Au moins treize organisations (APROSOR 1 & 2, FORM'ACTION 1, AHDIS, ACAPES/D, RODALE, AJED, FAFD, ADPES, ASBEF, SANFAM, ARLS et ACDEV) ont eu à bénéficier de ce volet comme appui aux activités non génératrices de revenus. C'est une activité très prisée et généralement profitable aux personnes qui en bénéficient. Dans plusieurs cas, le crédit a failli faire marginaliser les autres activités du projet.

Nous constatons que le système d'apport personnel et d'intérêt est déjà bien intégré par les populations. Les cycles de crédit sont réguliers et la périodicité des remboursements respectée. Les femmes qui sont les cibles privilégiées du petit crédit réussissent dans la plupart des cas à atteindre des taux de remboursement avoisinant 100% et quelque soit le nombre de rotations. L'achat et la revente de produits agricoles, de petit bétail, de pacotilles ou de produits cosmétiques sont les principales activités menées par celles-ci.

J/ Crédit micro entreprise

Il s'agit de crédits accordés généralement sur la base de différents critères d'éligibilité retenus par les six organisations (ADPES, CONACAP, CRS 1 & 2, ACA, ATI) qui en ont bénéficié. Dans cette catégorie de crédit, les hommes sont bien plus nombreux que les femmes et les montants accordés plus élevés que ceux du petit crédit. Il est généralement destiné au renforcement des ressources de PMI/PME de confection, mécanique, réparation, de formation, de restauration, menuiserie, etc. Comparés aux bénéficiaires du petit crédit, les entrepreneurs rencontrent plus de difficultés au vu de la conjoncture économique qui a parfois des répercussions sur leurs activités et aussi sur le respect des échéances de remboursement.

K/ Formation

Tous les sous-projets financés bénéficient d'un volet formation technique ou en gestion. Pour l'essentiel celles en gestion se font avec l'appui de structures spécialisées en mesure d'adapter le niveau de connaissance des bénéficiaires (souvent analphabètes) au contenu des modules de gestion. Les thèmes sont très appréciés par les bénéficiaires qui nous expriment leur satisfaction pour les connaissances acquises et parviennent de plus en plus à identifier eux mêmes leurs besoins en formation . Les résultats obtenus sont satisfaisants et permettent aux bénéficiaires de diversifier leurs aptitudes tant du point de vue technique que managériales.

L/ Alphabétisation

Au total vingt quatre ONG (NCNW 1 & 2, CRS 1 & 2, ARAF, ADPES, VOLONTAIRES SENEGAL, 7"A", APROSOR 1 & 2, PADEC, AISB, ABACED, ADECOR, ASREAD, FORM'ACTION 1 & 2, SAHEL 3000, AHDIS, ACAPES/D, RODALE, ASPAB, FAFD, ARLS) ont mené des activités d'alphabétisation. Les taux d'inscription sont très élevés au départ et justifient souvent le nombre de classes. Cependant l'engouement de départ n'est pas toujours maintenu compte tenu du mouvement cyclique des populations lié au caractère saisonnier de leurs activités. Bien que par endroit, les conditions de travail soient très sommaires ou les classes éloignées, les effectifs ont tendance à se stabiliser quelques mois après le démarrage avec en majorité des femmes et des jeunes restés au village. Actuellement onze organisations (NCNW 2, CRS 2, APROSOR 2, FORM'ACTION 2, SAHEL 3000, AHDIS, ACAPES/D, RODALE, ASPAB, FAFD et ARLS) poursuivent encore leur programme d'alphabétisation.

M/ Hydraulique villageoise

La réalisation d'ouvrages hydrauliques et leur équipements a permis d'enrayer la pénurie d'eau dans bon nombre de villages encadrés par neuf ONG (RADI, APROSOR 1 & 2, NCNW 1 & 2, CRS 1, 7"A", AISB, SAHEL 3000) subventionnées. Pour les quelques cas de branchement sur forages, nous avons rencontré par moment la réticence des populations de la localité concernée à autoriser les branchement. Dans d'autres cas des forages sont confrontés à des pannes fréquentes liées à la vétusté des installations ou à une mauvaise organisation des comités inter-villageois de gestion de l'ouvrage. Les populations respectent leur engagement de payer un certain tarif établi suivant les volumes d'eau utilisés.

N/ Arboriculture fruitière

Sept ONG (NCNW 1 & 2, ABACED, ADECOR, ASREAD, PADEC, SAHEL 3000) ont eu des activités dans ce domaine. La propension des populations pour cette activité est évidente contrairement à celle du reboisement. Cependant les résultats les plus probants sont obtenus dans le cas de périmètres dont les plants ont été

répartis au départ aux différents membres du groupement qui en assurent progressivement l'entretien tout en sachant qu'ils en deviendront propriétaires.

O/ Santé

Douze ONG (NCNW, SANFAM, ADECOR, 7"A", APROSOR, SAHEL 3000, AISB, FORM'ACTION, ASBEF, AFRICARE, ARLS, ACDEV) mènent des activités dans ce domaine ; les activités ayant trait à la santé et particulièrement celles relatives aux SMI et à l'IEC ont été privilégiées au vu des besoins dans les zones d'intervention. Généralement les matrones, ASC et relais formés dans le cadre du projet arrivent après 4 à 5 mois de formation à faire de bonnes prestations de service. Leur supervision par des spécialistes tels que les sage-femmes, infirmiers ou autres, de même que des recyclages permettent rapidement d'améliorer leurs connaissances. Par endroit il arrive des cas où les populations acceptent difficilement les services du personnel communautaire nouvellement formé.

Pour l'IEC / PF, des difficultés de pénétration persistent encore dans la plupart des localités ce qui n'est pas le cas pour les MST et le Sida qui font l'objet d'un grand intérêt auprès des populations.

III.2. ANALYSE DE L'IMPACT DES SOUS-PROJETS SUBVENTIONNES

Ce paragraphe concerne les sous-projets arrivés à terme et ceux évalués à mi-parcours.

III.2.1. ANALYSE DE L'IMPACT DES SOUS-PROJETS ARRIVES A TERME

Au cours de cette année, six (6) sous-projets sont arrivés à terme, et par conséquent ont fait l'objet d'une évaluation finale. Ce sont les ONG : ATI, ACA, ASREAD, SAHEL 3000, FORM'ACTION I et CWS/ADECOR.

AI ATI

L'ONG a bénéficié d'une subvention signée avec le PAONG le 1er Mars 1995 pour exécuter le "Projet de Transfert de Technologies Appropriées aux Institutions Sénégalaises". Ce programme d'une durée de 3 ans a pris fin le 28 Février 1998.

Globalement le programme a donné des résultats appréciables pour les différentes technologies.

- ☺ La maîtrise de la technologie de production par les artisans formés :
 - ❖ céramiques et fourneaux Ndiambar,
 - ❖ pompes et points filtrants.
- ☺ Le développement d'une stratégie commerciale adaptée en particulier pour les fourneaux et les pompes.
- ☺ La création d'emplois.
- ☺ La satisfaction des utilisateurs des nouvelles technologies.

Malgré ces résultats ATI est loin d'avoir atteint les résultats escomptés et la situation finale est résumée dans le tableau ci-dessus :

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none">• 64 artisans fabricants de "fourneaux diambar" formés ;• 30.566 fourneaux diambar fabriqués et vendus hors du Sénégal aussi.• 22 fabricants de pompes ;• 1.467 pompes fabriquées vendues hors du Sénégal aussi ;• 433 points filtrants fabriqués et vendus ;• 1.275 maraîchers producteurs de bulbilles encadrés.	<ul style="list-style-type: none">• L'utilisation des fourneaux diambar permet aux populations d'économiser près de 50% des quantités de charbon habituellement consommées.• La formation des artisans dans des technologies appropriées simples et maîtrisables par les populations a permis l'accès à des moyens/outils plus performants et plus accessibles.

B/ ACA

L'ONG Association Conseil pour l'Action (ACA) a bénéficié d'une subvention de 211.646.250 FCFA (US\$423,292) pour exécuter le "Projet d'Appui aux Groupements et aux Entreprises (PAGE)" sur une durée de trois ans.

Le projet a mené les activités suivantes : formation, mise en place de supports de gestion comptable, fonds de roulement destinés à financer des activités génératrices de revenus et à mettre en place un fonds de garantie.

En terme d'augmentation des aptitudes pédagogiques des bénéficiaires, le projet a atteint un taux de réalisation de 82 % de la formation.

Quant à la promotion des activités génératrices de revenus à travers la mise en place de quatre centrales d'achat et d'un centre de formation, le projet n'a pas atteint les résultats escomptés car, sur les cinq activités génératrices de revenus menées, quatre ont donné des résultats financiers négatifs.

Enfin, pour le troisième volet du projet qui visait l'accès des bénéficiaires à un fonds de crédit des institutions financières grâce à la mise en place d'un fonds de garantie, les résultats obtenus sont satisfaisants et peuvent augurer d'une pérennité des activités.

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none">• 210 supports mis en place, 549 personnes formées en gestion et 62 personnes formateurs formés.• 4 Centrales d'achat, un centre de formation financés.• 44 Micro-entreprises mises en place à partir de la ligne de garantie.• 3 Comités régionaux de gestion de la ligne de garantie pour Dakar, Thiès et Kaolack.	<ul style="list-style-type: none">• Augmentation des aptitudes pédagogiques des bénéficiaires.• Disponibilités d'outils de gestion (supports de gestion comptable).• Pérennisation des activités de formation.• Forte implication des bénéficiaires à travers les comités de gestion des activités génératrices de revenus.• Les femmes bien représentées au sein des comités de gestion de la ligne de crédit.

C/ ASREAD

L'ONG Association Sénégalaise de Recherches, d'Etudes et d'Appui au Développement (ASREAD) a bénéficié d'une subvention de 204.253.571 FCFA (US\$408,507) pour exécuter le "Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Feminine de Keur Momar Sarr" sur une durée de trois ans.

Le projet a mené les activités suivantes : sylviculture, arboriculture fruitière, maraîchage, élevage d'ovins, formation, alphabétisation.

Malgré un démarrage difficile, l'ONG a obtenu de bons résultats en arboriculture fruitière, élevage d'ovins et alphabétisation grâce à une forte implication du Projet d'Appui aux ONG à travers les visites spéciales de la direction, à la réhabilitation des réseaux d'irrigation et au renforcement des clôtures des périmètres maraîchers et arboricoles.

Grâce à ces résultats, l'ONG a eu l'honneur de recevoir la visite du Premier Ministre qui s'est rendu sur le périmètre de Ganket Guent choisi par la Mission des Vallées Fossiles du Ministère de l'Hydraulique comme site pilote.

Cependant, la sylviculture connaît toujours des difficultés qui relèvent surtout du fait de l'éloignement des sites et du manque d'eau qui constituent des corvées supplémentaires pour les bénéficiaires.

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none"> • 44 tonnes de légumes produites et commercialisées pour une valeur de 6.805.000F CFA. • 182 Têtes d'ovins en élevage reproductif. • 4.847 Arbres fruitiers se développent normalement sur 20 ha grâce à un bon réseau d'irrigation et le renforcement des clôtures. • 6 Techniques agroforestières maîtrisées par les femmes bénéficiaires organisées en groupements. • 216 Auditrices suivent régulièrement les cours d'alphabétisation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction du phénomène d'exode rurale surtout pour les femmes. • Accroissement des revenus des femmes avec la production fruitière attendue dans les 18 prochains mois et les revenus générés par le maraîchage. • Renforcement des capacités techniques et managériales des bénéficiaires (reconnaissance juridique, ouverture de compte bancaire, tenue à jour des supports de gestion, ...).

D/ SAHEL 3000

L'ONG Sahel 3000 a bénéficié d'une subvention de 134.983.755 FCFA (US\$269,968) pour exécuter le "*Programme d'Extension de NDer*" sur une durée de trois ans.

Le projet a mené les activités suivantes : arboriculture fruitière, sylviculture, maraîchage, santé, hydraulique rurale, formation, alphabétisation

Le démarrage du projet a accusé un retard de dix huit (18) mois dû aux difficultés liées à la réalisation du réseau d'irrigation qui nécessitait l'intervention d'engins lourds pour lesquels les prestations étaient à la charge des bénéficiaires. Des mesures exceptionnelles ont été prises par le PAONG et l'ONG pour atténuer cette situation. En plus, le PAONG a organisé plusieurs visites spéciales pour amener les bénéficiaires et l'ONG à respecter leurs engagements.

Malgré ce retard, les résultats sont satisfaisants au regard de la période sur laquelle le projet a été effectivement réalisé.

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none"> • 168 ha emblavés en maraîchage. • Une case de santé fonctionnelle. • 265 tonnes de légumes produites commercialisées ont générés 16.890.000F CFA. • 16.078 plants mis en terre dans le cadre du reboisement et de l'installation de haie-vive/brise vent. • Une mutuelle mise en place. • 88 Adhérents ont constitué des épargnes de 88.000F CFA. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux soins de santé primaire plus facile aux bénéficiaires membres de la FEGIED et aux populations des six hameaux polarisés par la case de santé. • Mise en valeur de 50 ha de terre aménagées. • Constitution d'un bel exemple d'intégration de l'agriculture et de l'élevage (les résidus des récoltes sont utilisées par les éleveurs qui parcourent de longues distances à la recherche de pâturage durant certaines périodes de l'année. • Développement progressif des capacités d'épargne des bénéficiaires. • Installation progressive des populations aux environs du périmètre

E/ FORM'ACTION 1

Le "Programme d'appui et de formation des femmes pour la gestion des ressources du Badobar" a démarré en Février 1995 et a été clôturé en janvier 1998.

Les résultats du projet sont globalement satisfaisants malgré le fait qu'aucune visite de suivi n'ait été effectuée durant les 18 derniers mois de l'exécution du projet pour cause d'insécurité.

Cependant, le rapport d'achèvement de l'ONG fait ressortir entre autres par rapport à l'atteinte des objectifs du projet, que :

- ☺ 65 diguettes anti-érosives réalisées sur les 30 prévues, soit un taux de réalisation de 216,67% avec un impact très visible du fait que ces ouvrages ont considérablement réduit l'ensablement des parcelles aux abords des ravins traités. Ceci permettra à terme de restaurer les sols du plateau.
- ☺ 1.531 m de diguettes sur courbes de niveau réalisés sur 1.025 m prévue, soit 149% de réussite. Ces diguettes ont connu une réussite exemplaire grâce à une très forte mobilisation des populations. Elles ont permis à l'eau de pluie et de ruissellement de s'infiltrer et ainsi de profiter aux plants de riz, tout en rechargeant la nappe phréatique. Partout où les diguettes sur courbe de niveau ont été édifiées, la riziculture a connu cette année un grand succès.

- ☺ Pour les diguettes de parcellement, le résultat a été de 807 ha sur les 345 ha prévus, soit 234%. Ces diguettes, dont le rôle essentiel est d'améliorer la rétention de l'eau à l'intérieur de la parcelle, ont connu également un succès dans la vallée. Leur réalisation dans certaines zones où le riz bouclait difficilement son cycle végétatif, assure maintenant une récolte même en année déficitaire. Les diguettes de parcellement améliorent aussi l'accessibilité des parcelles et permettent de mieux rentabiliser la fumure.

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none"> • Production de 3.168 tonnes de riz. • 65 diguettes anti-érosives. • 807 Diguettes de parcellement • 1.731m de diguette sur courbe de niveau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les formations techniques reçues ont largement été démultipliées. En effet l'impact des diguettes a été de produire de grandes quantités de riz pendant le projet. • En amont de chaque ouvrage on constate un important dépôt de sable, qui sans la présence des ouvrages se serait déversé dans les rizières. • Des superficies récupérées pour la riziculture.

F/ ADECOR

Le "Projet maraîcher de Yamakeuye", exécuté par les ONG CWS/ADECOR au bénéfice des groupements membres de l'Association de Développement du Yamakeuye (ADY) a démarré en 1995 et a été clôturé en Février 1998. Le montant de la subvention est de 160.639.595 F CFA (\$ 321.279,19).

Les productions maraîchères et fruitières sont satisfaisantes, même si les résultats de renforcement de capacité de ADY et de ADECOR sont mitigés.

REALISATIONS	PROGRES
<ul style="list-style-type: none"> • 53 Fosses compostières mises en place.. • Accroissement de la production de légumes de 15,86t ; elle passe à 26,209t au bout de 3 ans. • Un atelier de tissage grillage mis en place et exploité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Meilleure maîtrise des techniques agricoles (GRN) • Culture de la pomme de terre introduite et acceptée par les populations. • Renforcement des capacités de l'association. • Accroissement des revenus de l'association et création d'emploi.

III.2.2. ANALYSE DE LA SITUATION DES SOUS-PROJETS EVALUES A MI-PARCOURS

Douze (12) sous-projets ont fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours. Il s'agit de ASBEF, ARLS, FORM'ACTION II, CRS II, AFRICARE, NCNW II, CONACAP, FAFD, SANFAM, RODALE, AJED et ASPAB.

A/ ASBEF

Le sous-projet exécuté par ASBEF sur une durée de 27 mois a démarré en Janvier 1997 et a été évalué en Mars 1998. Le montant de la subvention est de 135.000.000F CFA, soit \$ 270.000.

Les activités menées sont l'IEC santé, les soins de santé primaire et le crédit-épargne.

Il a été noté une tendance vers l'atteinte des objectifs du sous-projet. Les résultats atteints sont satisfaisants pour le moment.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées aux faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Les populations bénéficiaires des 6 cases de santé ont un accès facile aux soins de santé primaires.• L'existence d'une équipe mobile composée d'une sage-femme et d'une aide infirmière, a permis d'améliorer le suivi sanitaire des femmes en état de grossesse.• Avec le volet IEC, les bénéficiaires des 6 villages et des 5 quartiers ciblés par le projet ont acquis une meilleure connaissance/pratique des méthodes de contraception et de protection contre les MST/SIDA.• Les bénéficiaires développent des activités génératrices de revenus viables financées à partir d'un fonds de crédit de 11.740.625F CFA.• Mise en place d'un système de gestion transparent au niveau des comités de gestion des cases de santé.	<ul style="list-style-type: none">• Durée de formation des matrones/ ASC très courte.• Certains indicateurs ne figurent pas dans la fiche de rapport mensuel des cases de santé.• Retard dans le traitement des données collectées auprès des relais (IEC/Santé).• Difficulté dans la planification des activités.• Retard dans la mise en oeuvre du plan de transfert de compétences.	<ul style="list-style-type: none">• Il a été retenu un recyclage des matrones/ASC, et un renforcement de la supervision des ICP (infirmier chef de poste).• Une fiche a été conçue pour compléter les informations collectées.• Une mission d'appui à l'ONG est prévue pour résoudre les problèmes de planification de transfert de compétences de l'ONG vers les bénéficiaires.

B/ ARLS

Le "Programme Intégré d'Appui des Communautés de Base pour la Lutte contre le VIH/SIDA" a démarré en Janvier 1997 pour une durée de 27 mois. L'évaluation à mi-parcours a eu lieu en Mars 1998. Le montant de la subvention est de 89.706.379F CFA, soit \$179.413.

Les activités menées sont : l'IEC santé, les soins de santé primaires, le crédit-épargne, le moulin à mil, la batteuse , l'alphabétisation.

Globalement les résultats atteints sont satisfaisants ; cependant la rentabilité du moulin et de la batteuse a été limitée par les mauvaises récoltes enregistrées dans la zone la campagne précédente.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées aux faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Les populations ciblées maîtrisent davantage les mesures de prévention des MST /SIDA et d'hygiène. • L'accès aux soins curatifs est amélioré pour les habitants de Kairé et des villages environnants. • Les capacités des auditrices inscrites au programme d'alphabétisation sont renforcées. • Avec le volet crédit, les bénéficiaires mènent des activités économiques et viables et contribuent aux dépenses familiales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des supports d'IEC utilisés lors des causeries. • Non maîtrise des inconvénients de la PF. • Le prix des préservatifs est très élevé, la demande est faible. • La matrone et l'ASC ont bénéficié d'une formation dont la durée est très limitée. • Difficulté dans la tenue des supports de gestion du crédit et de la case de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des négociations sont en cours entre l'ONG et le PAONG pour réajuster le nombre. • Un recyclage est prévu par les relais, et un séminaire d'harmonisation des supports IEC et de complément des thèmes prévus. • Il est prévu un recyclage des matrones/ASC. • Avec l'alphabétisation, les populations améliorent leurs capacités d'écriture.

C/ FORM'ACTION 2

Le "Programme de Développement Intégré de la Communauté Rurale de Kounkané (PRODICORKO) a été signé en Janvier 1997, pour un montant de 134.861.360 FCFA, soit \$269.723 et une durée de 27 mois.

Les activités menées sont : la gestion de ressources naturelles, la santé, la céréaliculture, le maraîchage, le moulin à mil, l'alphabétisation.

L'évaluation a révélé que les résultats atteints sont mitigés pour la plupart des activités. Cependant, elle a permis à l'ONG de prendre des mesures correctives urgentes pour améliorer la situation et aujourd'hui, elle se stabilise.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées aux faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Les populations maîtrisent certaines techniques appropriées pour la restauration des sols. • Très forte mobilisation des bénéficiaires autour des objectifs du projet. • L'accès aux soins de santé primaires est facilitée pour les populations des 5 villages centres et des villages environnants. • Afin de contribuer à une pérennisation des activités du projet, ADECK a été appuyé pour développer des activités susceptibles de renforcer ses moyens. • Une association des bénéficiaires forte sert de relais au projet. • Des mécanismes financiers développés pour renforcer l'autonomie de ADECK • Collaboration avec les services techniques décentralisés de l'Etat et d'autres prestataires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le volet maraîchage est bloqué par un manque d'eau. • Manque d'entretien des plants reboisés. • Taux de remboursement du FDR (équipements agricoles/intrants) faible. • Taux d'abandon élevé dans le programme d'alphabétisation. • Faible fréquentation des cases de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'ONG a procédé au fonçage d'un nouveau puits. • Une visite d'assistance technique • Les séances de sensibilisation ont été renforcées afin d'amener les populations à mieux comprendre et respecter les engagements pris. • Une infirmière a été recrutée afin de relever le plateau technique des cases de santé et par conséquent accroître le taux de fréquentation.

D/ CRS II

L'ONG Catholic Relief Services a bénéficié d'une subvention de 129.748.963F CFA (US\$258,385) pour exécuter le "Projet de Développement Institutionnel et de Micro-Entreprise des Groupements Associés de Barkédji" sur une durée de trente (30) mois.

Le projet mènent les activités suivantes : crédit, formation, alphabétisation.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées
<ul style="list-style-type: none"> • L'expérience très riche de l'ONG dans le domaine du crédit rural • Entrée de l'épargne dans les moeurs • Accès au crédit plus facile dans une zone enclavée et d'accès difficile marquée par une intervention limitée des organisations gouvernementales et non gouvernementales • Autonomie financière de l'EGAB grâce aux intérêts générées • Une grande solidarité entre les villages • Meilleures conditions de travail pour l'EGAB avec la construction du local et l'acquisition du matériel roulant 	<ul style="list-style-type: none"> • Capacités institutionnelles des dirigeants de l'EGAB faible • Faiblesses des montants des prêts par rapport aux besoins des bénéficiaires • Difficultés à tenir les supports en raison du faible niveau d'alphabétisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un manuel de procédure • Renforcement du programme d'alphabétisation • Intensification du programme d'animation

E/ AFRICARE

L'ONG AFRICARE a bénéficié d'une subvention de 160.073.388F CFA (US\$320,146.78) pour exécuter le "Projet de Santé Communautaire de Kaolack" sur une durée de vingt sept (27) mois.

Le projet mènent les activités suivantes : santé, formation technique.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées
<ul style="list-style-type: none">• Accès des populations aux soins de santé primaire plus facile• Entreprises à Base Agricole dynamiques	<ul style="list-style-type: none">• Difficultés liées à la prise en charge des Agents de Santé Communautaire• Difficultés de déplacement des agents impliqués dans l'exécution du projet compte tenu des distances qui séparent les différents sites.	<ul style="list-style-type: none">• Mise en place d'un fond de crédit et les intérêts générés contribueront à la prise en charge des ASC• Véhicule mis à la disposition du projet par l'ONG

F/ NCNW

L'ONG National Council of Negro Women a bénéficié d'une subvention de 144.872.458 FCFA (US\$ 264,165.36) pour exécuter le "Projet de Développement Rural Intégré de Pambal, Phase II" sur une durée de deux ans.

Le projet mène les activités suivantes : santé, hydraulique rurale, arboriculture fruitière, maraîchage, embouche, Moulin, formation, alphabétisation.

Le projet a rencontré des difficultés liées aux pannes fréquentes du forage de Pambal qui constitue la principale source d'approvisionnement en eau des populations de Mbaraglou et du périmètre maraîcher et arboricole dans les limites de l'enveloppe octroyée en dollar.

C'est pour lever cette contrainte majeure que le Projet d'Appui a financé l'équipement du puits de Mbaraglou et a aussi octroyé des fonds complémentaires pour la réalisation et l'équipement d'un puits sur le périmètre maraîcher et arboricole.

Points forts	Points faibles	Solutions apportées
<ul style="list-style-type: none"> • Circonscription géographique de la zone d'intervention limitée à un village • Expérience des bénéficiaires dans le cadre d'un autre financement • Accès aux soins de santé primaire plus facile pour les populations de Mbaraglou et des neuf autres villages qui fréquentent la case de santé • Allègement des travaux de la femme grâce au moulin et à l'installation du réseau d'adduction d'eau • Encadrement très rapproché avec une présence permanente de l'Encadreur à la base et de la Sage Femme • Collaboration étroite avec les autorités locales et les services techniques décentralisés de l'état 	<ul style="list-style-type: none"> • Pannes fréquentes du forage de Pambal qui alimente le village de Mbaraglou en eau. • Les résultats des activités de maraîchage et d'arboriculture sont faibles. • Problèmes de déplacement des agents chargés de l'encadrement. • Résultats de l'activité de l'embouche très insuffisants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Equipement du puits existant d'une motopompe et fonçage et équipement d'un puits sur le périmètre maraîcher et d'arboriculture pour pallier les pannes du forage de Pambal. • Acquisition de deux motos pour faciliter le déplacement des agents de l'ONG chargé de l'encadrement des bénéficiaires. • Utiliser les fonds destinés à l'embouche pour mettre en place une activité de crédit.

G/ CONACAP

La subvention du "Projet de Promotion des Caisses d'Epargne et de Crédit" de l'ONG CONACAP a été signée le 1er Avril 1997. Elle arrive à expiration le 31 Mars 1999. L'évaluation à mi-parcours du projet, conduite en Octobre 1997 fait ressortir les constats et appréciations ci-dessous.

- La capacité financière des Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (CAPEC) connaît une évolution contrastée : amélioration ou stagnation pour certaines CAPEC et détérioration pour d'autres

Pour les performances, il est noté que :

- Le crédit rural moyen a connu un accroissement de 148 % par rapport à la situation de référence (de 12000F CFA à 29867 F CFA).
- Le nombre d'adhérents a également augmenté de façon appréciable soit 23,5 % de plus.

- La bonne tenue des supports de gestion au niveau des CAPEC rurales a permis de noter une évolution positive de l'épargne constituée.
- Le niveau d'implication des femmes (membres et/ou décideurs des CAPEC) est appréciable. Il constitue un acquis non négligeable et confirme le travail de sensibilisation effectué par CONACAP.
- Les difficultés majeures soulevées par le rapport ont surtout trait à la non fonctionnalité des conseils consultatifs et/ou des comités de gestion.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • Un renforcement des compétences des dirigeants suite aux formations. • Une augmentation de l'épargne moyenne. • Une augmentation sensible des revenus des bénéficiaires et un allègement des conditions de crédit, au regard des sources traditionnelles de crédit. • Tous les demandeurs de prêts sont capables de financer le tiers du coût de leur projet. • L'épargne individuelle est de 17.067 F à mi-parcours de projet, soit 94,8 % par rapport à la situation de référence. Le crédit moyen rural est estimé à 29.867 F sur les CAPEC, soit 124 % 	<ul style="list-style-type: none"> • La mauvaise tenue des supports de gestion au niveau des CAPEC urbaines • Mauvaise articulation entre le comité de gestion et le conseil consultatif • Léthargie au niveau de la ligne de crédit affectée à la région de Dakar • Absence de politique d'épargne (épargne à vie) • Problème de renouvellement des instances dirigeantes des CAPEC • les CAPEC de Dakar sont confrontés à divers problèmes de gestion rendant inopportune la ligne de crédit de Dakar. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'encadrement de l'ONG. • Mise en place par l'ONG d'un système de suivi des CAPEC. • Utilisation des fonds de la ligne de crédit de la région de Dakar pour d'autres besoins des autres CAPEC . • Utilisation des fonds de la ligne de crédit de Dakar pour le financement d'autres activités de renforcement et ou de sécurisation des CAPEC. • Les CAPEC de la région de Dakar n'ont pas bénéficié de la ligne de crédit.

H/ FAFD

La subvention du "Programme FAFD/Unions Crédit-Epargne et Petites Unités Economiques" a été signée le 1er Octobre 1996. Elle arrive à expiration le 31 Mars 1999. L'évaluation à mi-parcours menée en Janvier 1998 a conclu entre autres points sur la réalisation de l'essentiel des activités prévues malgré un démarrage tardif. En particulier, les résultats atteints au niveau du volet crédit-épargne sont très satisfaisants et augurent d'une atteinte totale des objectifs fixés en fin de projet avec des impacts très positifs sur la vie sociale et surtout économique des bénéficiaires.

A défaut d'un approfondissement des performances actuelles, si le cap est maintenu, on pourra s'attendre à des résultats assez satisfaisants en fin de projet.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • Au 1er cycle 678 femmes avaient été financées. A ce jour, le nombre de femmes financées par les caisses d'épargne et de crédit atteint 3000. • 100 % des bénéficiaires ont procédé à une épargne obligatoire de 3000F/ personne et 80% des bénéficiaires ont dégagé une épargne libre sous forme de bas de laine ou de capitalisation à travers l'achat d'ovins (les autres réinvestissant entièrement leur bénéfice). Le montant moyen de l'épargne libre est d'environ 24 000F /bénéficiaire • Le crédit a permis à 68 % des femmes bénéficiaires de consolider leur activité • Le petit commerce joue un rôle de levier économique en permettant aux populations de générer un revenu additif brut moyen de l'ordre de 16.500 F CFA/ bénéficiaire et un résultat moyen de 68.400 F/ bénéficiaire pendant 7 mois de cycle ; le principal n'étant pas remboursé. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'activité de transformation des céréales n'avait pas encore démarré au moment de l'évaluation à mi-parcours pour cause d'ajustement. • Pour l'alphabétisation, le niveau de réalisation est mitigé (7 classes fermées sur 24) 	<ul style="list-style-type: none"> • Un mémorandum explicatif a été soumis par l'ONG et a fait après analyse, l'objet d'un avenant sur les activités du projet aussi bien que sur le budget • Evaluation prévue à court-terme

I/ SANFAM

Le "Projet de Santé, Femmes et Développement" dont la signature de la subvention a eu lieu le 31 Décembre 1996, s'active autour de 2 volets principaux : IEC santé/distribution à base communautaire (DBC) et crédit.

Malgré les points faibles pour lesquels des recommandations ont été formulées, l'évaluation à mi-parcours fait ressortir :

- Une meilleure accessibilité aux médicaments et aux contraceptifs due à la mise en place de la DBC ;
- Une amélioration des connaissances des personnes ciblées dans les domaines de la santé et de la gestion.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • La disponibilité des produits pharmaceutiques au niveau des groupements. • 376 causeries versus 168 prévues. • Bonne connaissance des MST/SIDA ainsi que des produits contraceptifs. • Implication des autorités administratives et sanitaires dans les manifestations d'IEC de masse. • Accès aux contraceptifs et aux médicaments essentiels. • Un revenu mensuel moyen des femmes bénéficiaires de 30.000 F à 49.362 FCFA. • Le remboursement des prêts à 100%. 	<ul style="list-style-type: none"> • La DBC est relativement faible. • Insuffisance des aides-usuels. • Mise en place tardive des médicaments dans les localités de Saint-Louis et Richard-Toll. • Les auxiliaires ne sont pas formées en SMI alors qu'elles doivent tenir des causeries dans ce domaine. • Les connaissances en PF restent à parfaire (les inconvénients de certaines méthodes ne sont pas connues de tous les membres). • Faible niveau du nombre de cas référés (137) aux centres de SMI/PF par rapport au nombre de causeries (376) et des personnes touchées (7576) • L'inexistence de pièce justificative individuelle autre que le registre des prêts constatant la remise de l'argent au bénéficiaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs contacts des responsables de l'ONG avec les autorités sanitaires pour obtenir l'autorisation de vente des médicaments en Février 1998. • Pour pallier ces lacunes les groupements féminins de Richard-Toll et de Mboro empruntent le matériel des points de prestation de services (PPS) de la CSS et des ICS sous le couvert des sage-femmes concernées. • Un recyclage des auxiliaires est prévu, il inclut la SMI dans les thèmes à développer. • A Saint-Louis, il a été institué une lettre de reconnaissance de dette à faire légaliser à la police par le bénéficiaire du crédit.

J/ ASPAB

Le "Programme d'Appui à la Vulgarisation des Pratiques Agro-Forestières" financé pour un montant de \$214.855 contribue à la promotion de pratiques écologiques en agriculture. Le projet se situe dans la région de Thiès et a une durée de 3 ans.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place du FDR a permis à 248 personnes de mener des activités génératrices de revenus. • L'accès de 141 femmes au crédit et à la formation a renforcé leur autonomie de gestion et contribue à leur épanouissement social. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités de GRN sont ralenties par un environnement hostile (termite, manque d'eau). • La formation technique des bénéficiaires reste faible ainsi que la sensibilisation soutenue autour des activités du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Relancer la mobilisation autour des actions de GRN après une évaluation participative avec les bénéficiaires et les animateurs des Copages.

K/ RODALE

Le "Projet d'Agriculture Régénératrice en Zone Irriguée et Pluviale" résulte d'un accord de subvention d'une enveloppe de \$264.503 étalée sur 3 ans.

Le but du projet est d'améliorer les conditions socio-économiques des bénéficiaires par le renforcement de leurs capacités financières et en mettant à leur disposition des techniques opérationnelles de gestion des ressources naturelles.

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APPORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • L'application réussie des techniques de GRN dans les sites de démonstration et le développement des activités liées au petit commerce • UGIED : organisation paysanne forte, structurée et soutenue • Engouement des bénéficiaires pour l'alphabétisation. • Les effets des formations techniques reçues se manifestent positivement dans le mode d'appropriation du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispersion des sites et difficultés pour l'organisation d'assurer une bonne coordination. • ACSDK : organisation faible. • Difficultés d'assimilation des multiples thèmes techniques par les producteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources humaines additionnelles recrutées. • Les deux organisations ont bénéficié d'un appui financier : l'une pour améliorer son système de communication, l'autre pour renforcer son organisation. • Renforcement du système d'encadrement à la base. • Renforcement de la formation par une démultiplication des approches pédagogiques.

L/ AJED

Le "Projet de Développement Intégré de la Communauté Rurale de Diarère", d'un coût de \$265.338,40 mène des actions de GRN, d'allégement des travaux et de distribution de crédit dans la région de Fatick..

POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	SOLUTIONS APPORTEES
<ul style="list-style-type: none"> • Engagement des bénéficiaires dans la protection des périmètres reboisés contre la divagation des animaux par le gardiennage à tour de rôle. • L'alphabétisation mobilise les bénéficiaires de tout genre et rang. 	<ul style="list-style-type: none"> • Arbitrage difficile dans la compétition entre population et périmètres reboisés en besoin d'eau. • Les conditions d'apprentissage dans les salles de classe sont difficiles. Pas de bancs • Les activités génératrices de revenus ont tendance à prendre le dessus sur les actions de GRN. 	<ul style="list-style-type: none"> • Une requête est introduite au PAONG pour acquérir des bancs. • L'ONG prend l'engagement de sensibiliser les bénéficiaires.

III.3. VISITES SPECIALES

III.3.1. SAHEL 3000 :

La visite avait pour objectif de voir l'état d'avancement des activités et plus particulièrement le niveau de remboursement du fonds de roulement et la poursuite des plantations à effectuer dans le cadre du reboisement et de l'arboriculture. C'est ainsi que les constats suivants ont été faits :

- ✓ La case de santé a été réalisée par les bénéficiaires et les équipements sont mis en place et l'agent de santé communautaire a été identifié.
- ✓ Les bénéficiaires ont décidé de mener à leur charge une campagne spéciale de pastèques dont les produits de la vente seront exclusivement destinés au remboursement du FDR.
- ✓ Les regarnis effectués sont satisfaisants, mais les plants de manguiers (trop jeunes) résistent difficilement à la chaleur ; il a été convenu avec les bénéficiaires que les plants de manguiers qui auraient du mal à s'adapter ou à se développer pourraient bien être remplacés par des agrumiers.
- ✓ La prise en main et l'appropriation du projet par les bénéficiaires constatées ont amené la PAONG à encourager les bénéficiaires et à accepter de les appuyer pour l'achèvement de la case (porte et fenêtres, enduit intérieur et dalle).

III.3.2. ASREAD :

Au cours de cette année, deux visites spéciales ont eu lieu auprès de cette ONG. La première qui devait permettre au PAONG d'apprécier les efforts déployés par l'ONG et les bénéficiaires après l'installation du réseau hydraulique au niveau des périmètres d'arboriculture/maraîchage.

Il a effectivement été constaté que les pieds de manguiers plantés n'étaient pas suffisamment bien entretenus et que le taux de mortalité élevé ne pouvait être justifié que par le manque de mobilisation des bénéficiaires ou l'irrégularité des suivis effectués par l'ONG sur le terrain.

Le PAONG a attiré l'attention de l'ONG sur la nécessité de prendre les mesures qu'il faut pour amener les bénéficiaires à assurer l'entretien des périmètres et de penser au remboursement du fonds de roulement.

Au mois de Janvier 1998, la Directrice de l'USAID, profitant de sa présence dans la région de Louga, a effectué une visite de courtoisie au niveau d'un des périmètres arboricoles (celui de Ganket Guent) qu'elle avait déjà visité au démarrage du projet en 1995. Son arrivée revêtait un caractère particulier, car elle aura permis de mesurer tous les efforts consentis par l'ONG, le PAONG et les bénéficiaires pour planter 4 ha d'arbres fruitiers et assurer leur entretien.

III.3.3. AHDIS et ARLS :

Ces projets ont été visités en présence de Madame Lisa Wiggins, Présidente de NTF qui a voulu personnellement voir les réalisations de ces ONG qui fournissent des efforts particuliers pour l'atteinte de leurs objectifs, respectivement dans la gestion des ressources naturelles et la lutte contre le SIDA. Cette visite de courte durée a permis à l'équipe de se rendre compte de l'envergure des actions menées dans le cadre de ces 2 domaines d'intervention prioritaires de l'USAID et également de la forte mobilisation des femmes.

III.3.4. NCNW II :

Le "*Projet de Développement Intégré Rural de Pambal, Phase II*" a bénéficié de 2 visites spéciales durant cette période. La première réalisée par le PAONG a permis de constater des difficultés consécutives aux fréquentes pannes du forage qui alimente aussi bien les populations que le périmètre. L'objectif de cette visite était de voir le niveau d'avancement des travaux de fonçage du puits que le PAONG a financé au niveau du périmètre arboricole pour ne pas compromettre le projet ; seulement ces travaux de fonçage du puits avaient enregistrés un retard relativement important par rapport aux prévisions.

L'équipe a pu constater à cette occasion :

- ✓ Les bénéficiaires du projet étaient très motivées. Elles avaient pris l'engagement d'assurer l'entretien du périmètre en attendant le dépannage du forage ou la mise en eau du nouveau puits.
- ✓ Un bon déroulement du volet santé ; les équipements sont disponibles et les ressources humaines sont opérationnelles.
- ✓ Les autres activités du projet telles que la formation et l'IEC se poursuivaient normalement.

La seconde visite a été faite par une équipe des Forces Armées Américaines qui voulait identifier des créneaux susceptibles de créer un rapprochement et un appui de l'US Army aux populations de Pambal. Pour se faire, la visite devait permettre à ces derniers de :

- ✓ Mieux connaître les types d'actions menées par l'ONG et mesurer leur pertinence par rapport aux besoins réels de la communauté encadrée.
- ✓ Comprendre le rôle joué par le PAONG dans le cadre de l'exécution du sous-projet.
- ✓ Mesurer l'intérêt manifesté par les populations pour le sous-projet.

III.3.5. NCNW I : *“Projet de Développement Rural Intégré de Daldiam”.*

Le projet exécuté sur 3 ans (de Juin 1993 à Mai 1996) a été présélectionné pour la visite du Président des Etats-Unis prévue le 1er Avril 1998. Plusieurs visites spéciales à Dal Diam ont été organisées conjointement par l'équipe du PAONG et l'USAID pour appuyer l'ONG et les populations dans la préparation et l'organisation de l'accueil de son Excellence Monsieur Bill Clinton Président des Etats-Unis d'Amérique.

La visite a effectivement eu lieu et a vu la participation des villages environnants, des autorités administratives et locales. L'originalité de cette visite réside dans la perception que ces populations ont faite de la disponibilité du Président et de son épouse. Le dispositif sécuritaire a été très remarquable. L'ambiance de la fête a été chaleureuse. La population est très enthousiaste pour cette visite.

La visite a porté sur le périmètre maraîcher, la case traditionnelle (la case du Peulh), la boutique, la présentation de sketches et de chansons (le lutteur Tyson a fait une présentation très appréciée).

III.3.6. AJED : *“Projet de Développement Intégré de la Communauté Rurale de Diarère”*

Une visite conjointe USAID/PAONG (8-9 Juin 1998) à AJED a donné l'opportunité d'apprécier le niveau d'exécution du projet, ainsi que l'implication des populations de ladite communauté rurale.

Le projet de Diarère intervient au niveau de 6 villages dans la région de Fatick et y conduit des activités de GRN, crédit, transformation et d'alphabétisation. La visite a concerné 4 villages. Des constats effectués, les recommandations suivantes ont été formulées :

- ✓ Sensibiliser les bénéficiaires pour les amener à mieux appréhender les enjeux du projet et de ses principaux volets que sont l'alphabétisation et le reboisement.
- ✓ Obtenir un statut pour les différents groupements en vue du transfert du fonds de crédit au terme du 3ème cycle.

- ✓ Améliorer les conditions de travail dans les salles d'alphabétisation.
- ✓ Accroître l'entretien des plants reboisés dans les périmètres.

La mission s'est réjouie de l'adhésion des populations au programme d'alphabétisation ainsi que du taux de survie des plants, malgré les conditions d'un environnement climatique assez difficile.

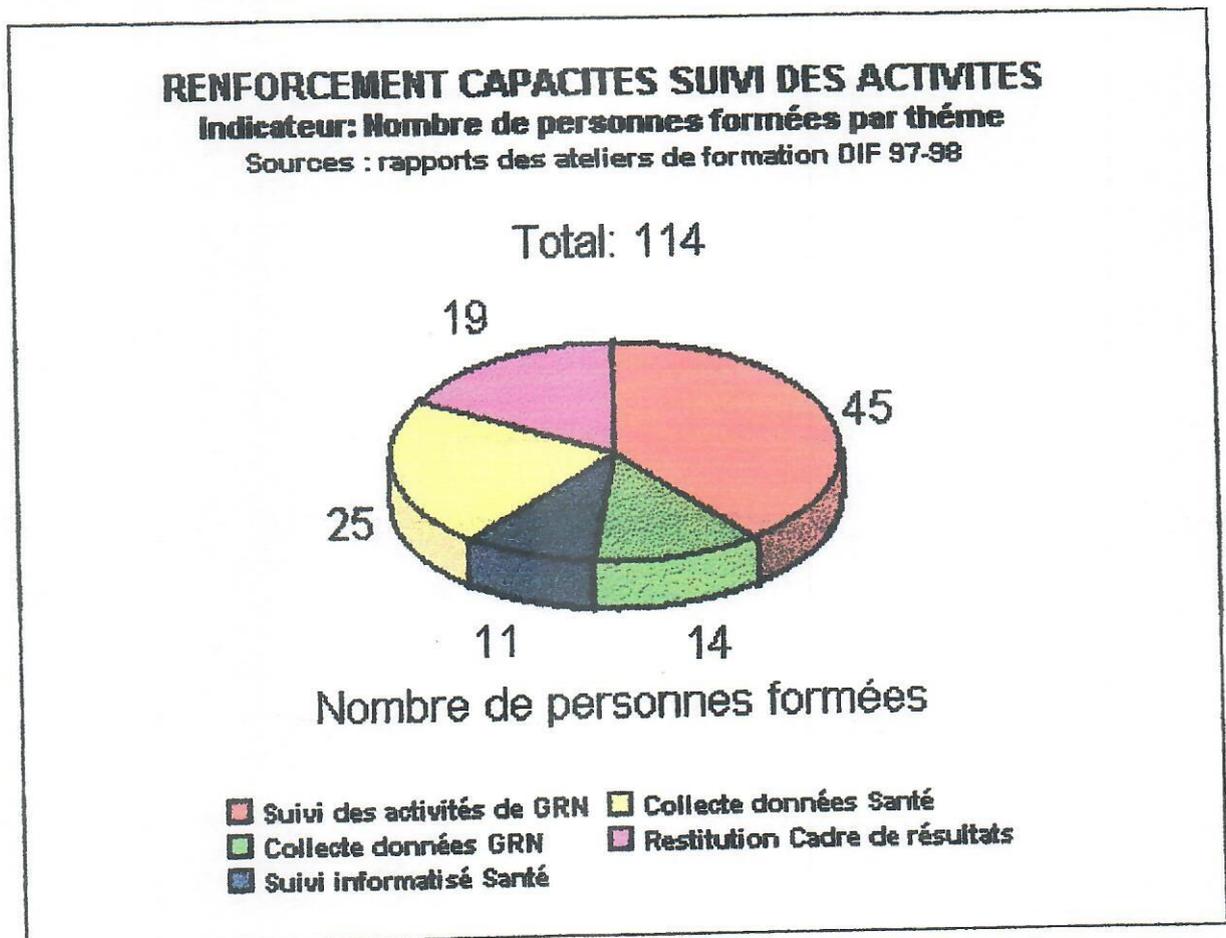
III.4. ANALYSE DES PERFORMANCES DE DIF EN TERME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ONGs SUBVENTIONNEES

Dans le plan d'action 97-98 le PAONG prévoyait l'organisation de 18 ateliers de formation afin de contribuer au renforcement des capacités des ONGs bénéficiaires de subvention.

Les capacités ciblées étaient relatives à :

III.4.1. SUIVI DES ACTIVITES MISES EN OEUVRE avec comme indicateur la disponibilité des données et informations permettant de rendre compte des performances des ONGs dans les deux OS de l'USAID et le nombre de personnes formées par thèmes.

Le graphe ci-dessous présente la ventilation du nombre de personnes formées par thème de formation relevant du suivi des activités.



COMMENTAIRES

A/ Impact des activités réalisées sur la collecte des données CAP GRN CAP Santé

Les différentes sessions de formation dans le domaine du suivi ont permis aux 20 ONGs (7 ONGs en Santé et 13 en GRN) de s'impliquer dans la collecte des données pour l'élaboration des rapports de contribution du PAONG aux Objectifs Stratégiques # 1 et 2.

Cette implication des ONGs dans la collecte des données a eu comme résultat pour les 7 ONGs de Santé une remise en question de certaines stratégies d'IEC. Cette remise en questions s'est faite à travers l'intégration dans les thèmes des activités qui permettaient à ces ONGs de mettre le focus sur leur contribution aux résultats intermédiaires de l'OS # 1.

Cependant le problème du niveau d'intervention des ONGs (échelle village) s'est posé dans l'appréciation des résultats obtenus par ces ONGs par rapports aux résultats de l'OS # 1 (échelle pays).

B/ Impact des activités sur le partenariat entre les activités financées par l'USAID (CBNRM, KAED, PVO), les ONGs, les structures décentralisées et les organisations de base

L'atelier sur le Suivi-Evaluation des Activités de GRN au-delà des préoccupations pédagogiques a constitué un cadre d'échanges entre d'une part les ONGs, les CERP et les représentants des bénéficiaires.

L'un des principaux résultats a été le travail en synergie entre ces trois groupes d'acteurs dans le cadre de la collecte des données pour le CAP GRN -97. D'autre part avec la participation du CBNRM et du KAED à cet atelier sur le Suivi-Evaluation, ces activités financées par l'USAID et impliquées dans la mise en oeuvre d'activités contribuant à l'atteinte des résultats de l'Objectif Stratégique # 2 ont pu travailler sur les indicateurs de renforcement de capacités des organisations de producteurs et des institutions locales.

Ce travail sur les indicateurs répondait à une difficulté rencontrée dans l'analyse des activités de formation fournies par le CBNRM, le KAED, et le PVO/NGO Support Project à leurs cibles exécutant des activités de GRN.

Ce travail de concertation a permis de produire un document de contribution à l'analyse des indicateurs de l'activité formation aux différents niveaux. (cf Annexe : Analyse de l'activité de formation et récapitulation des indicateurs validées).

C/ Renforcement des capacités de transfert de compétences des Ongs aux populations bénéficiaire avec comme indicateurs le nombre de sessions organisées, le nombre de producteurs formés ; et le nombre de relais I.E.C formés.

A/ Renforcement des capacités de gestion des volets Alphabétisation : Rapport Phase II du Literacy Improvement (L.I.P.)

L'année 97-98 a été marquée au niveau de l'exécution du LIP par trois types d'activités que sont :

- i. La formation des formateurs au niveau ONGs sur les modules 2, 3, et 4 par TOSTAN.
- ii. La formation des facilitateurs au niveau des organisations de base par les formateurs des ONGs
- iii. La formation des populations bénéficiaires au niveau des villages par les facilitateurs.

Le contenu de cette partie du rapport sera articulé autour de ces trois types d'activités qui sont illustratives de la nouvelle approche mise en oeuvre par le Projet d'Appui aux ONGs depuis Janvier 96 pour palier la faiblesse des ressources humaines des ONGs dans le domaine de la gestion du volet alphabétisation.

Les leçons tirées de 18 mois de mise en oeuvre de ce programme constituent le "Success Story" du PAONG en terme de renforcement des capacités des ONGs et son influence sur la durabilité des activités d'alphabétisation au niveau des groupes de base.

A.1. Formation des formateurs sur les modules 2, 3, et 4

13 formateurs provenant de 12 ONG ont bénéficié d'une formation sur les techniques d'animation et d'andragogie du 1er Août au 30 Septembre 97. Cette formation s'est déroulée en 9 sessions soient 3 sessions pour les modules 2 - 3 - 4 dans chacune des trois langues.

A.2. Formation des Facilitateurs des groupes de base sur les modules 2, 3, et 4

L'organisation de ces sessions de formation a été le cadre d'un premier transfert de compétence entre le PAONG et les ONG par rapport à la gestion du programme de formation en alphabétisation.

En effet, durant la première phase du programme de Janvier 96 à Juin 97 le PAONG en collaboration avec TOSTAN à assurer l'organisation et la gestion de l'ensemble des activités de formation ; mais au cours de cette phase le concept d'"ONGs leaders " a été introduit pour permettre à 3 ONGs d'assurer ces fonctions de gestion et d'organisation du programme.

Cette gestion des fonds et surtout l'organisation logistique des ateliers de formation sur les modules 2, 3, et 4 constitue un indicateur de l'impact à court terme que l'introduction du LIP a eu sur les capacités de gestion du programme de formation par les ONGs.

✍ Formation des facilitateurs en Wolof

Ces 3 sessions de formations ont été dirigées par l'ONG NCNW comme ONG Leader. L'encadrement pédagogique a été assuré par 8 formateurs provenant des ONGs : ASREAD, RODALE, ARLS, ASPAB, SAHEL 3000, et NCNW ; et 44 facilitateurs ont été formés.

✍ Formation des facilitateurs en Sérère

La Formation des Facilitateurs en Sérère s'est déroulée en 3 sessions ; qui ont été encadrées par 3 formateurs provenant des ONG AHDIS, AJED, et du Groupement de N'Dianda.

30 facilitateurs provenant des groupes de base ont été formés au cours des 3 sessions qui se sont déroulées à Bambey sous la direction de l'ONG AHDIS qui a joué le rôle d'ONG Leader.

✍ Formation des facilitateurs en Pular

La formation des facilitateurs en Pular s'est déroulée en 3 sessions à Kounkané au profit de 33 participants sous l'encadrement de 3 formateurs provenant des ONGs FAFD, ASREAD, et FORM'ACTION qui a joué le rôle d'ONG Leader.

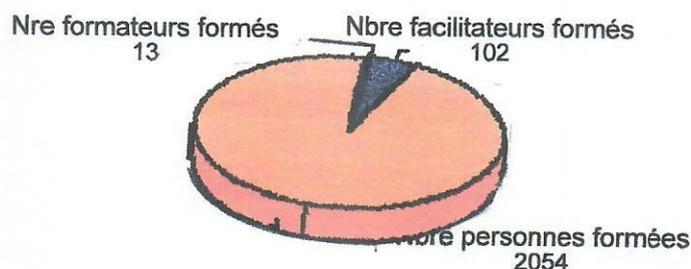
✍ Synthèse des statistiques du LIP

Le graphe ci-dessous présente une synthèse des différentes statistiques du programme et d'apprécier visuellement la démultiplication des acquis de la formation en alphabétisation entre les acteurs des différents niveaux.

RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FORMATEURS EN ALPHABETISATION

INDICATEURS: NOMBRE DE PERSONNES FORMEES AUX DIFFERENTS NIVEAUX DE FORMATION

SOURCE: RAPPORT TRIMESTRIEL LIP/TOSTAN



B/ Renforcement des capacités de formation des relais

Ce résultat est spécifique aux ONGs qui sont en train d'exécuter des projets de santé. Dans ce sens 6 sessions de formation des formateurs ont été organisées sur les thèmes de l'IEC SMI-PF et IEC MST-SIDA. 15 personnes ont été formées pour les ONGs AFRICARE, ASBEF KAOLACK, ACDEV, ARLS, FORM'ACTION, et NCNW.

Parmi ces 7 ONG, 5 ont pu organiser des sessions de formation pour le recyclage de leurs relais, ce qui constitue un premier niveau d'impact.

III.5. PRESENTATION DES RESULTATS DU DEPARTEMENT ADMINISTRATION ET FINANCE

III.5.1. RESULTATS CUMULES

A/ Au plan financier

Démarré en 1991, "le PVO/NGO Support Project" est à un an de sa fin et a ainsi déroulé 7 exercices budgétaires au 30 Juin 1998. Les dépenses cumulés depuis le démarrage du Programme sont de \$17,100,049 US soit 86% de l'enveloppe contractuelle mise par l'USAID à la disposition de NTF. Une analyse rétrospective des dépenses annuelles permet de constater que le démarrage a été timide voire laborieux jusqu'en 1994 date de la reformulation qui était entre autres motivée par l'important reliquat de fonds ("Pipeline") traduisant ainsi la lenteur de la mise en oeuvre (technique et financière) de cet ambitieux Programme.

Le diagramme ci-dessous visualise bien la relance opérée dans la mobilisation des ressources après l'exercice de la reformulation fait en partenariat avec l'USAID, le Gouvernement du Sénégal et les Représentant de la communauté des ONG. Au 30 Juin 1998, un redressement spectaculaire est observé et au terme de ce Programme, il est anticipé un excellent taux d'exécution budgétaire et technique.

Le montant financier cumulé mis à la disposition des 40 ONG subventionnées se chiffre à \$9,793,800 US soit 57% des dépenses totales cumulées à date.

La comparaison des dépenses par année (diagramme) indique que les résultats financiers de l'exercice sous revue (Année 7) sont comparables à ceux de l'année 5 et que le record est battu par l'année dernière (96/97) qui a vu culminer les dépenses annuelles après le redressement noté en 94/95.

Dépenses annuelles cumulées

Année	An 1-3	4	5	6	7
Cumul en \$US	3,411,598	5,245,447	8,892,498	13,646,914	17,100,049

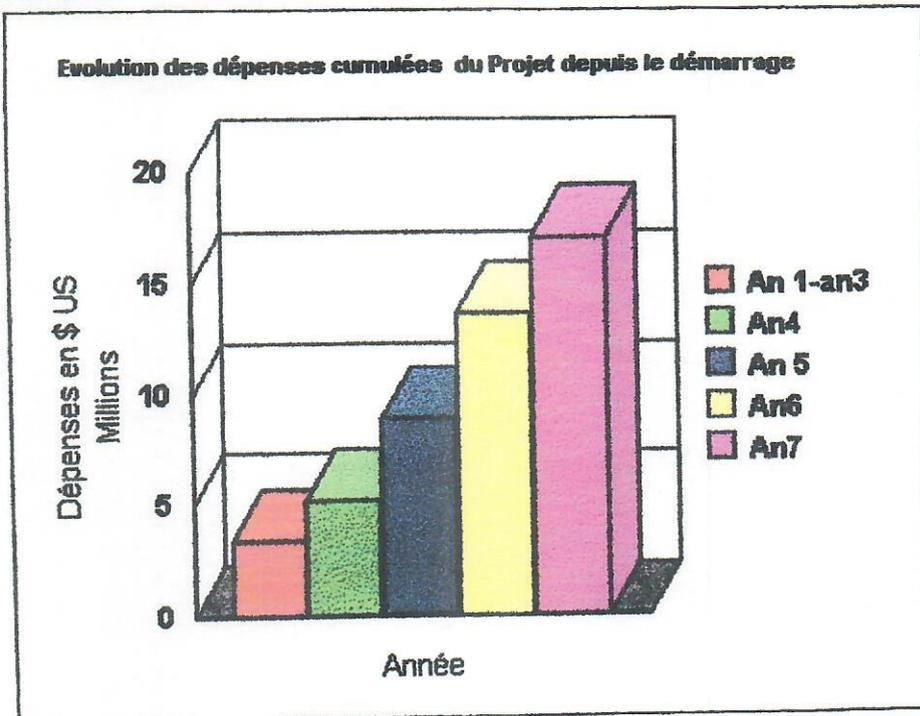
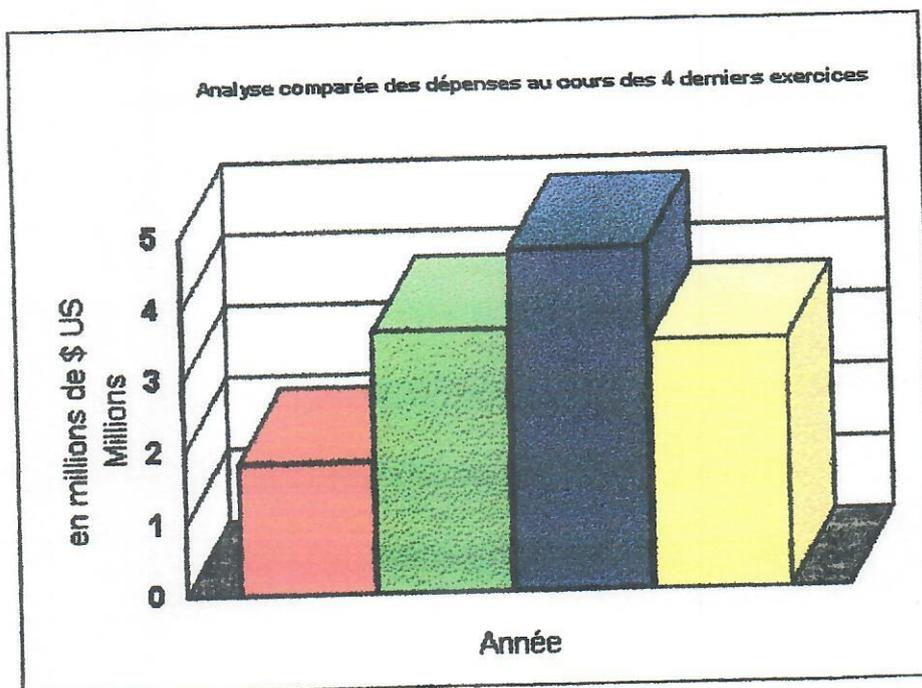


Tableau analyse comparée des dépenses annuelles au cours des 4 derniers exercices

Année	An 4	An 5	An 6	An 7
Dépenses	1,833,848	3,647,051	4,754,416	3,453,135



B/ Au plan administratif

Au plan administratif, la mesure du niveau d'effort déployé par les ressources humaines par rapport aux engagements contractuels constitue un des paramètres d'appréciation de la performance du contractant de l'USAID en l'occurrence NTF.

Le tableau ci-dessous renseigne sur la mobilisation effective des ressources humaines durant la vie du "PVO/NGO". Ce tableau montre bien l'accroissement du niveau d'effort annuel qu'il a fallu consentir à partir de l'exercice N° 6 (96/97) pour atteindre les résultats. En pratique, il a fallu renforcer les ressources internes en recrutant des experts et en recourant plus à la consultation locale.

Le niveau d'effort cumulé mobilisé au 30 Juin 1998 est de 714,24 Hommes/Mois soit 81% de la dotation contractuelle qui est de 879,8 hommes/mois.

L'évolution du personnel du PAONG du démarrage à nos jours est retracé dans le tableau suivant qui présente la situation globale, par département et selon l'expertise Technicien/Personnel de Soutien).

	An 1 91-92	An 2 92-93	An 3 93-94	An 4 94-95	An 5 95-96	An 6 96-97	An 7 97-98	An 8 98-99
Nbre total de personnes	14	20	22	21	27	27	29	29
Personnel technique	6	9	10	9	12	12	12	12
Personnel de soutien	8	11	12	12	15	15	17	17
Personnel par Département								
✍ DIR	2	2	2	2	3	3	3	3
✍ DAF	9	12	13	13	16	16	17	17
✍ GS	2	4	4	4	5	5	6	6
✍ DIF	1	2	3	2	3	3	3	3

On remarque à la lecture de ce tableau que :

- ✍ Le nombre total de personnes recrutées à plein temps à plus que doublé (de 14 à 29).
- ✍ Le nombre total du personnel technique s'est considérablement apprécié en passant de 6 à 12 experts du démarrage du projet à nos jours.
- ✍ Les départements techniques (GS et DIF) ont chacun triplé son effectif de départ pour pouvoir faire face à la croissance exponentielle des besoins en expertise.

Cette évolution (plus de ressources humaines et plus d'experts) à la hausse des besoins en ressources humaines permanentes est consécutive au volume de travail effectif que requiert le suivi des subventions et des réseaux et au déroulement du Programme de renforcement des capacités des organisations.

III.5.2. RESULTATS DE L'EXERCICE

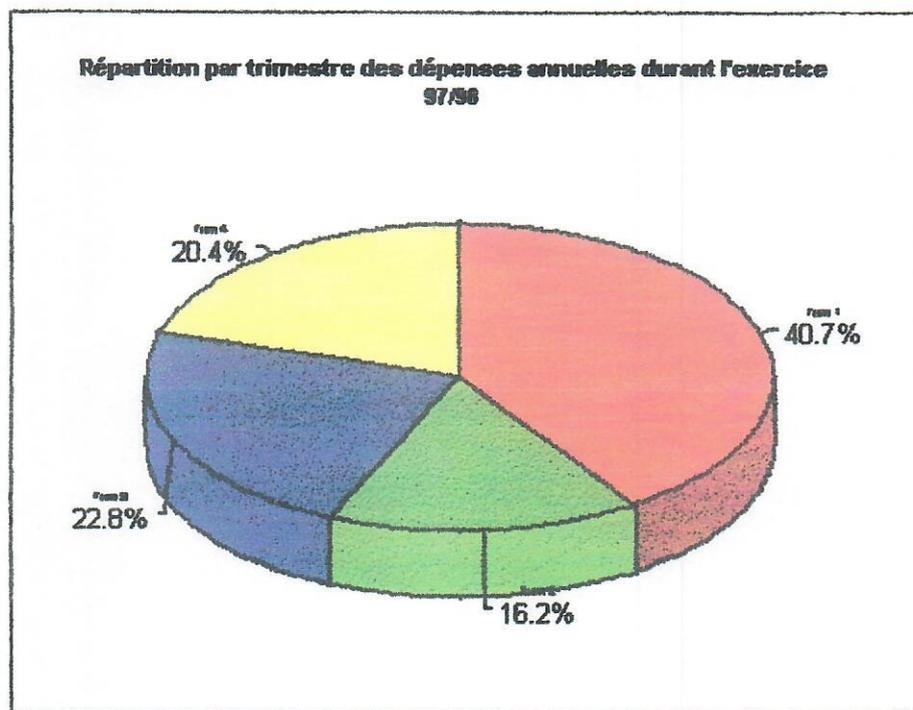
A/ Au plan financier

Avec des dépenses annuelles de \$3.453.135 l'année fiscale N° 7 (Juillet 97/ Juin 98) se place au 3ème rang en terme de mobilisation des ressources financières pour la conduite des programmes techniques. En effet, seuls les deux exercices précédents (95/96 et 96/97) ont enregistrés des débours plus importants.

La contribution relative de chaque trimestre est illustrée dans le graphique ci-dessous :

Tableau de la répartition par trimestre des dépenses de l'Année 7

Trimestre	1	2	3	4
Dépenses	1,405,024	558,003	786,285	703,823



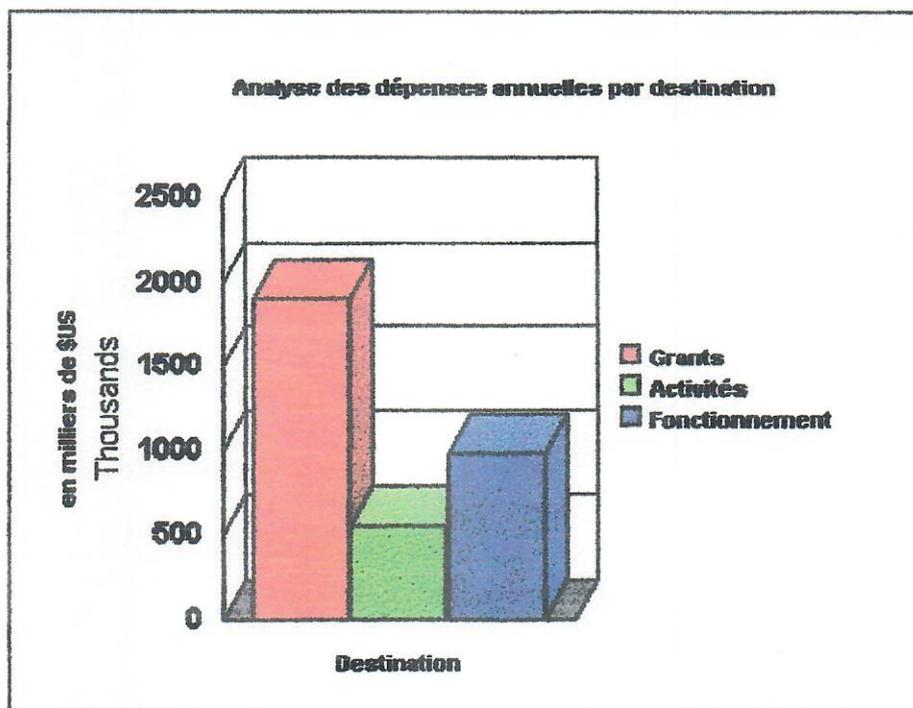
Seul le premier trimestre se détache nettement des autres qui ont des scores plus ou moins comparables ; le fort taux de décaissement du premier trimestre est dû principalement à l'importance des sommes mises à la disposition des ONG. Il faut également rappeler que plusieurs ONG (ACA, ATI, ASREAD, SAHEL 3000, CWS/ADECOR, FORMACTION N°1) étaient en phase terminale à partir du second trimestre.

L'analyse des dépenses annuelles selon la destination (Activité/ Fonctionnement/ Grants) donne les résultats suivants :

- ☞ **Grants** : Il s'agit en fait de débours directement imputables aux accords de subventions signés avec les ONG. Ces fonds sont prélevés sur les lignes budgétaires "Grant", "Audit/Evaluation" et "Grants Exonération Administration". Ces trois lignes ont totalisé au cours de l'exercice 97/98 des décaissements de **\$1,905,279** dont 90 % transférés directement dans les comptes ouverts par les ONG pour assurer la gestion exclusive des fonds de la subvention.
- ☞ **Activité** : Cette rubrique concerne toutes les charges supportées par les départements techniques qu'il s'agisse de la gestion des subventions ou du renforcement des capacités des organisations (ONG et bénéficiaires). Les dépenses engagées pour soutenir directement les activités techniques se sont chiffrées à **\$563,328**.
- ☞ **Fonctionnement** : Il s'agit en réalité de tous les autres coûts qui se rattachent en fait au fonctionnement du PAONG et de NTF. Ces coûts s'établissent pour la période de Juillet 97 à Juin 98 à **\$984,528**.

Analyse des dépenses annuelles par destination

	Grants	Activités	Fonctionnement	Total
Montant en \$US	1,905,279	563,328	984,528	3,453,135



L'analyse fine de ces agrégats montre que :

- ↪ Les fonds alloués aux ONG (Grants) bien qu'en nette baisse en valeur absolue (\$2.842.268 l'année dernière contre \$1.905.279 cette année) demeurent prépondérants avec 55% des décaissements globaux.
- ↪ Le coût du "Fonctionnement" a baissé par rapport à l'exercice passé : les dépenses imputables à ce poste sont passées de \$1,125,805 en 96/97 à \$984,528 cette année, soit une baisse de \$141,277. Cette compression des coûts de fonctionnement traduit une meilleure efficacité de l'intervention du PAONG.
- ↪ Le poste "Activité" se maintient en termes de dépenses engagées : 563.328 cette année contre 563.367 l'année dernière, en dépit de la baisse significative des enveloppes financières allouées aux ONG.
- ↪ Cette constance du coût de l'Activité mérite d'autant plus une clarification que les subventions mises à la disposition des ONG ont baissé par rapport à l'année passée, comme le confirme le ratio "ACTIVITE/GRANT" qui a enregistré une augmentation significative en passant de 0,18 à 0,30 entre 96/97 et 97/98. Cet accroissement **"du coût unitaire de l'encadrement technique pour 1 franc de subvention donnée"** résulte de l'option retenue par PAONG de réorienter son intervention par un suivi plus rapproché et par une politique plus hardie de renforcement des organisations (ONG et bénéficiaires). Cette nouvelle approche a engendré des charges financières additionnelles ; mais elle explique dans une large mesure les résultats intéressants enregistrés au cours de la période sous revue.
- ↪ La répartition du coût de l'encadrement technique par département montre que 35% des dépenses sont à imputer aux activités techniques liées à la gestion des sous projets (GS) tandis que 56% des dépenses sont liées au renforcement des capacités institutionnelles des ONG et des Bénéficiaires (DIF). Le reliquat, soit 9% correspond aux activités non initiées par les départements techniques et qui relèvent de la responsabilité de la Direction (Consultants locaux). Une appréciation dynamique de ces agrégats révèle que GS maintient son coût d'intervention et que le DIF a accru de 30% le coût de son intervention entre les années 6 et 7.

↗ Le tableau des dépenses annuelles selon les rubriques budgétaires indique d'une part que le taux moyen d'exécution est de 84% et d'autre part qu'aucun schedule n'accuse un dépassement supérieur à 15%. Une analyse plus détaillée indique que deux schedules ont enregistré un léger dépassement ; il s'agit des schedules n°2 (Field Staff Salaries and Fringes avec un dépassement de 9.2%) et n° 7 (Equipements) avec un dépassement de 14.63%). Dans le premier cas, il s'agit d'une sous budgétisation et dans le second le PAONG a acheté de nouveaux ordinateurs aux 02 chefs des départements techniques pour leur permettre d'être en mesure d'exploiter de manière optimale le réseau informatique mis en place. On note également la faible mobilisation des budgets "Allowances" et "Travel and Transportation" consécutive au report pour l'année 8 des missions d'appui que le personnel du siège (President/Coordinator et Program Officer) devaient effectuer au cours de l'exercice. Il faut noter également le bon taux de mobilisation du budget des activités techniques. Ce taux qui est 88% est supérieur aussi bien à la moyenne de l'année qu'aux résultats de l'exercice précédent . De même il y a une confirmation de la tendance au meilleur respect par les ONG de leurs prévisions budgétaires (taux d'exécution est de 79 %) grâce notamment à une plus grande maîtrise de la planification et de l'exécution des programmes.

B/ Au plan Administratif

Au cours de l'année 97/98 le niveau d'effort mobilisé se chiffre à 181 Hommes/mois dont 83% proviennent de la contribution des professionnels locaux opérant à Dakar. Cet exercice est également marqué par une implication accrue des consultants court terme locaux qui ont contribué pour 13,86 H/M soit 8% du score annuel (contre 5% l'année fiscale 6). Au regard du résultat de cette année on peut anticiper pour la fin du programme dans un an une consommation totale du niveau d'effort contractuel.

- L'année sous revue est caractérisée également par la sénégalisation du poste de Chef d'Equipe ; en effet Mme Awa Paye Guèye est en charge depuis le début de cette année fiscale.
- Plusieurs contrats avec des sous projets ont été arrêtés et dans la plupart des cas à l'échéance normale des accords de subventions.
- Des progrès ont été notés dans le processus de clôture des dossiers arrêtés avant leur terme normal (RADI, PADEC, ABACED). Après des échanges soutenus d'une part avec les ONG concernées et d'autre part avec l'USAID et nos Conseils (Avocats, bureaux d'étude etc...), des avancées significatives ont été effectuées. La finalisation est imminente pour RADI et PADEC. Pour ABACED une plus grande implication de nos conseils juridiques a été retenue.

- Au terme des clôtures des sous projets le PAONG a, en application du mandat qu'il tient de l'USAID et du Gouvernement du Sénégal, procédé au cours de l'exercice à l'affectation définitive des équipements et du matériel divers aux ONG et aux bénéficiaires pour une valeur d'acquisition totale de **FCFA 251.485.334** dont 138 millions sont allés directement aux populations. Ce capital productif laissé à la jouissance des acteurs du développement à la base s'inscrit dans la vision et la volonté de pérennisation des actions initiées au cours de l'intervention du "PVO/NGO Support Project".

III.6. CONTRIBUTIONS DU PROJET D'APPUI AUX ONG AUX OBJECTIFS STRATEGIQUES DE L'USAID

III.6.1. OBJECTIF STRATEGIQUE # 1: MAITRISE TAILLE DE LA FAMILLE

Voir l'Annexe 1 : Résultats de l'Enquête CAP Santé 1998.

III.6.2. OBJECTIF STRATEGIQUE # 2: PRODUCTIVITE AGRICOLE PAR UNE MEILLEURE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES DANS LES ZONES A PLUVIOMETRIE FIABLE

Analyse de la performance contribuant à l'Objectif Stratégique # 2 au niveau institutionnel

La mise oeuvre des activités du plan d'actions du département DIF a permis au PAONG de contribuer au Résultat Intermédiaire B.2.1. "Capacité institutionnelle des organisations renforcées".

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des réalisations du PAONG par rapport à la partie des formations autres que celles en technique de GRN au niveau des ONG et des Organisations de Producteurs.

OS # 2 "Productivité Agricole par une meilleure GRN dans les zones à pluviométrie fiable.			
Nom Résultat : RI. B.2.1. "CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ORGANISATIONS RENFORCEES"			
Indicateur : nombre de sessions de formations en direction des agriculteurs et du personnel des institutions locales.			
UNITES DE MESURE	JUILLET 97 - JUIN 98		SOURCES
	PREVUE	REALISEE	
Nbre de sessions de formations organisées hors alphabétisation niveau populations.	30	29	Rapport des ateliers de formation. (Cf. annexe).
Nbre d'organisations formées :			
• ONG		13	
• CERP et autres institutions partenaires		21	
• Organisations de producteurs agricoles		9	
Nbre de sessions de formations organisées en alphabétisation	53	74 x 3 = 222 ¹	Rapport trimestriel du LIP/TOSTAN Mai 98
Nbre d'organisations de producteurs formées en alphabétisation		74	

¹ La formation en alphabétisation mise en oeuvre par TOSTAN dans le cadre du LIP est une approche d'éducation non formelle basée sur une formation modulaire. Chaque module correspond à une session de formation. Au cours de la période du présent rapport, trois modules ont été administrés (module 2 : résolution de problèmes ; module 3 : gestion du matériel et des ressources financières ; module 4 : leadership).

IV /

SUCCESS STORIES

IV.1. ACAPES : “Projet de Renforcement et de Développement Organisationnel des Structures Associatives de Base (PREDOS)”

Pour le renforcement des capacités des groupements partenaires de ACAPES, l'ONG a revu ses activités pour les rendre plus pertinentes. C'est ainsi que des visites d'échanges inter-régions ont été organisées (Kafountine, Tambacounda).

Ces rencontres ont permis de :

- ☺ Partager les contraintes liés à l'exécution des programmes de crédit ;
- ☺ Identifier les opportunités et potentialités d'échanges dans chaque zone ;
- ☺ Prendre conscience de l'aptitude des femmes à contribuer au développement local ;
- ☺ Organiser le circuit des approvisionnements et des ventes entre les différents groupements.

Un point spécifique de ces rencontres a été l'organisation d'une foire des produits locaux qui a vu l'exposition des produits fabriqués par les membres des différents groupements. Lors du forum de Kafountine, un stand spécial a été mis en place pour fournir des informations sur les marchés hebdomadaires, les calendriers de production et les spécialisations de chaque zone.

Certains groupements de la région de Dakar se sont organisés pour s'approvisionner collectivement sans avoir à effectuer un déplacement vers le sud.

IV.2. ARLS : “Programme Intégré d'Appui des Communautés de Base pour la Lutte contre le VIH/SIDA”

L'Association Rurale de Lutte contre le SIDA est spécialisée dans ce domaine qui est très sensible dans un contexte rural et un environnement fortement islamisé.

- ☺ Cependant l'ONG a développé une stratégie de proximité qui implique tous les acteurs et responsables locaux. Ainsi, joignant l'utile à l'agréable les comités villageois de santé prodiguent sous forme de poésies (“talifs” et “tassous”) des conseils sur le comportement à avoir pour prévenir les maladies sexuellement transmissibles.

IV.3. ASBEF : “Projet d'Extension des Services de Santé dans le Département de Kaolack” PRESSKA”

C'est un projet de santé renforcé par un volet crédit. Les activités tournent autour de 6 cases de santé construites dans 6 villages différents.

La fréquentation de ces cases a été améliorée par l'intervention bimestrielle d'une équipe mobile comprenant une sage-femme et une aide infirmière. Cette équipe est chargée du suivi des consultations prénatales et de la planification familiale.

- ☺ Le volet IEC exécuté par les relais recrutés et formés dans le cadre du projet, contribue fortement à la prise de conscience des populations sur les questions de santé relatives à la SMI (prise en charge de la diarrhée, la vaccination des enfants et des femmes en état de grossesse) et à la planification familiale. En milieu urbain, le taux de fréquentation de la clinique de ASBEF a été relevé grâce aux références faites par les relais.
- ☺ Le fonds de roulement d'un montant de 11.740.625F CFA mis en place pour servir de stimulant aux bénéficiaires a été remboursé à 100%.

IV.4. AHDIS : "Projet d'Appui aux Groupements Féminins de Diourbel" (PAGFD)

Ce projet prévu pour une durée de 3 ans comprend un volet GRN et un volet crédit. Le volet GRN englobe plusieurs activités dont les résultats sont satisfaisants, notamment la régénération assistée des jeunes pousses de cadd, la construction des foyers améliorés et le compostage.

Cependant, le reboisement avait enregistré des résultats très faibles. Pour corriger cette situation, l'ONG et les populations ont pris l'initiative de changer les sites à reboiser pour les rapprocher du village. Ceci a permis d'avoir des zones bien reboisées et entretenues par les femmes qui arrosent avec des fûts et des charrettes acquis dans le cadre de la subvention.

- ☺ Ainsi, 20.000 plants ont été reboisés dans les 19 zones identifiées dont 16.801 plants réussis (soit 84%).

IV.5. FAFD : "Programme FAFD/Unions : Crédit-Epargne et Petites Unités Economiques"

L'ONG FAFD, jugée faible quant aux activités de suivi, de contrôle et de dynamisation des associations villageoises de développement, enregistre des taux de remboursement du crédit de 100%.

- ☺ Les bénéficiaires reconstituent le fonds à mi-cycle (5ème mois) et distribuent l'épargne à d'autres femmes pour le reste du cycle ; ce qui permet de rémunérer l'épargne.
- ☺ Ceci démontre l'intérêt et la mobilisation des femmes autour de cette activité malgré les insuffisances dans l'encadrement fourni par l'ONG.

IV.6. ASREAD

L'ONG Association Sénégalaise de Recherches, d'Etudes et d'Appui au Développement (ASREAD) a bénéficié d'une subvention de 204.253.571F CFA (US\$408,507) pour exécuter le "Projet d'Appui aux Groupements de Promotion Féminine de Keur Momar Sarr" sur une durée de trois ans.

Après une année d'exécution, les résultats étaient tellement faibles, qu'à un moment donné, le Projet d'Appui avait envisagé de clôturer prématurément le projet pour insuffisance de résultats.

Compte tenu de la motivation des bénéficiaires et des difficultés liées à des problèmes techniques qui relèvent du sous-dimensionnement des réseaux d'irrigation, le Projet d'Appui aux ONG a pris un certain nombre de mesures pour aider l'ONG à redresser la situation.

C'est ainsi que le Projet d'Appui aux ONG a entrepris les actions suivantes :

- ✓ La réhabilitation des réseaux d'irrigation à la suite d'un diagnostic technique fait par le Bureau d'Etudes Hydro-Consult International (Mars 1997) ;
- ✓ La réalisation de deux diagnostics institutionnels participatifs par le Projet d'Appui aux ONG (Octobre 1996) et Psychofort Consulting (Avril 1997) ;
- ✓ Des visites de suivi rapprochées ;
- ✓ Les visites spéciales de la direction du Projet d'Appui aux ONG pour apprécier l'impact de la mise en oeuvre des recommandations et les progrès réalisés.

La mise en oeuvre de ces mesures a permis de faire évoluer la situation et de réduire les écarts précédemment constatés. Ainsi, les résultats obtenus justifient :

- ☺ La visite du Premier Ministre qui s'est rendu sur le périmètre de Ganket Guent choisi par la Mission des Vallées Fossiles du Ministère de l'Hydraulique comme site pilote.
- ☺ La présentation d'un documentaire sur le projet à la Radio Télévision du Sénégal.

En Janvier 1998, Madame Anne Williams s'était rendue sur les périmètres arboricoles et maraîchers du projet. Après avoir fait le tour des périmètres et visité la digue réalisée par la Mission des Vallées Fossiles, Madame Williams a écouté attentivement les explications des bénéficiaires sur l'organisation et le fonctionnement des groupements, le mode de gestion et d'entretien des périmètres. C'est au cours de cette cérémonie qu'une vieille femme, membre du groupement de Ganket Guent est intervenue en ces termes :

- ☺ *"Madame Anne Williams nous avait dit il y a trois ans que c'est l'union qui fait la force et nous en avons fait notre devise. C'est ce qui explique aujourd'hui les résultats spectaculaires auxquels nous sommes parvenues. Nous vous remercions de votre précieux message."*

IV.7. FORM'ACTION 2 : "Programme de Développement Intégré de la Communauté Rurale de Kounkané" (PRODICORKO)

Après 9 mois d'exécution, toutes les activités prévues avaient démarré. Ceci a été facilité par une détermination des populations qui se sont attelées à tous les niveaux pour réussir le projet. En effet, la responsabilisation des membres de l'association bénéficiaire du projet dès le début du processus a constitué une stratégie pertinente de formation/accompagnement pour garantir une appropriation et un transfert effectif des compétences avant la fin du projet.

S'ajoute à cela, la mise en place d'un comité de suivi présidé par le Préfet de Vélingara et impliquant tous les acteurs spécialisés qui a été une source de motivation pour tout un chacun pour se donner au projet.

Ce projet a été visité par plusieurs personnalités parmi lesquelles on peut citer les visites spéciales effectuées à Kounkané respectivement en Novembre 1997 par Madame Williams et en Décembre 1997 par Son Excellence Monsieur Dan Smith, Ambassadeur des USA et son épouse Judith. Ces visites ont été marquées par d'intenses moments de communion avec les populations des différents villages de la communauté rurale :

- ☺ De l'avis de Mme Williams, *"la forte mobilisation des bénéficiaires de l'ADECK, constitue la clé de la réussite du PRODICORKO"* ; dans son entretien avec les populations, elle s'est dite impressionnée par la motivation des femmes, et l'implication des responsables administratifs et des notables du département de Vélingara.
- ☺ L'épouse de l'Ambassadeur, marraine du PRODICORKO a promis aux bénéficiaires du projet de revenir sur le site du projet. Elle a à la fin de sa mission remis à la représentante des femmes des cadeaux destinés aux enfants du village de Koulinto. A Saré Madia, la marraine a déposé un montant de 15.000 Frs auprès du comité de gestion de la case de santé pour la prise en charge des soins médicaux des malades les plus démunis.

IV.8. ACDEV : “Projet Intégré pour l’Amélioration de la Situation socio-économique et Sanitaire de la Femme”

Le niveau d'acquisition des connaissances des auxiliaires du projet est très satisfaisant. Cela a pu être vérifié au cours d'une manifestation populaire à laquelle le Projet d'Appui était invité.

- ☺ Tous les thèmes d'IEC appris par les auxiliaires pendant leur formation ont été passés en revue autour d'un sketch où les messages étaient transmis avec art. Mieux, à un premier niveau, l'impact de l'IEC a pu être apprécié avec un autre sketch organisé par les populations elles-mêmes et prouvant leur intériorisation des thèmes développés suite à la démultiplication de la formation en IEC.

IV.9. AJED :

Le village de Godel est de ceux qui bénéficient de l'assistance de l'AJED et du PAONG dans le cadre du “*Projet de Développement Intégré de la Communauté Rurale de Diarère*”.

A quelques mois de la fin de la subvention, le projet est en passe de réussir les paris aussi bien des actions de GRN, de crédit et de l'alphabétisation;

- ☺ Le périmètre de reboisement affiche un taux de survie satisfaisant (88%). Le crédit octroyé aux bénéficiaires résorbe progressivement l'exode rural. Le succès de l'alphabétisation (faibles taux d'abandon et d'absentéisme) réside probablement en ce que le Chef de village lui-même est l'auditeur le plus assidu aux séances de formation : un magnifique exemple d'engagement.

IV.10. Le “LIP” (Literacy Improvement Program): une démarche interactive de renforcement institutionnel des ONG

Le volet alphabétisation dans les activités financées par le Projet d'Appui a été retenu comme moyen de renforcement des capacités des communautés de base à gérer les actions de développement entreprises au niveau de leurs localités.

Ce renforcement de capacité doit se traduire au niveau des bénéficiaires de l'activité par une maîtrise de la lecture, de l'écriture, des méthodes de calcul et d'une plus grande ouverture sur les réalités de leur environnement.

C'est cette perspective qui a conduit le PAONG à restructurer le volet alphabétisation et à ouvrir avec TOSTAN l'important programme de formation qui se déroule depuis Août 1997.

L'exécution du programme repose sur un dispositif institutionnel interactif qui a mis en relation différents partenaires engagés dans la réalisation des objectifs du LIP.

IV.10.1. Fonctionnement dispositif institutionnel

Le dispositif institutionnel fonctionne avec des flux relationnels à caractère technique et financier entre les différents partenaires. Les résultats enregistrés avec ce dispositif institutionnel sont ventilés dans le tableau ci-dessous.

PARTENAIRES	NIVEAU D'INTERVENTION	RESULTATS
PAONG	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance financière 	<ul style="list-style-type: none"> • Assistance financière
TOSTAN	<ul style="list-style-type: none"> • Exécute le LIP • Assure les Formations des Formateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 13 formateurs formés dans les langues nationales (sérére, wolof, pular).
ONG SUBVENTIONNEES	<ul style="list-style-type: none"> • Assure la gestion des centres • Assure la Formation des Facilitateurs 	<ul style="list-style-type: none"> • 92 facilitateurs formés dans les langues nationales (sérére, wolof, pular).
Centres de formation des bénéficiaires des sous-projets.	<ul style="list-style-type: none"> • Assure la formation des bénéficiaires 	<ul style="list-style-type: none"> • 2054 bénéficiaires hommes et femmes, producteurs alphabétisés pour la gestion des activités des sous projets.

IV.10.2. Les acquis observés et capitalisés

Le dispositif institutionnel du LIP capitalise un certain nombre d'acquis, outre les résultats quantitatifs observés dans le tableau ci-dessus :

☺ Au niveau des ONG :

La dépendance des ONG vis-à-vis des personnes ressources externes dans la gestion des activités d'alphabétisation, notamment de personnes-ressources travaillant avec des approches multiples et variées s'est estompée avec l'avènement du LIP.

Les ONG ont organisé et géré l'activité avec un système qui aide à l'harmoniser à la fois au plan technique et au plan pédagogique. Ensuite, elles ont restauré la crédibilité du volet alphabétisation, en l'érigeant comme outil de gestion des activités des sous-projets et comme moyen d'éveil et de prise de conscience, d'organisation sociale et de changement de comportement.

Avec le LIP, un acquis est observé au niveau des ONG : c'est la disponibilité d'une ressource humaine permanente, dotée des capacités techniques et des compétences pédagogiques pour assurer la gestion des activités d'alphabétisation, à partir d'un plan d'action maîtrisé.

Un autre acquis également, c'est le recours à des facilitateurs originaires des zones d'intervention des ONG. Positionnés à l'échelon local, et vivant avec les bénéficiaires, les facilitateurs constituent un maillon important du dispositif institutionnel du LIP : ils contribuent à diversifier les ressources humaines des ONG avec un mandat précis, la formation des bénéficiaires.

☺ **Au niveau des bénéficiaires :**

L'organisation des activités de formation et leur gestion dans des centres implantés dans l'environnement des bénéficiaires constituent un résultat de très grande portée dans le LIP. Avec la création des comités de gestion associés et responsabilisés dans le fonctionnement des centres, un nouveau style de gestion sociale et de l'activité s'est développé dans la recherche des impacts pratiques (implication du village dans la gestion des centres, création et maintien d'un environnement lettré dans l'espace habité).

A tout cela viennent s'ajouter les résultats des formations sur les modules et leurs impacts immédiats :

- ✍ Acquisition de connaissances, de savoir et de savoir-faire, lecture, écriture, calcul,
- ✍ Structuration et mobilisation sociale autour de questions importantes comme la gestion du cadre de vie contre l'insalubrité (création de brigades d'hygiène),
- ✍ L'ouverture aux principes démocratiques régissant le leadership et la bonne gouvernance,
- ✍ Capacité à gérer les activités économiques (FDR et AGR) avec des mécanismes et des supports didactiques pertinents.

☺ **La dimension interactive du dispositif institutionnel :**

Le dispositif institutionnel a fonctionné durant une première période pendant laquelle TOSTAN et le Projet d'Appui ont exercé l'ensemble de ses prérogatives et obligations en matière de responsabilités dans l'exécution du LIP. TOSTAN a assuré l'organisation et la gestion des sessions de formation des formateurs et celles des facilitateurs sur le module 1. Avec le module 2, TOSTAN et le PAONG ont introduit une innovation dans le processus avec l'émergence d'"ONG LEADERS".

En effet, trois ONG ont été identifiées et proposées par les ONG comme "ONG LEADERS" dans la gestion administrative, technique et financière de l'activité. Ces ONG ont été désignées sur la base de l'expérience développée et des résultats acquis. Il s'agit de: AHDIS, NCNW et FORM'ACTION.

Trois groupes ont été formés par langue autour de chacune des trois ONG :

- Le groupe Sérère avec AHDIS à Bambey : 04 ; (AHDIS, RODALE, AJED, TOSTAN).
- Le groupe Wolof avec NCNW à Thiès : 10 ; (AHDIS, ARLS, ASPAB, Groupement de Ndianda, NCNW, SAHEL 3000, ASREAD, AJED, RODALE, TOSTAN).
- Le groupe Pular avec FORM'ACTION : 05 (FORM'ACTION, FAFD, RODALE, ASREAD, TOSTAN).

Cette expérience de responsabilisation des ONG dans la gestion administrative, technique et financière des séminaires de formation des facilitateurs dans le LIP entre dans le cadre du renforcement des capacités organisationnelles des ONG et surtout, dans la stratégie du PAONG en matière de transfert de compétences et l'exercice de responsabilités de ses partenaires dans les activités qui les engagent directement.

☺ Efforts des ONG pour la pérennisation des activités d'alphabétisation

Cet effort de pérennisation passe par la capacité des ONG bénéficiaires du LIP à pouvoir diversifier leurs ressources pour continuer à fournir des services en alphabétisation fonctionnelle à leurs clients. Ainsi, le PAONG à travers les interactions avec les 12 ONG les a encouragé à mettre en oeuvre les acquis de la formation en Funds Raising pour rechercher d'autres partenaires par la conception de requêtes de financement :

1. Quatre ONG ont soumis des requêtes de financement en éducation de base au Projet PAPA. Ce sont : FAFD, SAHEL 3000, AHDIS, FORM'ACTION.
2. Deux ONG ont soumis des requêtes de financement au Projet PAPF. Ce sont AHDIS, ASREAD.
3. Une ONG, AHDIS est en négociation avec le Projet PAPF/AGETIP pour le financement d'une requête.
4. L'ONG SAHEL 3000 négocie un financement avec une ONG canadienne.
5. L'ONG NCNW est en négociation avec WINROCK USA pour le financement d'une requête.
6. D'autres ONG négocient des requêtes en GRN ou en santé avec des volets alphabétisation très important sur 3 à 5 ans (NCNW, ASPAB).

ANNEXES

ANNEXE 2

***ANALYSE DES ACTIVITES DE
FORMATION ET RECAPITULATION
DES INDICATEURS VALIDES***

ANNEXE 2

Analyse de l'Activité de Formation et récapitulation des indicateurs validés

TYPES DE FORMATION	NIVEAUX D'ACTIVITES		
	Transfert de connaissances	Utilisation des connaissances	Impact de l'utilisation des connaissances
Formation technique en GRN (technologie)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'auxiliaires formés • Nombre de sessions de formations tenues • Nombre de producteurs formés, maîtrisant la technologie • Nombre de séance de démonstration • Nombre de parcelles de démonstration • Nombre de relais villageois formés • Nombre de Thèmes abordés dans les formations • Programmes de formation élaborés et exécutés à la fin du 1er trimestre/ 1ère année 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'adoption des techniques • Nombre de personnes appliquant les technologies 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'accroissement de la production • Taux d'accroissement du rendement • Taux de productivités agricoles
Formation en gestion des organisations (administration, fonctionnement)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes formées • Nombre de sessions de formation • Nombre de groupements formés • Nombre de thèmes; nombre de voyages d'études, visites d'échange • Nombre de membres de comités de gestion formés • Programme de formation élaborés et exécuté • Nombre de responsables formés • Nombre de gérants de pompes formés 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'application des formations • Suivi des registres • Tenue des registres • Nombre de rapports techniques • Nombre de (secteurs) créés et installés 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de comité de gestion fonctionnels • Changements observés dans les organisations bénéficiaires • Nombre de groupements affiliés à la fédération • Nombre d'Assemblée Générale dans l'année • Nombre de réunions du comité de gestion

TYPES DE FORMATION	NIVEAUX D'ACTIVITES		
	Transfert de connaissances	Utilisation des connaissances	Impact de l'utilisation des connaissances
Formation en gestion financière des activités	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'ateliers • Nombre de sessions tenues • Nombre de comptables formés/ gestionnaires • Nombre de membres de comité de gestion formés • Nombre de trésoriers formés 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de bénéficiaires, groupements appliquant les connaissances en gestion • Tenue des documents comptables • Nombre de personnes facilitant la gestion du crédit 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de comptes ouverts • Qualité des documents comptables • Suivi des documents
Alphabétisation fonctionnelle	Voir indicateurs proposés par TOSTAN		
formation en gestion administrative et planification (planification, suivi-évaluation)	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'ateliers de suivi évaluation tenus • Nombre d'enquêteurs d'agents de suivi évaluation formés 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de production élaboré • Supports de gestion élaborés • Nombre de suivi 	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rapports du comité de suivi

ANNEXE 3

SUIVI BUDGETAIRE

De Juillet 1997 à Juin 1998

SUIVI BUDGETAIRE DE JUILLET 97 A JUIN 1998

Schedule	Description	Budget révisé Juil/97 - Juin/98 (1)	Cumul Dépenses Juillet 1997 à Juin 1998 (2)	Reliquat budget de l'Exercice Juillet/97 - Juin/98 (3=1-2)	% BUDGET/ DEPENSES Juil/ 97-Juin/ 98 4=(2/1*100)
I.	Field Staff Salaries & Fringe	130,055.88	142,026.61	(\$11,970.73)	109.20%
II.	Home Office Salaries & Fringe	73,006.30	66,745.12	\$6,261.18	91.42%
III.	Local Hire Salaries & Fringe	315,061.29	289,995.43	\$25,065.86	92.04%
	Field Staff Overhead	39,016.77	42,465.95	(\$3,449.18)	108.84%
	Home Office Overhead	43,803.78	39,846.84	\$3,956.94	90.97%
IV.	Local Consultants	55,909.09	53,401.40	\$2,507.69	95.51%
V.	Travel & Transportation	15,800.00	8,509.65	\$7,290.35	53.86%
VI.	Allowances	10,578.00	2,159.00	\$8,419.00	20.41%
VII.	Expendable Equipment	8,000.00	5,938.61	\$2,061.39	74.23%
VIII.	Equipment	43,650.00	50,037.67	(\$6,387.67)	114.63%
IX.	Other Direct Costs	115,811.66	107,015.97	\$8,795.69	92.41%
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	576,628.81	509,926.35	\$66,702.46	88.43%
	Total Direct Costs & Overhead	1,427,321.58	1,318,068.60	\$109,252.97	92.35%
XI.	Grants Exoneration Administration	0.00	0.00	\$0.00	0.00%
XII.	Grant Audits and Evaluation	222,292.64	174,616.80	\$47,675.84	78.55%
	G & A @ 12.6%	207,851.39	188,078.35	\$19,773.04	90.49%
XIII.	Grants	2,203,950.11	1,730,662.39	\$473,287.71	78.53%
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	53,115.20	41,708.97	\$11,406.22	78.53%
XIV.	Yirawah Subcontract	0.00	0.00	\$0.00	0.00%
	Total (I - XIV)	4,114,530.91	3,453,135.12	\$661,395.79	83.93%

Description	expenses	Pourcentage
GRANTS	1,905,279.19	55.18%
ACTIVITIES	563,327.75	16.31%
FONCTIONNEMENTS	984,528.18	28.51%
TOTAL DEPENSES	3,453,135.12	100.00%

SUIVI BUDGETAIRE DE JUILLET 97 A JUIN 98

basé sur le budget courant

DESIGNATION	BUDGET COURANT AN 7	DEPENSES		% BUDGET/DEPENSES
		JUIL 97 A JUIN 98	JUIL 97 A JUIN 98	JUIL/ 97 A JUIN 98
Institutional Strengthening	387,118.75	315,109.79		81.40%
Grants Activities	189,510.06	194,816.56		102.80%
Total	576,628.81	509,926.36		88.43%

Détail Activités Développement Institutionnel & Grants

ACTIVITES	BUDGET INITIAL AN 7	Dépenses		% BUDGET/ DEPENSES
		JUIL 97 A JUIN 98	JUIL 97 A JUIN 98	JUIL 97 A JUIN 98
Detail Institutional Strengthening				
TRAINING:				
Project Design	3,467.64	3,471.17		100.10%
Technical Vulgqrisation	4,970.00	0.00		0.00%
Training of Trainers	11,292.74	11,690.20		103.52%
Training MARP	13,980.63	4,281.10		30.62%
Credit system	4,970.00	0.00		0.00%
Proj. Management	5,002.68	3,027.12		60.51%
Strategic Management	4,110.54	4,117.60		100.17%
Fund Raising	6,634.38	3,844.79		57.95%
Seminary DIP/CF	0.00	0.00		0.00%
PVO/NGO Fin. Management	4,970.00	4,673.99		94.04%
Logical Framework/Monitoring & Evaluation	4,970.00	115.02		2.31%
Result Logframe ARN Project	54,613.08	38,883.06		71.20%
Result Logframe H/FP Project	11,977.68	18,356.50		153.26%
Literacy Improvement Program	128,733.30	135,068.96		104.92%
NETWORK SUPPORT:				
Network-Consortia Support	31,380.51	20,350.81		64.85%
Network Grants		0.00		0.00%
NGO ACTION PLAN:				
Action Plan Execution	48,299.52	25,912.85		53.65%
DOCUMENTATION				
	6,402.33	7,836.23		122.40%
OTHER COSTS:				
Management Data Base	6,062.83	0.00		0.00%
Symposia	31,139.90	30,101.16		96.66%
Consultative Committee	500.00	0.00		0.00%
Contacts (NPC, Work Group)	3,641.00	3,379.23		92.81%
Sub-total Development Inst. Activities	387,118.75	315,109.79		81.40%
GRANT ACTIVITIES:				
Baseline Impact	0.00	654.52		0.00%
Inst. Diagnosis/Fin. Certification	0.00	2,308.37		0.00%
Redesigning	0.00	3,321.23		0.00%
Start-up Visit	0.00	0.00		0.00%
Semestrial Visit	0.00	0.00		0.00%
120 days Visit	82,963.44	88,804.18		107.04%
Quarterly Visit	70,672.56	74,305.54		105.14%
Complete/detailed visit	0.00	0.00		0.00%
Eval. Audit Rec. Follow up Vis.	17,680	18,123.30		102.51%
Technical assist. Visit	9,766	0.00		0.00%
Field Materials/Small supplies	8,427	7,299.42		86.61%
Sub-total Grants Activities	189,510.06	194,816.56		102.80%
GRAND TOTAL (I+II)	576,628.81	509,926.36		88.43%

DEPENSES MENSUELLES DE JUILLET 97 A JUIN 1998

Schedule	DESIGNATION	JUILLET 97	AOUT 97	SEPT 97	OCT 97	NOV 97	DEC 97	JAN 98	FEB 98	MAR 98	APRIL 98	MAY 98	JUNE 98	TOTAL CUMUL JUN 98
I.	Field Staff Salaries & Fringe	10,296.14	11,778.33	10,299.74	11,331.54	11,607.49	11,499.06	11,049.10	12,149.93	12,696.23	12,814.36	11,560.10	14,954.59	142,026.61
II.	Home Office Salaries & Fringe	12,339.11	5,085.01	5,085.01	3,121.15	4,219.28	4,600.93	4,492.86	2,915.81	11,465.45	4,350.94	4,638.99	4,430.56	66,745.12
III.	Local Hire Salaries & Fringe	19,251.85	28,544.41	21,910.33	20,214.42	31,414.97	20,000.59	21,431.52	24,761.61	22,702.15	17,361.12	23,102.98	39,299.48	289,955.43
	Field Staff Overhead	3,078.54	3,521.72	3,079.62	3,388.13	3,470.64	3,438.22	3,303.68	3,632.83	3,793.18	3,831.49	3,456.47	4,471.42	42,465.95
	Home Office Overhead	7,366.45	3,035.75	3,035.75	1,863.33	2,518.91	2,746.76	2,662.25	1,740.74	6,844.87	2,597.51	2,769.48	2,645.04	39,846.84
IV.	Local Consultants	5,738.11	1,275.64	8,763.47	4,327.57	2,202.95	1,019.04	1,163.89	7,559.16	5,213.46	7,059.51	7,240.13	1,838.47	53,401.40
V.	Travel & Transportation	1,447.20	0.00	4,340.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1,599.08	0.00	1,123.36	0.00	8,509.65
VI.	Allowances	0.00	0.00	1,400.14	0.00	0.00	0.00	0.00	(1,584.78)	2,065.75	277.89	0.00	0.00	2,159.00
VII.	Expendable Equipment	2,710.42	1,554.13	1,955.85	438.30	258.13	6,154.51	905.68	208.10	94.84	179.46	0.00	(6,520.81)	5,938.61
VIII.	Equipment	0.00	33,193.98	15,893.42	2,126.59	4,837.55	(8,852.31)	0.00	660.00	0.00	0.00	0.00	2,178.44	50,037.67
IX.	Other Direct Costs	7,135.64	12,270.29	6,847.52	10,315.91	6,048.29	23,903.57	9,066.79	14,125.87	(4,727.03)	3,860.42	9,665.72	8,500.98	107,015.97
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	73,082.13	25,731.07	127,241.86	57,892.52	54,249.80	24,467.33	16,807.59	28,815.65	27,673.64	12,298.93	20,702.01	38,963.82	509,926.35
	Total Direct Costs & Overhead	142,445.58	125,990.33	209,852.72	115,019.47	120,328.01	88,977.69	72,905.38	94,984.52	89,411.63	64,631.63	84,259.24	108,761.99	1,318,068.60
XI.	Grants Exoneration Administration	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
XII.	Grant Audits and Evaluation	15,376.54	18,969.88	36,930.13	4,182.78	3,656.36	11,596.30	9,313.82	24,539.04	9,801.19	13,685.02	16,955.21	9,620.53	174,616.80
	G & A @ 12.6%	19,885.59	18,264.99	31,094.64	15,019.48	15,685.03	12,671.06	10,359.62	15,060.01	12,500.82	9,867.90	12,753.02	14,916.20	188,078.35
XIII.	Grants	267,600.67	250,181.76	249,928.88	17,514.62	101,133.29	47,719.75	149,858.07	120,793.24	166,228.25	117,631.59	70,339.45	171,732.82	1,730,662.39
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	6,449.18	6,023.38	6,023.29	422.10	2,437.31	1,150.06	3,611.56	2,911.12	4,006.10	2,834.92	1,695.18	4,138.76	41,708.97
XIV.	Yirawah Subcontract	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Total (XX, XXIII & XIV)	451,757.56	419,436.34	533,829.86	152,158.45	243,740.00	162,104.86	246,048.47	258,288.32	281,947.99	208,651.07	166,002.10	308,170.30	3,453,135.12

ANNEXE 4

SUIVI BUDGETAIRE

De Juillet 1991 à Juin 1998

SUIVI BUDGETAIRE DE JUILLET 91 A JUIN 1998
Basé sur le budget courant

Schedule	Description	Depenses de Juillet 91 à Juin 94 (1)	Dépenses de Juillet 94 à Juin 95 (2)	Dépenses de Juillet 95 à Juin 96 (3)	Dépenses de Juillet 96 à Juin 97 (4)	Dépenses Juillet 97 à Juin 98 (5)	Dépenses de Juillet 91 à Juin 98 (6)
I.	Field Staff Salaries & Fringe	619,695.93	85,793.53	62,323.93	70,760.71	142,026.61	980,600.71
II.	Home Office Salaries & Fringe	47,894.51	19,578.77	60,498.01	82,154.98	66,745.12	276,871.39
III.	Local Hire Salaries & Fringe	329,492.63	77,697.72	253,752.12	308,013.78	289,995.43	1,258,951.68
	Field Staff Overhead	184,439.40	25,480.68	18,635	21,157.48	42,465.95	292,178.37
	Home Office Overhead	27,891.00	11,610.22	36,117	49,046.50	39,846.84	164,511.87
IV.	Local Consultants	41,205.84	5,173.49	3,028	22,781.84	53,401.40	125,590.37
V.	Travel & Transportation	53,490.62	8,350.18	24,961	9,388.57	8,509.65	104,700.29
VI.	Allowances	207,291.08	61,071.90	35,283	11,589.80	2,159.00	317,394.45
VII.	Expendable Equipment	5,837.08	4,142.86	6,524	5,847.97	5,938.61	28,290.54
VIII.	Equipment	93,159.22	11,579.30	55,608	186,052.43	50,037.67	396,436.58
IX.	Other Direct Costs	206,848.91	57,159.86	96,457	118,440.22	107,015.97	585,921.63
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	232,284.64	96,958.29	165,594	438,498.79	509,926.35	1,443,261.99
	Total Direct Costs & Overhead	2,049,530.86	464,596.80	818,780.54	1,323,733.07	\$1,318,068.61	\$5,974,709.88
XI.	Grants Exoneration Administration	0.00	0.00	502,056.65	109,821.35	0.00	611,878.00
XII.	Grant Audits and Evaluation	0.00	0.00	38,859.08	113,128.01	174,616.80	326,603.89
	G & A @ 12.6%	257,167.62	58,074.50	171,322.73	194,881.09	188,078.35	869,524.29
XIII.	Grants	970,190.09	1,264,031.15	2,048,167.33	2,842,267.60	1,730,662.39	8,855,318.56
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	23,381.62	30,463.11	49,360.83	68,498.64	41,708.97	213,413.17
XIV.	Yirawah Subcontract	111,328.03	16,683.22	18,504.06	102,086.32	0.00	248,601.63
	Total (I - XIV)	3,411,598.22	1,833,848.78	3,647,051.22	4,754,416.08	3,453,135.13	17,100,049.43
	Total Cumul	3,411,598.22	5,245,447.00	8,892,498.22	13,646,914.30	17,100,049.43	
	Total Cumul des grants	970,190.09	2,234,221.24	4,823,304.30	7,888,521.26	9,793,800.45	

SUIVI BUDGETAIRE

Schedule	DESIGNATION	BUDGET DE JULI/91 A JUIN/99	CUMUL DEPENSES DE JULI/91 A JUIN/97	RELIAQUAT BUDGET ANNEES JULI/97-JUIN/99	CUMUL DEPENSES DE JULI/91 A JUIN/98	CUMUL DEPENSES DE JULI/98 A JUIN/98	RELIAQUAT BUDGET ANNEE JULI/98-JUIN/99
I.	Field Staff Salaries & Fringe	1,105,188.65	838,574.10	266,614.55	142,026.61	980,600.71	124,587.94
II.	Home Office Salaries & Fringe	367,057.03	210,126.27	156,930.76	66,745.12	276,871.39	90,185.64
III.	Local Hire Salaries & Fringe	1,664,613.06	968,956.25	695,656.81	289,995.43	1,258,951.68	405,661.38
	Field Staff Overhead	329,696.77	249,712.42	79,984.35	42,465.95	292,178.36	37,518.41
	Home Office Overhead	218,823.51	124,665.04	94,158.46	39,846.84	164,511.88	54,311.62
IV.	Local Consultants	157,192.62	72,188.97	85,003.65	53,401.40	125,590.37	31,602.25
V.	Travel & Transportation	121,490.64	96,190.64	25,300.00	8,509.65	104,700.29	16,790.35
VI.	Allowances	333,498.45	315,235.45	18,263.00	2,159.00	317,394.45	16,104.00
VII.	Expendable Equipment	38,327.23	22,351.93	15,975.30	5,938.61	28,290.54	10,036.69
VIII.	Equipment	391,048.91	346,398.91	44,650.00	50,037.67	396,436.58	(5,387.67)
IX.	Other Direct Costs	709,028.29	478,905.67	230,122.62	107,015.97	585,921.64	123,106.65
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	1,735,448.71	933,335.64	802,113.07	509,926.35	1,443,261.99	292,186.72
	Total Direct Costs & Overhead	7,171,413.86	4,656,641.28	2,514,772.58	1,318,068.60	5,974,709.89	1,196,703.97
XI.	Grants Exoneration Administration	611,878.00	611,878.00	0.00	0.00	611,878.00	0.00
XII.	Grant Audits and Evaluation	536,329.73	151,987.09	384,342.64	174,616.80	326,603.89	209,725.84
	G & A @ 12.6%	1,046,734.45	681,445.95	365,288.50	188,078.35	869,524.30	177,210.15
XIII.	Grants	9,922,174.44	7,124,656.16	2,797,518.28	1,730,662.39	8,855,318.56	1,066,855.88
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	239,124.39	171,704.20	67,420.19	41,708.97	213,413.17	25,711.22
XIV.	Virawah Subcontract	295,096.35	248,601.63	46,494.72	0.00	248,601.63	46,494.72
	Total (XX, XXIII & XIV)	19,822,751.22	13,646,914.31	6,175,836.91	3,453,135.12	17,100,049.43	2,722,701.78

Rapport Annuel

ANNEXE 5

***COMPARAISON DES DEPENSES
ENTRE LES TRIMESTRES
DE L'AN 7 : 1997-1998***

**COMPARAISON DES DEPENSES ENTRE LES TRIMESTRES
AN 7 : 1997-1998**

SCHEDULE	DESIGNATION	Premier trim Juillet-Sept 1997 (1)	2ème trim Oct-Dec 1997 (2)	3ème trim Jan-Mar 1998 (3)	4ème trim april to june 1998 (4)	Cumul An 7 1997-1998 (5=1+2+3+4)
I.	Field Staff Salaries & Fringe	32,374.21	34,438.09	35,885.26	39,329.05	\$142,026.61
II.	Home Office Salaries & Fringe	22,509.13	11,941.36	18,874.14	13,420.49	\$66,745.12
III.	Local Hire Salaries & Fringe	69,706.59	71,629.98	68,895.28	79,763.58	\$289,995.43
	Field Staff Overhead	9,679.88	10,296.99	10,729.69	11,759.39	\$42,465.94
	Home Office Overhead	13,437.95	7,129.00	11,267.86	8,012.03	\$39,846.84
IV.	Local Consultants	15,777.22	7,549.56	13,936.51	16,138.11	\$53,401.40
V.	Travel & Transportation	5,787.21	0.00	1,599.08	1,123.36	\$8,509.65
VI.	Allowances	1,400.14	0.00	480.97	277.89	\$2,159.00
VII.	Expendable Equipment	6,220.40	6,850.94	1,208.62	(8,341.35)	\$5,938.61
VIII.	Equipment	49,087.40	(1,888.17)	660.00	2,178.44	\$50,037.67
IX.	Other Direct Costs	26,253.45	40,267.77	18,467.63	22,027.12	\$107,015.97
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	226,055.06	136,609.65	75,296.88	71,964.76	\$509,926.35
	Total Direct Costs & Overhead	\$478,288.64	\$324,825.17	\$257,301.92	\$257,652.87	\$1,318,068.60
		0.00	0.00	0.00	0.00	\$0.00
XI.	Grants Exoneration Administration					
XII.	Grant Audits and Evaluation	71,276.55	19,425.44	43,654.05	40,260.76	\$174,616.80
	G & A @ 12.6%	69,245.21	43,375.57	37,920.45	37,537.12	\$188,078.35
XIII.	Grants	767,711.31	166,367.66	436,879.56	359,703.86	\$1,730,662.39
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	18,501.84	4,009.47	10,528.80	8,668.86	\$41,708.97
XIV.	Yirawah Subcontract	0.00	0.00	0.00	0.00	\$0.00
	Total (XX, XXIII & XIV)	\$1,405,023.56	\$558,003.31	\$786,284.78	\$703,823.47	\$3,453,135.12
	pourcentage expenses/budget	34.15%	13.56%	19.11%	17.11%	83.93%
	pourcentage expenses trim/an	41%	16%	23%	20%	100%

ANNEXE 6

DEPENSES LOCALES ET NTF

De Juillet 1997 à Juin 1998

DEPENSES LOCALES ET NTF DE JUILLET 97 A JUIN 1998

Schedule	Désignation	Dépenses locales USU	Dépenses par NTF	TOTAL Décaissements
I.	Field Staff Salaries & Fringe	36,861.43	105,165.19	142,026.61
II.	Home Office Salaries & Fringe	0.00	66,745.12	66,745.12
III.	Local Hire Salaries & Fringe	289,995.43	(0.00)	289,995.43
	Field Staff Overhead	0.00	42,465.95	42,465.95
	Home Office Overhead	0.00	39,846.84	39,846.84
IV.	Local Consultants	53,083.39	318.01	53,401.40
V.	Travel & Transportation	2,614.11	5,895.54	8,509.65
VI.	Allowances	(1,584.78)	3,743.78	2,159.00
VII.	Expendable Equipment	4,854.05	1,084.56	5,938.61
VIII.	Equipment	33,457.17	16,580.50	50,037.67
IX.	Other Direct Costs	96,028.27	10,987.70	107,015.97
X.	Institutional Strengthening and Grants Activities	509,926.35	(0.00)	509,926.35
	Total Direct Costs & Overhead	1,025,235.43	292,833.18	1,318,068.60
XI.	Grants Exoneration Administration	0.00	0.00	0.00
XII.	Grant Audits and Evaluation	174,616.80	0.00	174,616.80
	G & A @ 12.6%	0.00	188,078.35	188,078.35
XIII.	Grants	1,730,662.39	0.00	1,730,662.39
	Pass-thru G&A @ 2.41% of XIII	0.00	41,708.97	41,708.97
XIV.	Yirawah Subcontract	0.00	0.00	0.00
	Total (I - XIV)	2,930,514.62	522,620.50	3,453,135.12
	POURCENTAGE	84.87%	15.13%	100%

ANNEXE 7

ANALYSE DU NIVEAU D'EFFORT

De Juillet 1991 à Juin 1998

ANALYSE DU NIVEAU D'EFFORT PERSONNEL/MOIS - LEVEL OF EFFORT ANALYSIS PERSON/MONTH

NEW/REPROJECT 7/91-1/94 01/95-09/95 07/95-06/97 7/91-06/97 07/97 08/97 10/97 11/97 12/97 01/98 02/98 03/98 04/98 05/98 06/98 7/91-06/98 7/91-06/98

POSITION	BASE	TOTAL CUMUL. LOCAL/PROJECT	TOTAL CUMUL. 01/95-09/95	TOTAL CUMUL. 07/95-06/97	TOTAL CUMUL. 7/91-06/97	TOTAL CUMUL. 07/97	TOTAL CUMUL. 08/97	TOTAL CUMUL. 10/97	TOTAL CUMUL. 11/97	TOTAL CUMUL. 12/97	TOTAL CUMUL. 01/98	TOTAL CUMUL. 02/98	TOTAL CUMUL. 03/98	TOTAL CUMUL. 04/98	TOTAL CUMUL. 05/98	TOTAL CUMUL. 06/98	TOTAL CUMUL. 7/91-06/98	TOTAL CUMUL. 7/91-06/98
LONG TERM/LONG TERM																		
C O P		70.50	40.80	6.00	10.00	13.70	70.50	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	70.50
ADVISOR of CHIEF of PARTY		24.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	12.00
D A F		30.70	30.70	0.00	0.00	0.00	30.70	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	30.70
S/TOTAL LONG TERM		125.20	71.50	6.00	10.00	13.70	101.20	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	113.20

HEAD OFFICE	175H-1 MO	1.55	2.61	2.61	2.61	12.83	0.39	0.23	0.11	0.34	0.42	0.57	0.48	0.45	0.52	0.47	0.44	0.52	4.95	17.78
HOME OFFICE SUPPORT		0.00	5.96	1.65	2.61	2.61	12.83 <td>0.39 <td>0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.39 <td>0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td>	0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td>	0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td>	0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td>	0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td>	0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td>	0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td>	0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td>	4.95 <td>17.78</td>	17.78
S/TOTAL HEAD OFFICE		0.00	5.96	1.65	2.61	2.61	12.83 <td>0.39 <td>0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.39 <td>0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.23 <td>0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.11 <td>0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td></td>	0.34 <td>0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td></td>	0.42 <td>0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td></td>	0.57 <td>0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td></td>	0.48 <td>0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td></td>	0.45 <td>0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td></td>	0.52 <td>0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td></td>	0.47 <td>0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td></td>	0.44 <td>4.95 <td>17.78</td> </td>	4.95 <td>17.78</td>	17.78

LOCAL PROFESSIONALS	223-1 MO	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13.00
SUPPORT STAFF		24.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13.00
CHIEF OF PARTY		24.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13.00
DEPUTY CONDUCTOR INST STR		24.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	13.00
SUPERVISOR GRANTS MANAGER		85.40	31.35	6.00	12.00	12.00	61.35	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	73.35
GRANTS MANAGERS		211.80	67.77	12.00	24.00	127.77	127.77	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	189.77
ASST GRANTS MGR		44.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	32.00
ASST TRAINING (P) (V) (1-2-4)		165.40	66.35	12.00	12.00	102.35	102.35	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	114.35
INST TRAINING (P) (V) (1-2-4)		48.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	27.00
FIN-ADM MGR (TR-49)		60.00	6.00	6.00	12.00	12.00	12.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	48.00
GRANTS ACCOUNT		36.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	3.00	36.00
S/TOTAL LOCAL PROFESSIONALS		698.60	171.47	36.00	83.80	96.60	395.47	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	13.00	13.00	13.00	13.00	13.00	13.00	13.00	534.47

SHORT TERM LOCAL CONSULTANTS	175U-1/2/3	2.22	0.00	0.00	0.00	0.00	2.22	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2.22
CONSULTANTS COURT/TERM LOCAL/ANK		175U-1/2/3	1.73	0.00	0.00	0.00	1.73	0.22	0.20	0.28	0.29	0.13	0.25	0.18	0.21	0.16	0.10	0.27	0.23	2.57
ACA RECRUITMENT		175U-1/2/3	1.59	0.16	0.00	0.00	1.59	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	4.48
LABOR RELATIONS		175U-1/2/3	0.81	0.31	0.00	0.00	0.81	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	3.80
TRANSLATION		175U-1/2/3	4.95	0.00	0.00	0.00	4.95	0.23	0.13	0.00	0.77	0.00	0.00	0.12	1.75	0.08	1.50	1.61	0.00	6.20
MANUAL PROCEDURES		175U-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	15.46
TECH ASST/DNF		175U-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.13
OTHER MISCELLANEOUS		175U-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	4.99
MIS		175U-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	5.32
S/TOTAL LOCAL CONSULTANTS		40.80	11.53	0.47	0.79	5.92	18.71	1.48	0.33	2.28	1.12	0.57	0.25	0.30	1.98	1.35	1.83	1.88	0.48	13.88

SHORT TERM INTERNATIONAL CONSULTANTS	175V-1/2/3	2.65	0.00	0.00	0.00	0.00	2.65	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2.65
CONSULTANTS INTERNATIONAL COURT/TERM		175V-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2.00
YIMWAH-DR. TARIK BHAFI		175V-1/2/3	1.09	0.00	0.00	0.00	1.09	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	1.09
MONOGRAMS		175V-1/2/3	2.41	0.00	0.00	0.00	2.41	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	2.41
NETWORK STUDY - RESEAUX		175V-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
M & E - PILOT		175V-1/2/3	5.14	0.00	0.00	0.00	5.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	5.14
COMPUTER TRAINING & SET-UP		175V-1/2/3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
S/TOTAL INTERNATIONAL CONSULTANTS		14.20	11.29	0.00	0.00	2.32	14.23	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	14.23
GRAND TOTAL LEVEL OF EFFORT		878.80	271.75	44.42	96.72	120.55	533.44	14.88	13.56	14.47	14.00	13.93	14.78	16.61	15.88	16.32	16.00	16.01	16.01	714.24
GRAND TOTAL NIVEAU D'EFFORT																				

La situation de l'année 1997-1998 contient les corrections de l'année 1996-1997 (voir fichier LOE/TRAVAUX/FORM/APPAN)

ANNEXE 8

CLASSIFICATION DES ONGs

au 30 Juin 1998

CLASSEMENT DES ONGs
EN FONCTION DE LEUR PERFORMANCE TECHNIQUE,
ORGANISATIONNELLE ET FINANCIERE
SYNTHESE
Juin 1998

ROUGE	JAUNE	VERT
ASRADEC	FORMATION 2	CRS 2
ADPES	SANFAM	ACDEV
	FAFD	ARLS
	AJED	AHDIS
	RODALE	ASBEF
	CONACAP	
	ASPAB	
	ACAPES/D	
	APROSOR 2	
	NCNW 2	
	AFRICARE	

Légende

- * **ROUGE :** Performance faible, à surveiller
- * **JAUNE :** Performance assez bonne à moyenne
- * **VERT :** Très performant

CLASSEMENT DES ONGs
EN FONCTION DE LEUR PERFORMANCE TECHNIQUE
30 Juin 1998

ROUGE	JAUNE	VERT
NCNW II	RODALE	CRS 2
ADPES	FORM'ACTION 2	APROSOR II
ASPAB	CONACAP	AHDIS
ACAPES/D	FAFD	ASBEF
AFRICARE	AJED	ARLS
ASRADEC		SANFAM
		ACDEV

Légende

- * ROUGE : Performance faible, à surveiller
- * JAUNE : Performance assez bonne à moyenne
- * VERT : Très performant

CLASSEMENT DES ONG
EN FONCTION DE LA PERFORMANCE DE LEUR SYSTEME
ORGANISATIONNEL
Juin 1998

ROUGE	JAUNE	VERT
ASRADEC	FAFD	ACAPES/D
		FORM'ACTION 2
		AHDIS
		ASPAB
		ASBEF
		AFRICARE
		RODALE
		NCNW 2
		CONACAP
		ACDEV
		ARLS
		AJED
		ADPES

Légende

- * **ROUGE :** Performance faible, à surveiller
- * **JAUNE :** Performance assez bonne à moyenne
- * **VERT :** Très performant
- Non applicable:** CRS - SANFAM - APROSOR

CLASSEMENT DES ONG
EN FONCTION DE LEUR PERFORMANCE AU PLAN
ADMINISTRATIF ET FINANCIER
 Trimestre Avril-Mai-juin 1998

ROUGE	JAUNE	VERT
ADPES	FORMATION 2	CRS 2
	SANFAM	ACDEV
	FAFD	ARLS
	ASRADEC	NCNW 2
	AJED	AHDIS
	RODALE	AFRICARE
	ASBEF	
	CONACAP	
	ASPAB	
	ACAPES/D	
	APROSOR 2	

Légende

- * **ROUGE :** Performance faible, à surveiller
- * **JAUNE :** Performance assez bonne à moyenne
- * **VERT :** Très performant